



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique
pour l'Afrique Centrale



Renforcer les capacités macroéconomiques en Afrique Centrale

RAPPORT SEMESTRIEL

Octobre 2018

AFRITAC Centre est une initiative du FMI soutenue par les Etats membres et les partenaires au développement suivants :



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada



Australian Government
Department of Foreign Affairs and Trade



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands

Liste d'acronymes et abréviations

AFR	Département Afrique du Fonds monétaire international
AFRISTAT	Observatoire économique et statistique de l'Afrique subsaharienne
AFRITAC	Centre d'assistance technique pour l'Afrique
AFRITAC Centre	Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique centrale
AT	Assistance technique
BRB	Banque de la République du Burundi
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CFA	Communauté financière africaine
CNUCED	Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement
COBAC	Commission bancaire de l'Afrique centrale
EUROSTAT	Direction générale de la Commission européenne chargée de l'information statistique à l'échelle communautaire
FMI	Fonds monétaire international
FY	<i>Fiscal Year</i> - Année fiscale
GIZ	<i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> - Coopération allemande
IDC	Institut pour le développement des capacités
IFA	Institut de formation pour l'Afrique
IFRS	<i>International Financial Reporting Standards</i> - Normes internationales d'information financière
MSFP	Manuel des statistiques des finances publiques
PAF	Plan annuel de financement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTF	Partenaire technique et financier
RCA	République Centrafricaine
RDC	République Démocratique du Congo
RGCP	Règlement général de la comptabilité publique
SADC	<i>Southern African Development Community</i> - Communauté de développement d'Afrique australe
SCN	Système de comptabilité nationale
SDMT	Stratégie de la dette à moyen terme
SFP	Statistiques des finances publiques
STP	Sao Tomé-et-Principe
TOFE	Tableau des opérations financières de l'État
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UEAC	Union économique des Etats d'Afrique centrale

Table des matières

I. Introduction et Contexte	6
Le programme.....	6
L’AFC.....	6
La vision sur laquelle le programme de travail est fondée	6
Le contexte régional.....	6
Le contexte macroéconomique	7
L’objectif fondamental.....	7
Les objectifs stratégiques.....	8
La collaboration avec les services du FMI et les partenaires extérieurs.....	8
Les défis et les risques pour l’exécution du programme de travail.....	9
Une bonne performance par la priorisation et la gestion axée sur les résultats	9
Indicateurs de performance.....	10
Exécution du programme : activités et ressources.....	12
II. Performance par domaine	16
A. Moderniser les administrations des revenus pour une meilleure mobilisation des ressources fiscales	19
A.1 Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus.....	19
A.2 Renforcer les principales fonctions des administrations fiscales.....	19
A.3 Renforcer les principales fonctions des administrations douanières	20
B. Promouvoir une gestion efficace des finances publiques	22
B.1 Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	22
B.2 Améliorer la préparation du budget de l’Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	22
B.3 Améliorer l’exécution et le contrôle budgétaire.....	22
B.4 Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers.....	22
C. Renforcer les projections budgétaires	23
C.1 Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	23
C.2 Améliorer la préparation du budget de l’Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	23
C.3 Renforcer l’identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	24
D. Favoriser des politiques fiscales et budgétaires cohérentes par des statistiques financières harmonisées	25
D.1 Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision.....	25
E. Appuyer à l’élaboration de statistiques macroéconomiques fiables	27
E.1 Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision.....	27
F. Contribuer à une meilleure gestion de la dette	28
F.1 Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	28
F.2 Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	28

F.3 Soutenir la viabilité de la dette en fournissant au personnel les compétences requises pour réaliser leur propre analyse de viabilité de la dette	28
F.4 Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	29
F.5 Appuyer les autorités dans la mise en place d'un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette publique.....	30
G. Renforcer la stabilité financière par un cadre robuste de réglementation et de supervision bancaires	30
G.1 Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	30
G.2 Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	31
G.3 S'assurer que les banques disposent de fonds propres et de liquidités solides pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuant à la stabilité du système financier	32

Encadrés

1- Cours sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	20
2- Renforcement des contrôles conjoints douanes – impôts.....	21
3- Mise en place du contrôle interne budgétaire.....	23
4- Renforcement des dispositifs techniques de cadrage macrobudgétaire.....	24
5- Adoption de la nouvelle méthodologie du TOFE.....	25
6- Processus d'adoption de la nouvelle méthodologie d'élaboration du TOFE – Tableau des Opérations Financières de l'Etat (Situation au 31 octobre 2018).....	26
7- Rattrapage des retards des comptes au (Situation au 31 décembre 2017).....	27
8- Elaboration et mise en œuvre du plan annuel de financement	29
9- Révision des circulaires prudentielles de la BRB.....	31

Graphiques

Graphique 1 : Etapes intermédiaires – Performance globale (en nombre)	10
Graphique 2 : Etapes intermédiaires par pays (en nombre).....	11
Graphique 3 : Etapes intermédiaires par domaine (en nombre)	11
Graphique 4 : Activités par pays (en nombre).....	12
Graphique 5 : Activités par domaine (en nombre).....	13
Graphique 6 : Ressources par pays (en personnes semaines).....	13
Graphique 7 : Ressources par domaine (en personnes semaines).....	14
Graphique 8 : Répartition des ressources par pays	14
Graphique 9 : Répartition des ressources par domaine.....	15
Graphique 10 : Répartition des ressources selon la fragilité du pays bénéficiaire	15

Annexes

1. Activités par pays et domaine
2. Ressources par pays et domaine
3. Séminaires et visites d'apprentissage par les pairs
4. Cadre logique 2019
5. Personnel

I. INTRODUCTION ET CONTEXTE

Le programme

1. **Ce document présente une synthèse de l'exécution du programme de travail au cours du premier semestre de l'année fiscale 2019 (du 01 mai au 31 octobre 2018) du Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre, ou AFC).**

L'AFC

2. **Établi en novembre 2007 à Libreville au Gabon, AFC a pour objectifs d'aider les pays de la région à renforcer leurs capacités de gestion macroéconomique** et de répondre aux besoins d'assistance technique (AT) et de formation en gestion macroéconomique et financière de ses pays membres que sont le *Burundi*, le *Cameroun*, le *Congo*, la *République Centrafricaine*, la *République démocratique du Congo*, le *Gabon*, la *Guinée équatoriale*, *Sao Tomé-et-Principe* et le *Tchad*.

La vision sur laquelle le programme de travail est fondée

3. **Le programme de travail repose sur la vision d'AFC d'être le centre d'excellence en matière d'assistance technique et d'amélioration des capacités au niveau de la région.** Le Centre fournit des activités d'assistance technique de très haut niveau au bénéfice des autorités des pays et des institutions régionales. AFC est en permanence à l'écoute des besoins spécifiques de ses pays membres et adapte ses activités d'assistance technique en fonction de leurs besoins. AFC veille également à la qualité de ses activités par une sélection rigoureuse de ses experts ainsi que par le contrôle systématique à posteriori par les services centraux du FMI. Le Centre coopère avec les autres partenaires au développement pour faciliter la synergie et la coordination des efforts.

Le contexte régional

4. **À l'exception de la RCA, tous les pays de la CEMAC sont des pays exportateurs de pétrole.** La *bonne gestion des ressources naturelles* est pour cette raison très importante pour ces pays membres. Six des neuf pays membres sont dits fragiles et pour ces derniers, *surmonter les défis du développement économique est prioritaire*. Parmi les pays membres, le *Burundi* et la *RDC* sont membres du marché commun de l'Afrique orientale et australe (*COMESA*). Le *Burundi* a récemment rejoint la Communauté de l'Afrique de l'Est (*CAE*), tandis que la *RDC* est membre de la Communauté de développement d'Afrique australe (*SADC*). Pour les six pays membres de la *CEMAC*, le programme de travail tient en compte de *l'intégration régionale, ainsi que de la monnaie et de la supervision bancaire commune* à travers la *COBAC*. Enfin, plusieurs pays membres ont fait face à des défis sécuritaires importants ce qui oblige le Centre à une constante souplesse et adaptation de son programme d'intervention.

Le contexte macroéconomique

5. **Bien que le revenu par habitant varie considérablement d'un pays à l'autre, tous sont confrontés à des problèmes majeurs de développement humain et se trouvent à des étapes différentes de développement.** Ainsi, le Gabon et la Guinée équatoriale ont des niveaux de revenu par habitant nettement plus élevés que la moyenne de la région d'Afrique subsaharienne. Le Congo, la RCA, et le Tchad dans la CEMAC ainsi que le Burundi, la RDC et Sao Tomé-et-Principe sont des pays en situation de fragilité. L'objectif de renforcement des capacités d'AFC vise à aider les pays membres à adopter et mettre en œuvre des politiques économiques qui favorisent une croissance inclusive afin de surmonter les défis du développement économique auxquels ils sont confrontés.
6. **À l'instar de l'Afrique subsaharienne, les États membres d'AFC ont connu des défis macroéconomiques et financiers.** Après une croissance robuste doublée d'une situation macroéconomique stable de 2010 à 2014, les programmes de développement économique et social des États membres ont été confrontés à des difficultés entre 2015 et 2017 suite à la chute vertigineuse des prix des matières premières. Cette situation s'est traduite par la montée des déficits et la hausse de l'endettement public, ainsi que par l'accroissement des vulnérabilités des établissements bancaires et financiers. Actuellement, la rationalisation des choix budgétaires est amorcée dans la plupart des pays membres d'AFC en partie grâce à l'appui du Fonds monétaire international et d'autres partenaires au développement mais les pays membres sont confrontés à un vaste ensemble de défis liés à la gouvernance institutionnelle. Des politiques budgétaires ambitieuses sont nécessaires pour préserver la stabilité macroéconomique ainsi que des réformes structurelles pour rétablir une croissance forte et, renforcer le climat des affaires et l'intégration régionale.

L'objectif fondamental

7. **L'objectif fondamental du programme de travail est de contribuer au renforcement des capacités institutionnelles, techniques et humaines des pays et des institutions régionales membres d'AFRITAC Centre** pour les aider à répondre à leurs défis macroéconomiques et pour les accompagner dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).
8. **Cet objectif s'insère dans le cadre de la stratégie de développement des capacités du département Afrique du FMI.** Le Centre mettra à profit son expertise dans les questions macroéconomiques et financières ainsi que son envergure régionale pour épauler les États membres dans leurs efforts de renforcement des capacités humaines et institutionnelles. Le programme d'assistance technique prend également en compte les objectifs d'intégration régionale et d'harmonisation des politiques entre les pays membres. Le programme d'assistance technique trouve également son fondement sur les stratégies de renforcement des capacités développées pour chaque pays en consultation avec le département Afrique du FMI.

Les objectifs stratégiques

9. Le programme de travail exécuté au cours de la période sous revue se décline des objectifs stratégiques retenus dans le cadre du troisième cycle de financement d’AFC couvrant la période novembre 2017- avril 2022¹. Ces objectifs sont les suivants :

- Moderniser les cadres institutionnels et renforcer les principales fonctions des administrations des revenus en vue d'améliorer la mobilisation des recettes douanières et fiscales,
- Améliorer la gestion des finances publiques, y compris le cadre légal, la préparation et le contrôle de l’exécution ainsi que le soutien à la mise en œuvre des directives régionales au niveau des pays,
- Appuyer la réalisation de prévisions budgétaires fiables et régulières, y compris les prévisions de revenus tirés du pétrole et d’autres ressources naturelles en particulier dans les pays en situation de fragilité,
- Renforcer les statistiques macroéconomiques et des finances publiques, contribuer au rattrapage des retards de publication des comptes, et harmoniser les statistiques régionales,
- Réduire le coût et le risque de la dette publique, développer les marchés financiers locaux et régionaux de la dette intérieure dans le contexte d’une solide gestion de la dette publique et d’un appui aux investissements dans la région,
- Améliorer la régulation et la supervision des institutions financières, notamment en renforçant la convergence des cadres réglementaires qui leur sont applicables en conformité aux normes internationales en la matière ainsi qu’aux bonnes pratiques de la supervision basée sur les risques.

La collaboration avec les services du FMI et les partenaires extérieurs

10. Le programme de travail annuel est élaboré en étroite collaboration avec les services du FMI sur la base des besoins exprimés par les États membres. Le programme d’AFC est ainsi intégré dans le cadre général de renforcement des capacités mis à la disposition des pays membres par le FMI pour appuyer leurs réformes. Le programme pour l’année fiscale 2019 est aussi marqué par une intégration accrue de l’assistance technique dans les activités de prêt et de surveillance du FMI.

11. Pour favoriser les synergies et éviter les duplications possibles, les activités sont coordonnées et parfois menées conjointement avec les autres partenaires impliqués dans la mise en œuvre des réformes dans les pays membres. Ces partenaires sont les suivants : AFRISTAT, Banque africaine de développement, Banque européenne d’investissement, Banque mondiale, Chine, CNUCED, Coopération allemande, Coopération française, EUROSTAT, GIZ, PNUD-Pôle de Dakar, et l’Union européenne.

¹ Document programme pour le troisième cycle de financement 2017-2022 ; Téléchargeable [ici](#).

Les défis et les risques pour l'exécution du programme de travail

12. Les défis et les risques liés à l'exécution du programme de travail ont les composantes principales suivantes : l'instabilité de la situation sécuritaire dans quelques pays membres ; un engagement insuffisant à l'égard des réformes, des faiblesses telles qu'un manque de personnel qualifié, un taux de rotation élevé des personnels et des limitations techniques (par exemple, l'absence d'infrastructures informatiques et télécoms) ; l'indisponibilité des équipes nationales et/ou régionales, le désistement après confirmation de participation et l'annulation de certaines activités en raison de changements de priorité; les retards de transmission par les pays des documents de désignation et de voyage pour leurs participants aux activités régionales ainsi que des ressources financières insuffisantes.

Une bonne performance par la priorisation et la gestion axée sur les résultats

13. La plateforme de gestion axée sur les résultats du Centre est pleinement opérationnelle. L'ensemble des activités d'assistance technique (missions, séminaires régionaux, cours et visites d'apprentissages entre pairs) est désormais enregistré dans la plateforme à travers les cadres logiques et permet de suivre les progrès dans la réalisation des résultats et des objectifs.

14. Le suivi de la réalisation de l'ensemble de la chaîne de résultats s'effectue à travers une échelle de notation allant de 1 à 4². La notation permet d'évaluer la performance des pays bénéficiaires dans l'atteinte des étapes intermédiaires qui ont été définies en début d'année fiscale. La plateforme intègre aussi un système de gestion des risques permettant d'identifier les différents risques au niveau des objectifs et de prendre les mesures idoines pour les atténuer.

15. L'application de la gestion axée sur les résultats s'est également étendue aux outils de communication et à l'élaboration de rapports. Ainsi, le Centre collecte de manière régulière ses réussites remarquables pour mettre en avant les résultats marquants obtenus par les pays et les institutions régionales bénéficiaires. Le Centre les diffuse ensuite largement auprès des partenaires et des pays membres afin de communiquer sur ses résultats. Les rapports annuel et semestriel sont dorénavant structurés de manière à rapporter sur des objectifs et des résultats concrets. Ils permettent de faire un lien direct entre la précédente année fiscale et celle à venir. Le Centre a également revisité la structure de sa lettre trimestrielle afin de pouvoir contextualiser les activités par rapport aux résultats qu'elles sont censées atteindre. Par ailleurs, le Centre est en train de développer un outil qui permet de faire le suivi des recommandations du Centre, et d'identifier les facteurs de succès et les défis dans leurs mises en œuvre. Cet outil, qui sera pleinement opérationnel au second semestre de la présente année fiscale, entend compléter les informations de la plateforme de gestion axée sur les résultats du Centre.

16. Au cours du premier semestre de l'année fiscale en cours, l'Institut pour le Développement des Capacités du FMI a opérationnalisé le tableau de bord budgétaire et fi-

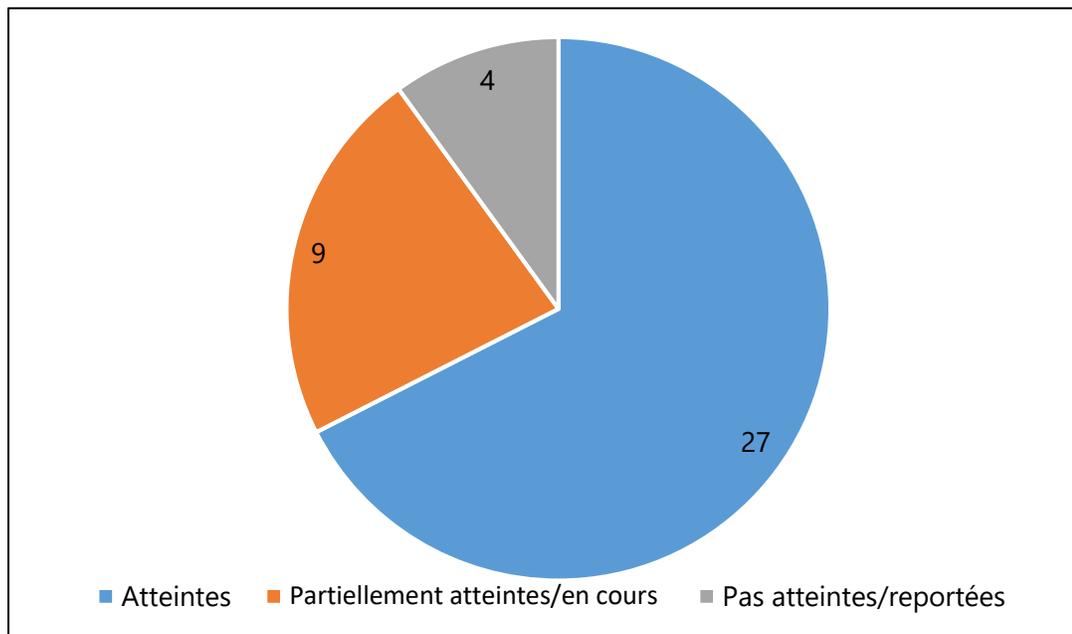
² **Légende :** 1- Résultats non atteints, 2- Résultats partiellement atteints, 3- Résultats atteints, 4- Résultats largement atteints

nancier. Cet instrument, auquel les centres régionaux ont été associés dans sa conception, informe le Fonds, le Coordonnateur ainsi que le personnel du Centre sur les aspects budgétaires, financiers et les résultats consolidés du Centre.

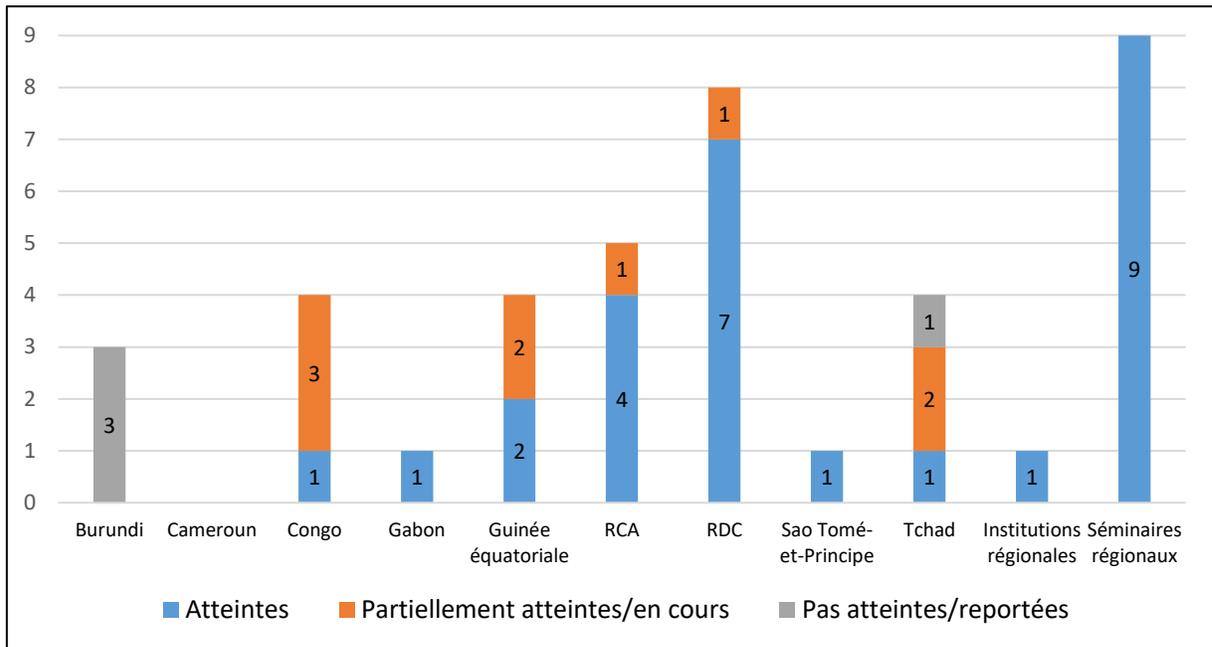
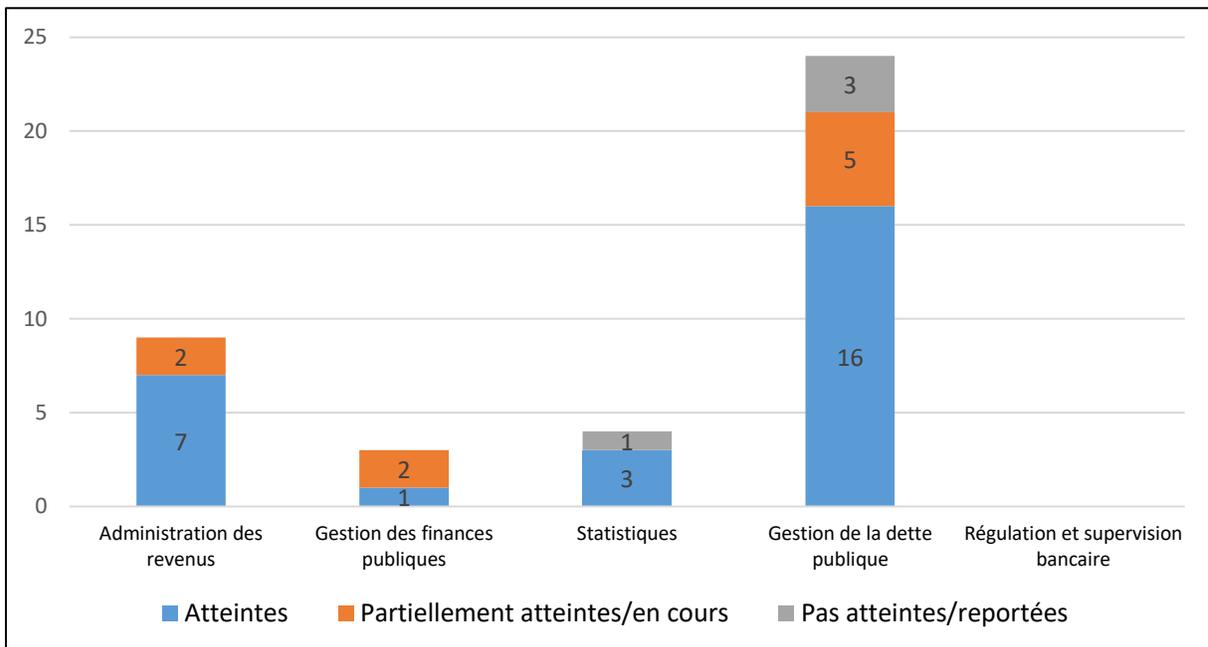
Indicateurs de performance

17. Au début de l'exercice, AFC enregistrait 174 étapes intermédiaires. Au 31 octobre 2018, ce nombre se chiffre à 228 et pourrait continuer d'augmenter au cours du second trimestre. Cette hausse s'explique notamment par des changements fréquents dans les priorités des pays bénéficiaires ainsi que par la redéfinition de leurs besoins en assistance technique. A cours du premier semestre, 40 étapes intermédiaires arrivaient à échéance à la fin du mois d'octobre 2018. Ce nombre ne comptabilise pas les activités conduites par les domaines de la régulation et la supervision bancaires et celui des statistiques des finances publiques dont les étapes intermédiaires arrivent à échéance plus tard dans l'année fiscale. Par ailleurs, ce nombre ne comptabilise pas non plus les nombreuses étapes intermédiaires qui ont déjà été réalisées mais dont les échéances sont prévues au second semestre de l'année fiscale. Les étapes intermédiaires dues au 31 octobre 2018 ont été notées avec les performances décrites dans le graphique 1.

**Graphique 1 : Etapes intermédiaires – Performance globale (en nombre)
(Sur les 40 étapes intermédiaires du CD-PORT au 15 octobre 2018)**



18. Les graphiques 2 et 3 présentent la performance dans la réalisation des étapes intermédiaires par pays et par domaine. Toutefois, il est difficile à mi-parcours de l'année fiscale de porter un jugement sur la performance globale de ces étapes intermédiaires puisque beaucoup d'entre elles sont en cours de réalisation ou ont déjà été réalisées mais ne seront comptabilisées qu'en fin d'année fiscale. C'est ainsi le cas pour les domaines de la supervision bancaire et celui des statistiques qui ont choisi d'évaluer la plupart de leurs étapes intermédiaires dans la seconde partie de l'année fiscale.

Graphique 2 : Etapes intermédiaires par pays (en nombre)**Graphique 3 : Etapes intermédiaires par domaine (en nombre)**

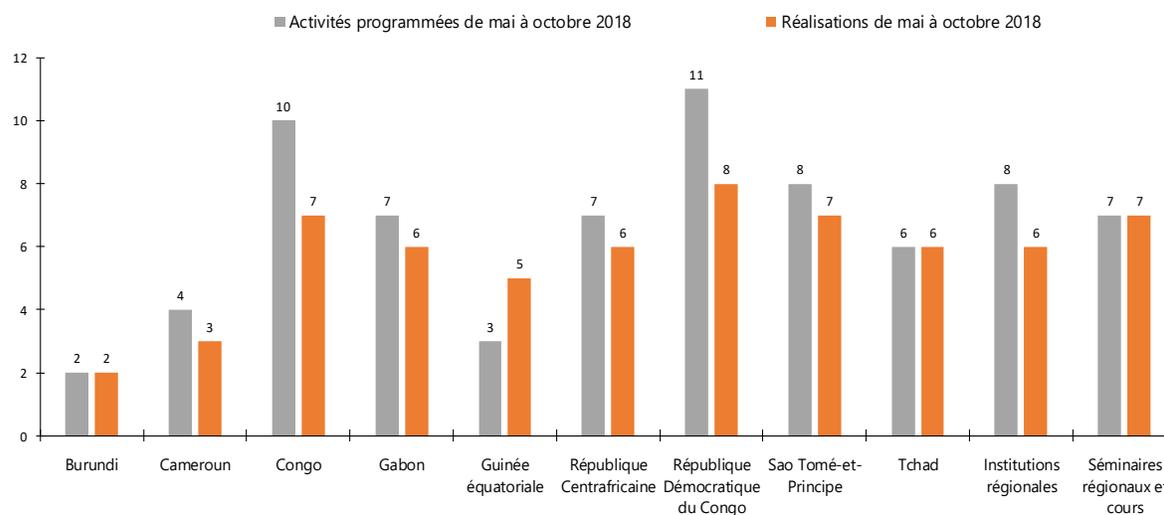
Note : Le domaine de la gestion des finances publiques inclut l'analyse et les prévisions macroéconomiques et budgétaires. Celui des statistiques comprend les statistiques des finances publiques et les statistiques macroéconomiques.

Exécution du programme : activités et ressources

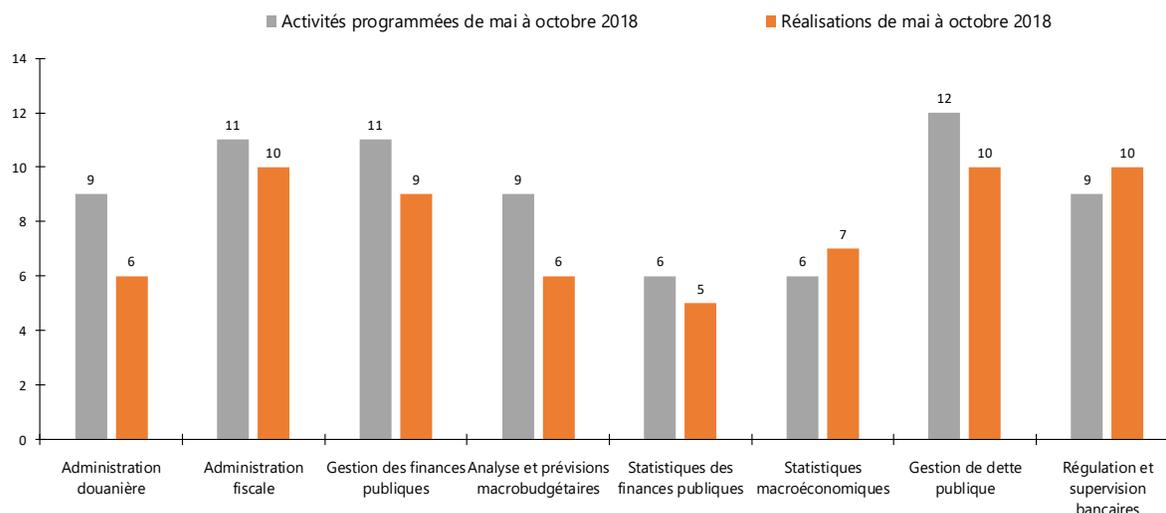
19. Au cours du premier semestre, soixante-trois activités ont été réalisées dont trente-six au profit des pays en situation de fragilité et trente-trois au profit des pays membres de la CEMAC pour un taux de réalisation semestriel global de 86 pour cent (annexe 1). Au titre des appuis aux institutions régionales, le Centre a réalisé six activités dont quatre au profit de la COBAC. Sur le volet des séminaires régionaux, AFRITAC Centre a organisé les sept séminaires régionaux prévus dans le programme du premier semestre. Par ailleurs, le Centre a organisé trois ateliers techniques délocalisés dont les deux premiers pour la RCA et le troisième pour le Burundi. Enfin, des visites d'apprentissage par les pairs ont permis aux cadres du Congo, du Gabon, de la RCA, et du Tchad de renforcer leurs capacités sur des thématiques importantes pour leurs pays respectifs.

20. Au cours du premier semestre, l'exécution du programme a été en dessous des prévisions pour deux tiers des pays membres et les institutions régionales (graphique 4). Cette situation est en grande partie due aux contraintes de calendrier des autorités, à la disponibilité des experts court terme et au report de certaines activités régionales au deuxième semestre. Pour atténuer l'impact de ces reports, le Centre a mis en place une stratégie de rattrapage des retards au deuxième semestre afin de maintenir un niveau d'exécution élevé.

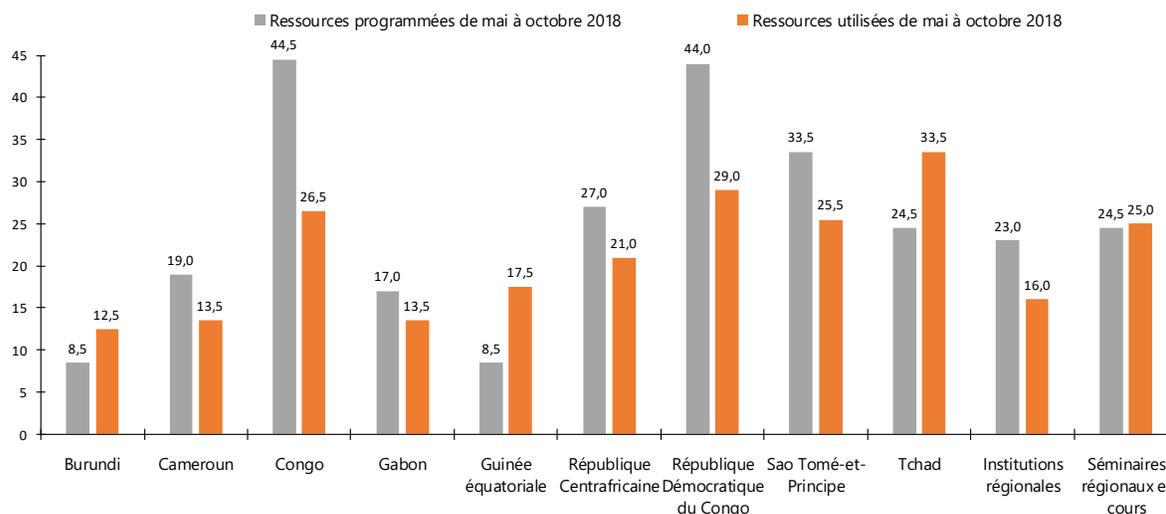
Graphique 4 : Activités par pays (en nombre)



21. Durant cette période, l'AT a couvert l'ensemble des domaines d'intervention du Centre. Globalement, les réalisations sont satisfaisantes pour le premier semestre dans les domaines d'intervention du Centre. Particulièrement, dans les domaines des statistiques macroéconomiques et de la régulation bancaire où l'on observe un niveau d'exécution supérieur aux prévisions. Au cours du premier semestre, près de la moitié des activités réalisées concernaient les réformes des finances publiques (douanes, impôts, gestion des dépenses publiques et prévisions budgétaires). Tandis qu'un tiers des activités étaient consacrées à la gestion de la dette et la régulation et la supervision bancaires (annexe 1, graphique 5).

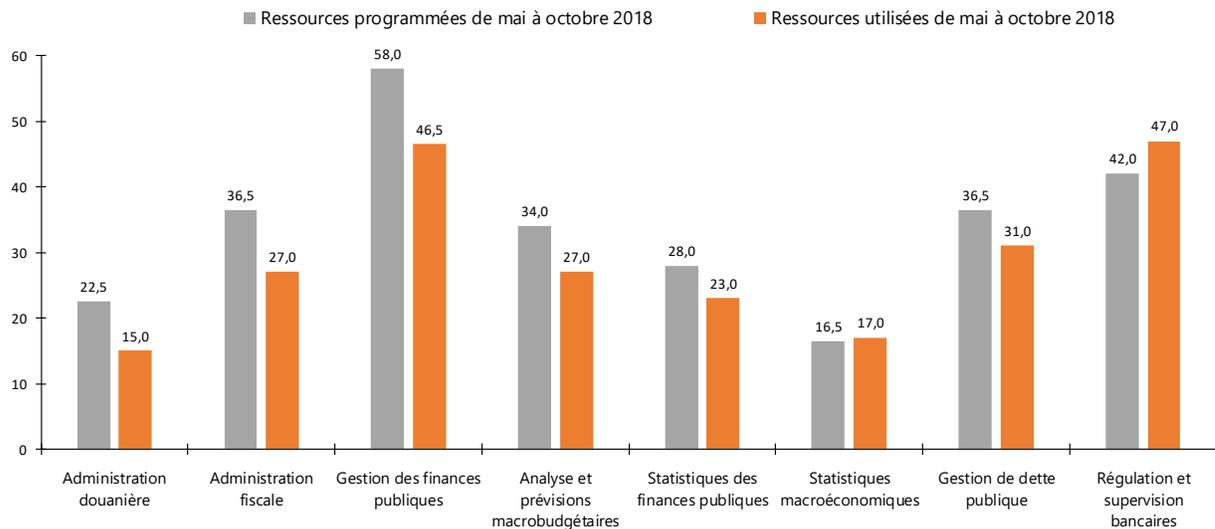
Graphique 5 : Activités par domaine (en nombre)

22. Les ressources ont été utilisées à hauteur de 234 personnes semaines au cours du premier semestre pour un taux de réalisation global de 85 pour cent par rapport aux ressources programmées. La plus grande part de ces ressources a été utilisée directement par l'équipe des huit conseillers résidents du centre et l'autre partie faisant appel à des experts recrutés pour des missions de courte durée, en appui et sous le contrôle technique des conseillers résidents. Hors appuis régionaux, le Centre a ainsi consacré 58 pour cent des ressources aux pays de la CEMAC et 63 pour cent aux pays en situation de fragilité. La hausse du niveau d'utilisation des ressources au Burundi et en Guinée équatoriale est imputable au degré d'engagement des autorités dans la mise en œuvre du programme d'activités et à l'amélioration des conditions de délivrance dans ces pays (annexe 2, graphique 6).

Graphique 6 : Ressources par pays (en personnes semaines)

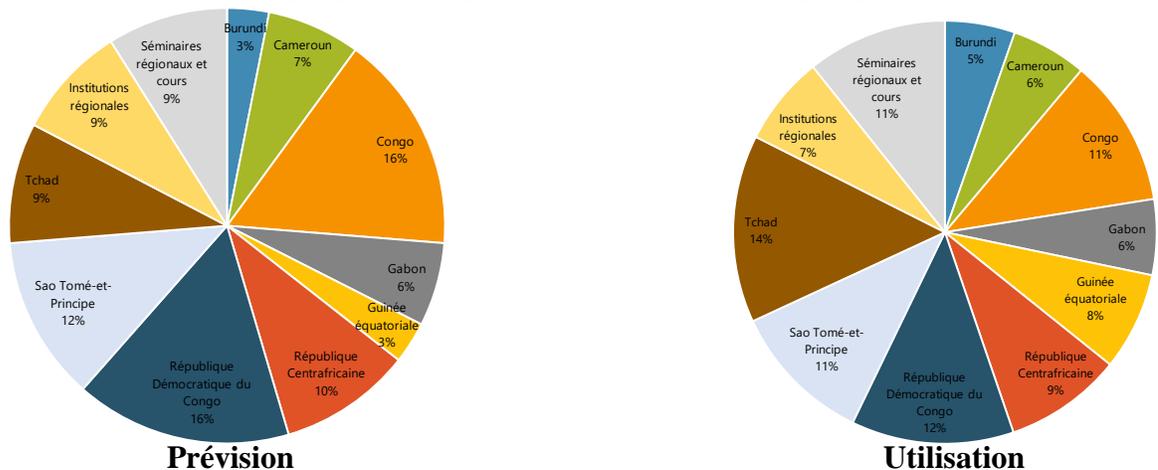
23. Au cours du premier semestre, on constate une utilisation globalement conforme des ressources prévues dans l'ensemble des domaines d'intervention sauf pour le domaine de la régulation bancaire où l'on constate un dépassement consécutif au recrutement d'experts supplémentaires pour mieux répondre à des besoins spécifiques. Dans le domaine de l'administration douanière, le niveau d'exécution bas est dû essentiellement à des reports d'activités imputables à l'indisponibilité des autorités et des experts (annexe 2 et graphique 7). Toutefois, le Centre a mis en place une stratégie de rattrapage qui va permettre de maintenir un niveau d'exécution global satisfaisant en fin d'année fiscale pour l'ensemble des domaines.

Graphique 7 : Ressources par domaine (en personnes semaines)



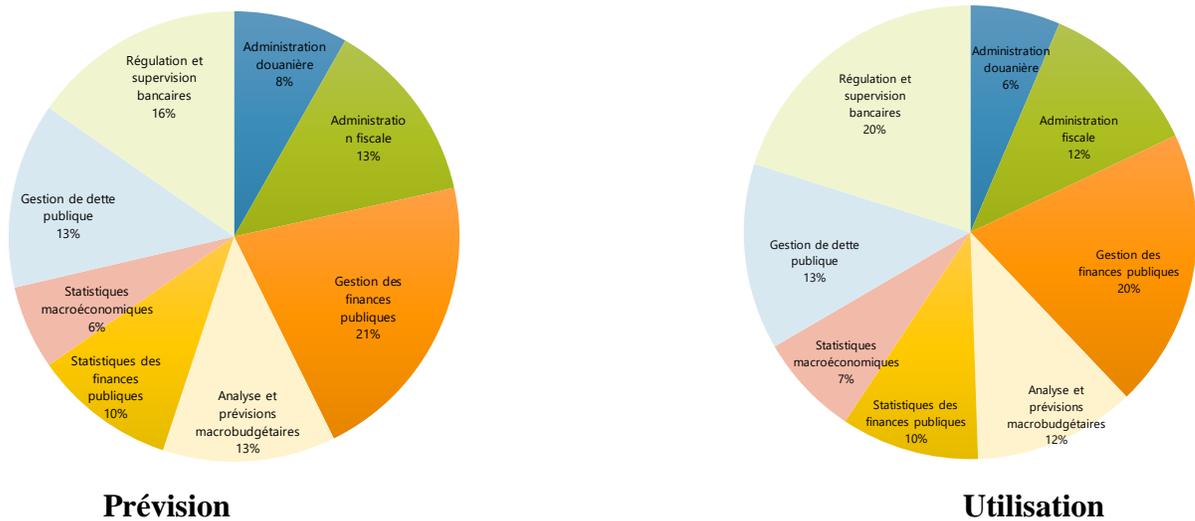
24. Le Centre a consacré 11 pour cent de ses ressources pour les séminaires régionaux (graphique 8). En effet, le Centre a utilisé l'ensemble des ressources prévues pour les séminaires régionaux au premier semestre. Aussi, on observe une hausse de la proportion des ressources utilisées pour trois pays fragiles : le Burundi, la Guinée équatoriale et le Tchad. Cependant, on note une baisse au niveau des autres pays membres qui s'explique par les reports d'activités au second semestre.

Graphique 8 : Répartition des ressources par pays



25. Les ressources utilisées à l'appui aux réformes des finances publiques (administration des revenus et la gestion des finances publiques) s'élèvent à 50 pour cent (graphique 9). Ce qui confirme l'intérêt des pays membres d'impulser des réformes structurelles dans le contexte régional actuel. Dans les domaines des statistiques macroéconomiques, cette proportion représente 7 pour cent soit une hausse d'un point. Dans le domaine de la régulation et supervision bancaires, on observe également une hausse de 3 points par rapport aux prévisions. Enfin, les sept séminaires régionaux organisés couvrent les domaines suivants : administration fiscale, analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires, statistiques des finances publiques, gestion de la dette publique et régulation et supervision bancaires (annexe 3).

Graphique 9 : Répartition des ressources par domaine



26. Le Centre continue à accorder prioritairement son soutien à ses membres en situation de fragilité, notamment en contribuant à la mise en œuvre de l'initiative des États fragiles du FMI en accord avec les priorités fixées par le Fonds pour le renforcement des capacités. Le niveau de ressources accordées aux pays membres fragiles reste très élevé en dépit du report de certaines activités au second semestre. L'utilisation des ressources au profit de ces derniers représente 77 pour cent des ressources totales utilisées hors apais et séminaires régionaux (annexe 2).

Graphique 10 : Répartition des ressources selon la fragilité du pays bénéficiaire



II. PERFORMANCE PAR DOMAINE

27. Les principaux résultats atteints par domaine au cours du semestre sont mentionnés dans les sections suivantes de ce rapport. A mi-année, ces résultats doivent s'apprécier comme des résultats intermédiaires. Le tableau 1 ci-après synthétise la mise en œuvre du cadre logique d'AFRITAC Centre au 31 octobre 2018 et évalue schématiquement les résultats accomplis dans les différents domaines d'expertise couverts.

Tableau 1. Mise en œuvre du cadre logique d'AFRITAC Centre au 31 octobre 2018

Progrès accomplis :	Aucune étape intermédiaire prévue sur la période allant de mai à octobre 2018		1 - Résultats non atteints		2 - Résultats partiellement atteints			3 - Résultats atteints		4 - Résultats largement atteints	
	Région AFRITAC	CEMAC	Burundi	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	RCA	RDC	STP	Tchad
ADMINISTRATION DES REVENUS											
Administration douanière											
Objectif 1 : Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières											
Objectif 2 : Renforcer les principales fonctions des administrations douanières											
Administration fiscale											
Objectif 1 : Moderniser le cadre institutionnel des administrations fiscales											
Objectif 2 : Renforcer les principales fonctions des administrations fiscales											
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES											
Objectif 1 : Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques											
Objectif 2 : Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques											
Objectif 3 : Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires											
Objectif 4 : Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers											
Objectif 5 : Améliorer la gestion des actifs et des passifs											

A. Moderniser les administrations des revenus pour une meilleure mobilisation des ressources fiscales

Résultats au 31 octobre 2018

A.1 Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du semestre sont les suivants :

- Elaboration d'une méthode d'identification des déclarations à risque élevé de fraude en *Guinée équatoriale*,
- Rédaction d'une instruction cadre pour la mise en place d'une procédure de dédouanement rationnelle à *Sao Tomé-et-Principe*.

A.2 Renforcer les principales fonctions des administrations fiscales

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du semestre sont les suivants :

- Elaboration d'une stratégie de modernisation des administrations fiscales et douanières au *Congo*,
- Proposition de mesures correctives ou additionnelles visant à maintenir le cap de mobilisation accrue des ressources internes au cours de l'exercice budgétaire 2018 au *Gabon*,
- Amélioration de la qualité des contrôles et renforcement des capacités des agents en charge des enquêtes et de suivi de l'exploitation des informations fiscales au *Gabon*,
- Elaboration d'un plan de contrôle fiscal basé sur des risques déclaratifs identifiés en *Guinée équatoriale*,
- Fiabilisation du répertoire des contribuables et sécurisation de l'utilisation de l'identification fiscale par la douane en *Guinée équatoriale*,
- Identification des contribuables présentant des risques fiscaux et proposition d'outils méthodologiques permettant de les fiscaliser correctement en *Guinée équatoriale*,
- Formation des cadres de la *région* sur l'utilisation de la plateforme d'information fiscale ISORA,
- Evaluation des progrès accomplis au regard de l'administration de la TVA dans la *région* et proposition de solutions idoines pour améliorer son administration sur le double plan législatif et réglementaire,

- Elaboration d'un plan de contrôle ponctuel se basant sur les déclarations créditrices et néants et la mise en œuvre d'une approche analyse du risque en matière de vérification générale en *République Démocratique du Congo*,
- Mise à jour des fichiers des contribuables permettant de déterminer la base fiscale en *République Démocratique du Congo*,
- Identification des pistes de mobilisation des recettes à court terme et modernisation de la loi sur le minimum de perception à *Sao Tomé-et-Principe*.

Encadré 1

AFRITAC Centre et AFRITAC Sud, en collaboration avec l'Institut pour le Développement des Capacités (IDC) du FMI, ont conjointement organisés un cours sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles. Ce cours s'est déroulé au sein de l'Institut de Formation pour l'Afrique (IFA), basé à l'Île Maurice.

Cours sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	
Pays :	Burundi  Cameroun  Gabon  République Démocratique du Congo  République Centrafricaine  Sao Tomé et Príncipe  et Tchad 
Domaine d'intervention :	Gestion macroéconomique
Date de mise en œuvre :	Du 5 au 13 mars 2018
Objectifs de l'appui :	Aider les pays de la sous-région à mieux cerner les défis soulevés par la gestion de leurs ressources naturelles.
Rôle d'AFC dans l'appui :	Le Centre a permis d'identifier dans sa zone d'intervention des responsables des administrations impliqués dans l'élaboration et/ou à la mise en œuvre des politiques de gestion des ressources naturelles et disposant d'une bonne connaissance des questions macroéconomiques, budgétaires et financières.
Principaux résultats obtenus :	Le cours a offert aux participants les compétences analytiques nécessaires pour comprendre les problèmes, formuler et mettre en œuvre un large éventail de politiques macroéconomiques, y compris les régimes fiscaux et règles budgétaires, monétaire et de change, ainsi que les réformes structurelles associées.
Impact du projet :	L'impact attendu du cours est une amélioration significative des compétences analytiques des politiques macroéconomiques. Les participants ont d'ailleurs indiqué que les compétences acquises pendant le cours leurs seront très utiles pour leur travail.
Facteurs de succès :	La grande majorité des participants a estimé que les sessions ont été très bien conçus.
Leçons apprises :	Le succès du cours a reposé sur l'étroite collaboration entre les différents services du FMI qui ont permis aux économistes de l'Institut pour le Développement des Capacités (IDC) de se concentrer sur la préparation et la délivrance du cours.

A.3 Renforcer les principales fonctions des administrations douanières

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du semestre sont les suivants :

- Elaboration d'un plan de contrôle à posteriori des entreprises présentant des risques élevés de fraudes en matière d'exonérations attribuées au *Cameroun*,

- Identification de 156 entreprises qui présentent des risques élevés de minoration des valeurs en douanes au *Cameroun*,
- Appui à l'application des dispositifs du code régional des douanes au *Congo*,
- Renforcement de l'intégration des missions douanes et impôts au **Gabon (Encadré 2)**,
- Rédaction d'une instruction cadre pour la modernisation de la procédure douanière au *Gabon*,
- Elaboration d'un plan pluriannuel d'activités pour faire du système informatique d'évaluation de la valeur en douane un véritable outil d'analyse du risque en *République Démocratique du Congo*.

Encadré 2

Contexte : Le Gabon s'est engagé dans le renforcement de l'intégration des missions douanes et impôts pour une lutte commune contre la fraude douanière et fiscale.

Renforcement des contrôles conjoints douanes – impôts
Pays : Gabon 
Domaine d'intervention : Administration des revenus
Date de mise en œuvre : 2014-2018
Objectifs de l'appui : Renforcer le contrôle de la valeur en douane en utilisant des informations déclarées par les entreprises et disponibles auprès des services fiscaux.
Rôle d'AFC dans l'appui : L'appui d'AFC a permis aux services douaniers et fiscaux de travailler ensemble. Ces derniers ont identifié les entreprises à fort potentiel de risque, en lien avec la minoration de la valeur en douane. AFC a dispensé plusieurs formations dont la dernière à Yaoundé (Cameroun) en février 2018, pour former les cadres des douanes et des impôts sur la comptabilité des entreprises.
Principaux résultats obtenus : Dans une première phase, la douane a pu identifier 7 entreprises qui ont fait l'objet d'un redressement de 3,6 milliards FCFA de droits simples. La seconde phase consiste en la poursuite de l'activité de contrôle a une liste étendue de nouvelles entreprises.
Impact du projet : L'impact sur les recettes budgétaires est visible puisque le projet a permis une augmentation significative des recettes fiscales. A moyen terme, un impact sur le comportement déclaratif est attendu s'il y a une mise en œuvre soutenue de la réforme.
Facteurs de succès : La détermination des cadres de la douane et des services fiscaux à mettre en œuvre la réforme a été un élément essentiel du succès de la réforme qui bénéficie de l'appui continu d'AFC pour son appropriation.
Leçons apprises : La collaboration douanes – impôts est un levier d'accroissement des recettes fiscales et constitue une piste efficace de lutte contre la fraude.

B. Promouvoir une gestion efficace des finances publiques

Résultats au 31 octobre 2018

B.1 Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du semestre sont les suivants :

- Présentation des innovations de la loi de règlement dans les directives des finances publiques aux cadres de la *région*.

B.2 Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du semestre sont les suivants :

- Réalisation des projets annuels de performance dans 4 ministères au *Congo*,
- Rédaction d'un projet de guide d'élaboration des projets annuels de performance et des rapports annuels de performance pour la *République Démocratique du Congo*,
- Appui à la préparation du budget et à la gestion de la masse salariale au *Tchad*.

B.3 Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du semestre sont les suivants :

- Elaboration d'un projet de plan d'actions stratégique 2017-2021 pour la mise en place du contrôle interne budgétaire au *Cameroun (Encadré 3)*,
- Adaptation du volet exécution du budget du circuit informatisé de la dépense à la nouvelle nomenclature budgétaire et mis à disposition des classifications) des recettes et des dépenses publiques au *Tchad*.

B.4 Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du semestre sont les suivants :

- Amélioration de la qualité comptable dans la perspective de la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale au *Congo*, au *Gabon* et en *République Centrafricaine*.

Encadré 3

La République du Cameroun a engagé une réforme pour la mise en place du contrôle interne dans les administrations publiques

Mise en place du contrôle interne budgétaire
Pays : Cameroun 
Domaine d'intervention : Préparation et exécution du budget
Date de mise en œuvre : Processus continu de 2018 à 2022
Objectif de l'appui : Appuyer la Direction Générale du Budget dans le déploiement du contrôle interne budgétaire à travers l'élaboration d'un plan d'action sur les principaux risques budgétaires et le cadre institutionnel de pilotage de la mise en œuvre du contrôle interne budgétaire.
Rôle d'AFC dans l'appui : La mission d'AFC a organisé, en prélude aux travaux au ministère de l'éducation de base, un atelier pour partager le contenu et la portée du contrôle interne de façon générale et du contrôle interne budgétaire en particulier. Par la suite la méthodologie d'identification et de la cartographie des risques liés à la préparation du budget, à la gestion du personnel et à la commande publique a été déroulée au ministère de l'éducation de base.
Principaux résultats obtenus : Les travaux ont permis : (1) le partage avec les acteurs du contenu du contrôle interne et ses implications (2) l'appropriation par les acteurs nationaux de la méthodologie d'évaluation des principaux risques et leur cartographie, (3) l'élaboration d'un référentiel de contrôle interne budgétaire et (4) la disponibilité d'un plan d'action à court et moyen termes pour la mise en place du contrôle interne budgétaire.
Impact du projet : Une meilleure compréhension du contrôle interne et des actions urgentes à entreprendre notamment par rapport aux manuels de procédures budgétaires ainsi que la perspective de nouveaux partenariats pour mettre en œuvre le plan d'action.
Facteurs de succès : La responsabilisation de la division du contrôle budgétaire, de l'audit et de la qualité de la dépense (DCOB) de la direction du budget pour piloter la mise en place du contrôle interne ainsi que la création par le Ministre des finances d'un groupe de travail chargé de l'élaboration des instruments de mise en œuvre de la réforme du contrôle financier.
Leçons apprises : (1) La nécessaire systématisation des ateliers de formation lors des missions d'assistance technique pour lever les équivoques avec les acteurs nationaux sur le contenu des concepts et des réformes et (2) un dialogue continu avec les partenaires techniques et financiers sur le terrain pour développer les partenariats et encourager la synergie dans la mise en œuvre des projets.

C. Renforcer les projections budgétaires

Résultats au 31 octobre 2018

C.1 Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques

- Opérationnalisation des comités de cadrage macroéconomique au Congo, en Guinée équatoriale, en République centrafricaine, en République Démocratique du Congo et à Sao-Tomé-et-Principe.

C.2 Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du semestre sont les suivants :

- Définition d'un plan d'action pluriannuel d'assistance technique en *Guinée équatoriale* et à *Sao Tomé-et-Principe*,
- Redynamisation des dispositifs et modèles de cadrage macrobudgétaire au *Congo*, en *République Centrafricaine* et en *République Démocratique du Congo* (**Encadré 4**),

C.3 Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du semestre sont les suivants :

- Sensibilisation des cadres de la *région* à la maîtrise des risques budgétaires.

Encadré 4

Contexte : La République Centrafricaine et la République Démocratique du Congo ont développé des modèles ou projets de modèles macroéconomiques globaux qui n'ont pas abouti.

Renforcement des dispositifs techniques de cadrage macrobudgétaire
Pays : République Centrafricaine  et République Démocratique du Congo 
Domaine d'intervention : Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires
Date de mise en œuvre : Processus continu de 2018 à 2022
Objectifs de l'appui : Pour la RCA, opérationnaliser le modèle quasi-comptable de cadrage macroéconomique et budgétaire (MQC-RCA) élaboré par un Consultant international en 2011. Pour la RDC, opérationnaliser le modèle quasi-comptable centré sur les tableaux ressources-emplois (MQCC-TRE) qui n'a pas été mis à jour depuis son élaboration en 2014.
Rôle d'AFC dans l'appui : Les premières interventions d'AFC en 2018 ont permis d'opérer des aménagements techniques sur ces deux modèles, en auditant leur fonctionnement, et en corrigeant les défaillances constatées.
Principaux résultats obtenus : Les travaux ont permis de disposer de modèles fonctionnels, bien qu'encore perfectibles. Des plans d'actions pluriannuels (2018-2022) pour leur renforcement ainsi que leur appropriation par les cadres ont été élaborés.
Impact du projet : Le projet, dont le processus est en cours, contribue à une meilleure organisation de la fonction macrobudgétaire.
Facteurs de succès : Trois facteurs conditionnent le bon déroulement de ce projet, à savoir : (1) l'existence et fonctionnement optimal d'un Comité de cadrage macroéconomique et budgétaire, (2) l'utilisation dans le processus de prise de décision des cadrages macro-budgétaires élaborés par les techniciens, et (3) la détermination des cadres formés à s'appropriier les dispositifs élaborés.
Leçons apprises : La volonté politique est un ingrédient majeur et la synergie entre IDC, AFR, AFC et les PTF intervenants dans ce domaine est primordiale. De plus, il conviendrait d'inscrire le développement, l'utilisation, la maintenance, l'appropriation des modèles macroéconomiques et budgétaires des pays dans une vision dynamique et continue.

D. Favoriser des politiques fiscales et budgétaires cohérentes par des statistiques financières harmonisées

Résultats au 31 octobre 2018

D.1 Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du semestre sont les suivants :

- Appui à la mise en place d'un cadre juridique propice à la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques au *Cameroun* (**Encadré 5**),
- Elaboration des TOFE des années 2016 et 2017 pour la *Guinée équatoriale* et des TOFE des exercices 2013 et 2016 pour la *République centrafricaine*, sous le nouveau format,
- Optimisation des outils d'élaboration du TOFE au *Tchad*,
- Etat des lieux de la mise en œuvre de la directive portant TOFE dans les pays membres (**Encadré 6**).

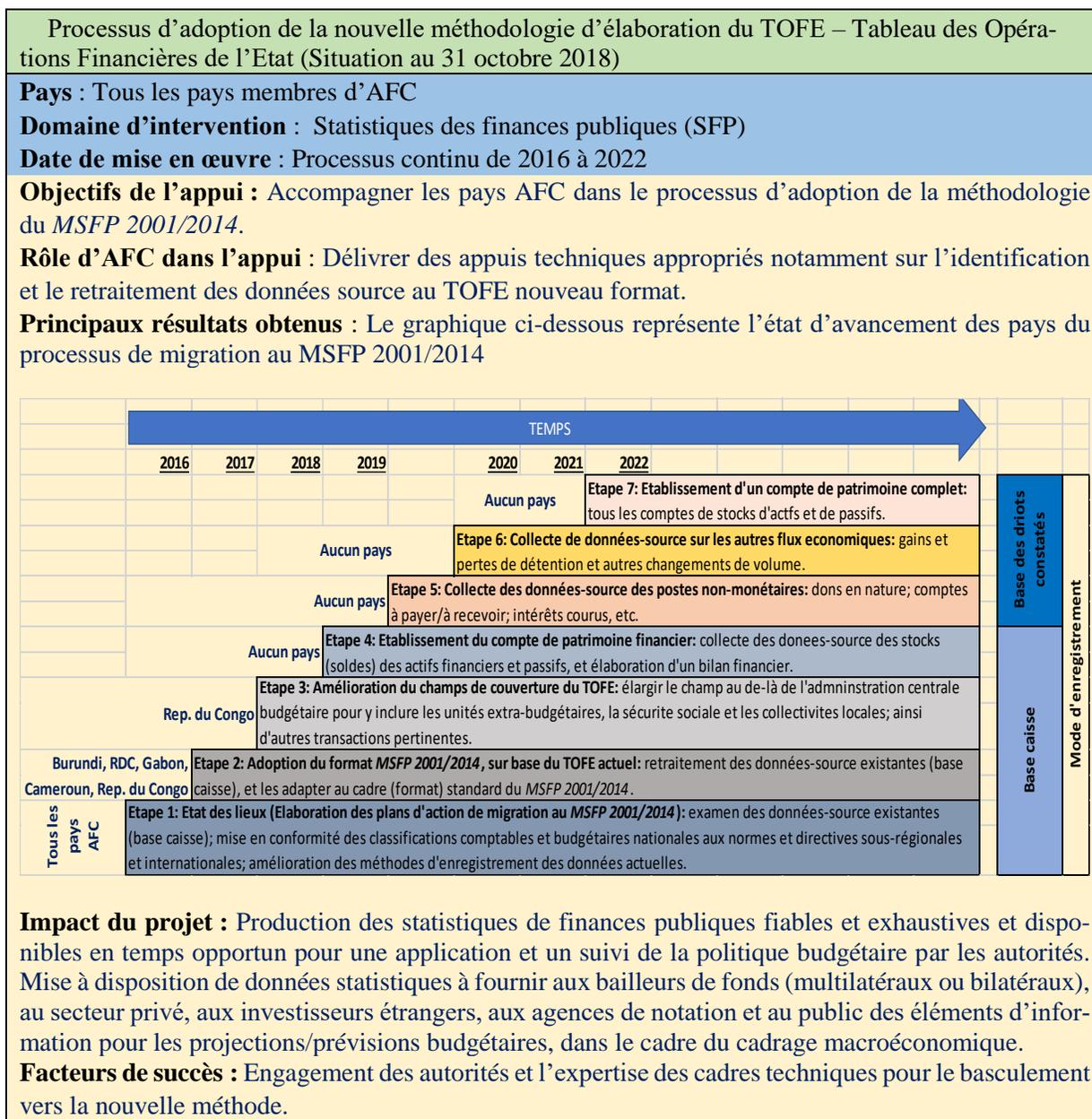
Encadré 5

Contexte : AFC a initié une visite d'apprentissage au profit des cadres du Cameroun en charge de l'élaboration du TOFE pour accélérer la mise en œuvre de la directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 portant TOFE - Tableau des Opérations Financières de l'Etat.

Adoption de la nouvelle méthodologie du TOFE
Pays : Cameroun  , Hôte (Sénégal)
Domaine d'intervention : Statistiques des finances publiques (SFP)
Date de mise en œuvre : Processus continu de 2018 à 2022
Objectifs de l'appui : Partager et émuler les bonnes pratiques dans la mise en œuvre de la Directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 portant TOFE - Tableau des Opérations Financières de l'Etat.
Rôle d'AFC dans l'appui : Délivrer des appuis techniques appropriés notamment sur l'identification des pays les mieux performants, ainsi que l'accompagnement des pays ciblés pour l'apprentissage par un meilleur encadrement.
Principaux résultats obtenus : (1) Accélération de la mise en œuvre des directives communautaires sur les finances publiques, notamment sur la migration du TOFE suivant le MSFP 2001/2014 ; (2) Amélioration de l'organisation pour l'élaboration du TOFE basé sur le MSFP 2001/2014 ; (3) Amélioration de la documentation et des maquettes relatives au processus et aux outils de confection du TOFE.
Impact du projet : Une adoption de la Directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 portant TOFE plus rapide tout en évitant les obstacles auxquels le pays hôte s'est heurté pour arriver au stade où il se trouve aujourd'hui.
Facteurs de succès : L'expertise des cadres du TOFE et l'intérêt et le soutien affichés aux SFP par la hiérarchie.

Encadré 6

Contexte : AFC appuie ses pays membres dans le processus de migration vers la méthodologie du Manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014).



E. Appuyer à l'élaboration de statistiques macroéconomiques fiables

Résultats au 31 octobre 2018

E.1 Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du semestre sont les suivants :

- Production d'une série de comptes des années 2001-2015 et démarrage de la production des comptes des années 2016 et 2017 au *Gabon*,
- Amélioration des capacités des cadres du *Gabon* et du *Tchad* dans l'élaboration des comptes nationaux trimestriels,
- Elaboration des comptes nationaux de 2016 et 2017 et mise en cohérence de la série 2005-2015 existante en *République Centrafricaine*,
- Appui à l'élaboration des comptes nationaux de 2016 et 2017 en *République Démocratique du Congo*,
- Démarrage de l'élaboration des comptes de l'année 2009 à *Sao Tomé-et-Principe*,
- Révision de la série 2005-2016 des comptes nationaux annuels au *Tchad*,
- Rattrapage des retards dans des comptes dans tous les pays membres (**Encadré 7**).

Encadré 7

Rattrapage des retards des comptes au (Situation au 31 décembre 2017)			
Types de comptes disponibles			
Pays membres	Comptes nationaux annuels définitifs	Comptes nationaux annuels provisoires	Comptes trimestriels
Burundi	2005-2015	2016	Jusqu'au quatrième trimestre 2017 ; Publication attendue
Cameroun (passage au SCN 2008)	1993-2015	2016	Jusqu'au quatrième trimestre 2017
Congo	2005-2015	2016 en cours	
Gabon	2001-2010 ; 2013	2014 ; 2015	Etape suivante FY19
Guinée équatoriale	2006-2015	2016	
République Centrafricaine	2005-2008 ; 2012	2013-2015	
République Démocratique du Congo	2005-2015	2016	
Sao Tome-et-Principe	2001-2008	2009-2016	
Tchad	2005-2015	2016	Etape suivante FY19

F. Contribuer à une meilleure gestion de la dette

Résultats au 31 octobre 2018

F.1 Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du semestre sont les suivants :

- Elaboration d'un projet de document SDMT couvrant la période 2018-2021 au *Congo* et au *Tchad*,
- Appui à l'élaboration d'une SDMT en *République Démocratique du Congo*,
- Formation des cadres de la *région* à l'élaboration du Plan Annuel de Financement (**Encadré 8**),
- Sensibilisation des cadres de la *région* à l'importance de s'approprier les outils quantitatifs et les techniques d'aide à l'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme et à la réalisation du cadrage macro budgétaire crédible.

F.2 Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du semestre sont les suivants :

- Renforcement des capacités sur les notions financières de base sur lesquelles s'appuient l'analyse quantitative et la gestion des opérations de la dette publique à *Sao Tomé et-Principe*,
- Production d'un projet de rapport annuel de la dette publique pour l'année 2017 en *République Centrafricaine*,
- Amélioration de la gestion de la dette en *République Centrafricaine* par la formation au système de gestion automatisé de la dette publique du Congo.

F.3 Soutenir la viabilité de la dette en fournissant au personnel les compétences requises pour réaliser leur propre analyse de viabilité de la dette

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du semestre sont les suivants :

- Formation pratique sur l'utilisation du cadre révisé de l'analyse de viabilité de la dette pour les pays à faible revenus à l'intention des cadres de la *région*.

Encadré 8

Contexte : L'absence d'un Plan Annuel de Financement (PAF) ne favorise pas une meilleure gestion de la dette et de mobilisation des financements dans les pays de la région notamment dans le contexte d'absence de Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) et de manque de coordination entre la gestion de la dette et la gestion de la trésorerie.

Elaboration et mise en œuvre du plan annuel de financement
<p>Pays : Tous les pays membres d'AFC</p> <p>Domaine d'intervention : Gestion de la dette publique</p> <p>Date de mise en œuvre : A partir de 2018</p> <p>Objectifs de l'appui : Mieux préparer les gestionnaires de la dette au processus de mise en œuvre de la SDMT (Stratégie de la dette à moyen terme) et la mobilisation des financements en permettant à ces derniers de s'approprier les techniques et les démarches recommandées en matière d'élaboration du Plan Annuel de Financement.</p> <p>Rôle d'AFC dans l'appui : (1) Apporter une assistance technique en vue d'appuyer les gestionnaires de la dette à élaborer un PAF dans un contexte d'existence ou non d'une SDMT et (2) Apprendre à mettre en œuvre et à actualiser ce plan de financement suivant l'évolution des conditions des marchés intérieur et extérieur.</p> <p>Principaux résultats obtenus : (1) Une nouvelle approche basée sur les meilleures pratiques de gestion de la dette est instaurée ; (2) Les gestionnaires de la dette se sont appropriés la démarche recommandée en matière d'élaboration du PAF et (3) Les gestionnaires de la dette sont mieux préparés en vue de mettre en œuvre la SDMT dans leur pays et de mobiliser les financements requis.</p> <p>Impact du projet : L'impact attendu consiste en : (1) une amélioration des pratiques de gestion de la dette dans les pays de la région ; (2) une meilleure coordination entre la gestion de la dette et la gestion de la trésorerie ; et (3) une plus grande visibilité des résultats notamment avec les ateliers pays qui seront organisés lors des prochains exercices.</p> <p>Facteurs de succès : Un bon ciblage des structures et personnes concernées pour la mise en place des nouvelles pratiques, une bonne qualité des experts utilisés et une identification préalable des besoins additionnels d'appui technique propres à chaque pays.</p> <p>Leçons apprises : La bonne identification des priorités des bénéficiaires est déterminante dans la réussite de l'assistance technique.</p>

F.4 Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du semestre sont les suivants :

- Participation à la révision du cahier des charges des spécialistes en valeurs du trésor de la CEMAC et à la mise à niveau du cadre réglementaire des émissions et de la gestion des bons et obligations du trésor émis sur le marché sous régional.

F.5 Appuyer les autorités dans la mise en place d'un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette publique

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du semestre sont les suivants :

- Amélioration du cadre juridique et institutionnel de la gestion de la dette à *Sao Tomé et-Principe*.

G. Renforcer la stabilité financière par un cadre robuste de réglementation et de supervision bancaires

Résultats au 31 octobre 2018

G.1 Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du semestre sont les suivants :

- Revue des principaux processus et modes opératoires du contrôle sur pièces des banques, au Département du Contrôle Permanent des Etablissements de Crédit de la *COBAC*,
- Introduction des exigences prudentielles relatives à la supervision sur base consolidée des groupes bancaires de la CEMAC par la revue des principaux règlements existants de la *COBAC*,
- Elaboration d'une méthodologie de contrôle sur place du risque opérationnel dans les établissements de crédit à la *COBAC*,
- Révision des circulaires prudentielles en application de la nouvelle loi bancaire de la *Banque de la République du Burundi (Encadré 9)*,
- Révision de la réglementation prudentielle qualitative de la *Banque Centrale du Congo*,
- Révision des projets d'instructions révisées relatives aux règles prudentielles qualitatives applicables aux établissements de crédit : instructions n° 17 (contrôle interne et conformité), n° 18 (agrément et autorisations préalables), n° 19 (commissaires aux comptes), n° 21 (gouvernance) et n° 22 (gestion des risques) de la *Banque Centrale du Congo*,
- Formation des superviseurs bancaires de la *Banque Centrale du Congo* en vue de l'amélioration de la mise en œuvre des contrôles du respect par les banques des nouvelles exigences prudentielles,
- Révision de la réglementation prudentielle relative au contrôle interne et à la gestion des risques dans les banques au sein de la *Banque Centrale de Sao Tomé et Principe*.

Encadré 9

Contexte : La Banque de la République du Burundi est engagée dans la mise à niveau du cadre de la régulation bancaire pour le mettre en conformité avec les normes internationales et en harmonie avec les principes directeurs déterminés au sein de la Communauté Est-Africaine.

Révision des circulaires prudentielles de la BRB
<p>Pays : Burundi </p> <p>Domaine d'intervention : Régulation et supervision bancaires</p> <p>Date de mise en œuvre : 28 mai – 18 juin 2018</p> <p>Objectifs de l'appui : Relecture des projets de circulaires réglementaires préparées par la BRB pour mettre à jour l'ensemble des exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit, en application de la loi bancaire révisée n° 1/17, publiée le 22 août 2017.</p> <p>Rôle d'AFC dans l'appui : A cet égard, la BRB a sollicité l'appui d'AFC, dans la phase finale de son projet, pour s'assurer que les nouvelles circulaires seraient conformes aux normes internationales du Comité de Bâle pour un contrôle bancaire efficace.</p> <p>Principaux résultats obtenus : Au cours de cette étape du projet, 14 des 16 circulaires susceptibles d'être examinées ont été relus par les experts du Centre. Un rapport de synthèse complété par les 14 circulaires commentées a été remis à la BRB dès le 18 juin. La BRB a ainsi pu exploiter les observations d'AFC avant de finaliser la rédaction des versions définitives des circulaires réglementaires.</p> <p>Impact du projet : La BRB a ainsi réussi à achever la révision de l'ensemble de sa réglementation prudentielle dans les délais impartis, avant la date anniversaire de la loi n° 1/17, et a publié l'ensemble des instructions validées en août 2018 sur son site internet. Ce résultat constitue une réussite remarquable de la BRB qui a ainsi pu mettre à niveau l'essentiel de son cadre prudentiel en l'espace d'une année, même s'il reste encore des évolutions à effectuer pour transposer complètement les normes internationales.</p> <p>Facteurs de succès : L'appui d'AFC a été utile à la BRB, pour plusieurs raisons, notamment : (1) le soutien de la politique de réforme ambitieuse dans laquelle la BRB s'est engagée avec volontarisme ; (2) la qualité du dialogue mutuel et de la coopération entre AFC et la BRB, laquelle a permis de restructurer la mission sans difficulté ; (3) la souplesse et la réactivité d'AFC pour reconsidérer le planning et le mode opératoire de son intervention ; et (4) le strict respect des délais raccourcis imposés par la BRB.</p> <p>Leçons apprises : La BRB devra poursuivre sa dynamique de réforme dans plusieurs domaines prudentiels ciblés, notamment la transposition complète et adaptée des dispositifs de Bâle II/III. La BRB devra également s'assurer de la mise en œuvre effective des nouvelles exigences prudentielles par les établissements de crédit, afin que la réforme réglementaire produite, à terme, ses pleins effets.</p>

G.2 Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du semestre sont les suivants :

- Revue des principaux processus et des modes opératoires du contrôle sur place des établissements de crédit assortie d'une « feuille de route » complémentaire pour finaliser la mise en place de la supervision basée sur les risques au contrôle sur place à la COBAC,

- Formation au contrôle du risque informatique dans les établissements de crédit et au contrôle des établissements de paiement et des services de paiement à la *Banque de la République du Burundi*,
- Rédaction d'un projet de guide méthodologique détaillé du contrôle informatique des établissements de paiement électronique pour la *Banque de la République du Burundi*,
- Renforcement des capacités des superviseurs bancaires de la *région* dans la structuration d'un projet global de mise en œuvre de la supervision basée sur les risques,
- Renforcement des capacités des cadres de la *région* sur des problématiques prudentielles ciblées, notamment : (i) la supervision consolidée des groupes bancaires, (ii) la méthodologie de supervision du contrôle interne, de la gestion des risques, de la conformité, de la gouvernance.

G.3 S'assurer que les banques disposent de fonds propres et de liquidités solides pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuant à la stabilité du système financier

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du semestre sont les suivants :

- Révision du règlement relatif au calcul des fonds propres pour son alignement sur les exigences de Bâle III à la *COBAC*,
- Elaboration des directives sur l'établissement d'un projet de nouveau règlement prudentiel relatif au ratio de levier en conformité avec les exigences de Bâle III à la *COBAC*.



ANNEXE 1

**ACTIVITES REALISEES PAR PAYS
MAI à OCTOBRE 2018
(En nombre d'activités)**

Pays / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai à octobre 2018								
	Programmation	Réalisation						Total général	Taux de réalisation (en %)
		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours			
Burundi	2	2	0	0	0	0	2	100	
Cameroun	4	2	0	1	0	0	3	75	
Congo	10	6	0	0	1	0	7	70	
Gabon	7	5	0	1	0	0	6	86	
Guinée équatoriale	3	5	0	0	0	0	5	167	
République Centrafricaine	7	5	0	1	0	0	6	86	
République Démocratique du Congo	11	8	0	0	0	0	8	73	
Sao Tomé-et-Principe	8	7	0	0	0	0	7	88	
Tchad	6	4	0	1	1	0	6	100	
Institutions régionales	8	6	0	0	0	0	6	75	
Séminaires régionaux et cours	7	0	7	0	0	0	7	100	
Total général	73	50	7	4	2	0	63	86	
Pays fragiles	44	32	0	2	2	0	36	82	
Pays de la CEMAC	37	27	0	4	2	0	33	89	



ANNEXE 1

**ACTIVITES REALISEES PAR DOMAINE
MAI à OCTOBRE 2018
(En nombre d'activités)**

Domaine/Type d'activités (en nombre d'activités)	Mai à octobre 2018								
	Programmation	Réalisation						Total général	Taux de réalisation (en %)
		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours			
Administration douanière	9	6	0	0	0	0	6	67	
Administration fiscale	11	7	2	0	1	0	10	91	
Gestion des finances publiques	11	8	0	0	1	0	9	82	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	9	5	1	0	0	0	6	67	
Statistiques des finances publiques	6	3	1	1	0	0	5	83	
Statistiques macroéconomiques	6	5	0	2	0	0	7	117	
Gestion de dette publique	12	7	2	1	0	0	10	83	
Régulation et supervision bancaires	9	9	1	0	0	0	10	111	
Total général	73	50	7	4	2	0	63	86	



ANNEXE 2

RESSOURCES PAR PAYS MAI à OCTOBRE 2018 (En personnes semaines)

Pays /Type d'activité (en nombre de personnes semaines)	Mai à octobre 2018								
	Programmation	Réalisation						Total général	Taux de réalisation (en %)
		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	Cours	HQ Led Missions			
Burundi	8,5	12,5	0,0	0,0	0,0	0,0	12,5	147,1	
Cameroun	19,0	10,5	0,0	3,0	0,0	0,0	13,5	71,1	
Congo	44,5	24,0	0,0	0,0	0,0	2,5	26,5	59,6	
Gabon	17,0	12,5	0,0	1,0	0,0	0,0	13,5	79,4	
Guinée équatoriale	8,5	17,5	0,0	0,0	0,0	0,0	17,5	205,9	
République Centrafricaine	27,0	20,0	0,0	1,0	0,0	0,0	21,0	77,8	
République Démocratique du Congo	44,0	29,0	0,0	0,0	0,0	0,0	29,0	65,9	
Sao Tomé-et-Principe	33,5	25,5	0,0	0,0	0,0	0,0	25,5	76,1	
Tchad	24,5	20,5	0,0	1,0	0,0	12,0	33,5	136,7	
Institutions régionales	23,0	16,0	0,0	0,0	0,0	0,0	16,0	69,6	
Séminaires régionaux et cours	24,5	0,0	25,0	0,0	0,0	0,0	25,0	102,0	
Total général	274,0	188,0	25,0	6,0	0,0	14,5	233,5	85,2	
Pays fragiles¹	182,0	131,5	0,0	2,0	0,0	14,5	148,0	81,3	
Pays de la CEMAC²	140,5	105,0	0,0	6,0	0,0	14,5	125,5	89,3	

¹ Burundi, Congo, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et Tchad

² Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine et Tchad



ANNEXE 2

RESSOURCES PAR DOMAINE MAI à OCTOBRE 2018 (En personnes semaines)

Domaine /Type d'activité (en nombre de personnes semaine: ▾)	Mai à octobre 2018							Taux de réalisation (en %)
	Programmation	Réalisation					Total général	
		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	Cours	HQ Led Missions		
Administration douanière	22,5	15,0	0,0	0,0	0,0	0,0	15,0	66,7
Administration fiscale	36,5	20,5	4,0	0,0	0,0	2,5	27,0	74,0
Gestion des finances publiques	58,0	34,5	0,0	0,0	0,0	12,0	46,5	80,2
Analyse et prévisions macrobudgétaires	34,0	22,0	5,0	0,0	0,0	0,0	27,0	79,4
Statistiques des finances publiques	28,0	15,0	5,0	3,0	0,0	0,0	23,0	82,1
Statistiques macroéconomiques	16,5	15,0	0,0	2,0	0,0	0,0	17,0	103,0
Gestion de dette publique	36,5	24,0	6,0	1,0	0,0	0,0	31,0	84,9
Régulation et supervision bancaires	42,0	42,0	5,0	0,0	0,0	0,0	47,0	111,9
Total général	274,0	188,0	25,0	6,0	0,0	14,5	233,5	85,2

ANNEXE 2
RESSOURCES PAR PAYS AU 31 OCTOBRE 2018
(EN PERSONNES SEMAINES)

Pays/Domaine d'intervention	Ressources programmées			Ressources programmées				Ressources utilisées				Taux d'utilisation (en %)	
	Année fiscale 2018			Mai à octobre 2018				Mai à octobre 2018					
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT		Total
	Siège	Site			Siège	Site			Siège	Site			
I - MISSIONS													
Burundi	4,0	6,0	7,0	17,0	2,5	3,0	3,0	8,5	2,5	4,0	6,0	12,5	147,1
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	0,5	2,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	3,0	4,0	5,0	12,0	2,5	3,0	3,0	8,5	2,5	4,0	6,0	12,5	
Cameroon	8,0	8,0	12,0	28,0	5,0	6,0	8,0	19,0	4,5	3,0	6,0	13,5	71,1
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Administration fiscale	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion des finances publiques	3,0	2,0	6,0	11,0	2,0	2,0	4,0	8,0	2,0	2,0	4,0	8,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	1,0	2,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques des finances publiques	3,0	2,0	2,0	7,0	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	1,0	0,0	3,0	
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion de dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Congo	15,5	22,0	24,0	61,5	10,5	16,0	18,0	44,5	6,5	8,0	12,0	26,5	59,6
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Administration fiscale	2,0	4,0	12,0	18,0	1,0	2,0	10,0	13,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
Gestion des finances publiques	4,0	6,0	6,0	16,0	3,0	4,0	4,0	11,0	3,0	2,0	6,0	11,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	3,0	4,0	0,0	7,0	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques macroéconomiques	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion de dette publique	2,0	4,0	0,0	6,0	2,0	4,0	0,0	6,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Gabon	14,0	19,0	12,0	45,0	5,0	8,0	4,0	17,0	4,5	3,0	6,0	13,5	79,4
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Administration fiscale	2,5	5,0	4,0	11,5	1,5	2,0	2,0	5,5	1,0	1,0	2,0	4,0	
Gestion des finances publiques	3,0	4,0	0,0	7,0	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques macroéconomiques	3,0	2,0	2,0	7,0	1,0	2,0	0,0	3,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
Gestion de dette publique	2,0	4,0	2,0	8,0	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Guinée équatoriale	9,5	8,0	19,0	36,5	2,5	1,0	5,0	8,5	3,5	4,0	10,0	17,5	205,9
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Administration fiscale	1,0	2,0	4,0	7,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	4,0	7,0	
Gestion des finances publiques	4,0	3,0	9,0	16,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
Statistiques des finances publiques	2,0	0,0	2,0	4,0	1,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
Statistiques macroéconomiques	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion de dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
République Centrafricaine	17,0	18,0	22,0	57,0	7,0	10,0	10,0	27,0	7,0	8,0	6,0	21,0	77,8
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	
Administration fiscale	0,5	2,0	2,0	4,5	0,5	2,0	2,0	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion des finances publiques	4,0	6,0	6,0	16,0	3,0	4,0	4,0	11,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	3,0	2,0	4,0	9,0	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
Statistiques macroéconomiques	3,0	4,0	2,0	9,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
Gestion de dette publique	4,0	2,0	4,0	10,0	1,0	2,0	0,0	3,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
République Démocratique du Congo	14,0	18,0	18,0	50,0	12,0	16,0	16,0	44,0	7,0	12,0	10,0	29,0	65,9
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Administration fiscale	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
Gestion des finances publiques	3,0	4,0	4,0	11,0	3,0	4,0	4,0	11,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
Statistiques des finances publiques	3,0	2,0	2,0	7,0	2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques macroéconomiques	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
Gestion de dette publique	2,0	0,0	2,0	4,0	2,0	0,0	2,0	4,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
Régulation et supervision bancaires	3,0	6,0	6,0	15,0	2,0	4,0	4,0	10,0	2,0	4,0	4,0	10,0	
Sao Tomé-et-Principe	16,5	19,0	24,0	59,5	9,5	11,0	13,0	33,5	6,5	11,0	8,0	25,5	76,1
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	2,0	2,5	
Administration fiscale	1,0	2,0	4,0	7,0	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	2,0	2,0	4,5	
Gestion des finances publiques	3,0	1,0	4,0	8,0	2,0	1,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	2,0	1,0	4,0	7,0	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	2,0	4,0	
Statistiques des finances publiques	2,0	1,0	2,0	5,0	1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques macroéconomiques	2,0	4,0	0,0	6,0	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
Gestion de dette publique	3,5	6,0	4,0	13,5	2,5	4,0	4,0	10,5	2,0	4,0	0,0	6,0	
Régulation et supervision bancaires	2,5	4,0	4,0	10,5	1,5	2,0	2,0	5,5	1,5	2,0	2,0	5,5	
Tchad	16,0	22,0	26,0	64,0	6,5	10,0	8,0	24,5	9,5	10,0	14,0	33,5	136,7
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	
Administration fiscale	0,5	2,0	2,0	4,5	0,5	2,0	2,0	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion des finances publiques	5,0	6,0	12,0	23,0	2,0	2,0	2,0	6,0	4,0	4,0	10,0	18,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
Statistiques macroéconomiques	3,0	4,0	2,0	9,0	1,0	2,0	0,0	3,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
Gestion de dette publique	4,0	6,0	4,0	14,0	1,5	2,0	0,0	3,5	1,5	2,0	2,0	5,5	
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	

ANNEXE 2
RESSOURCES PAR PAYS AU 31 OCTOBRE 2018
(EN PERSONNES SEMAINES)

Pays/Domaine d'intervention	Ressources programmées				Ressources programmées				Ressources utilisées				Taux d'utilisation (en %)
	Année fiscale 2018				Mai à octobre 2018				Mai à octobre 2018				
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total	
	Siège	Site			Siège	Site			Siège	Site			
I - MISSIONS													
AFRISTAT	0,5	1,0	0,0	1,5	0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	0,5	1,0	0,0	1,5	0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	1,0	0,0	0,5	1,5	1,0	0,0	0,5	1,5	0,5	1,0	0,0	1,5	100,0
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de dette publique	1,0	0,0	0,5	1,5	1,0	0,0	0,5	1,5	0,5	1,0	0,0	1,5	1,5
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	7,5	6,0	4,0	17,5	2,0	1,0	4,0	7,0	0,0	0,5	0,0	0,5	7,1
Administration douanière	1,0	0,0	4,0	5,0	1,0	0,0	4,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques	4,0	3,0	0,0	7,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	0,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	2,0	2,0	0,0	4,0	1,0	1,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	5,5	12,0	8,0	25,5	3,0	6,0	4,0	13,0	4,0	6,0	4,0	14,0	107,7
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	5,5	12,0	8,0	25,5	3,0	6,0	4,0	13,0	4,0	6,0	4,0	14,0	14,0
Total Missions	129,0	159,0	176,5	464,5	67,0	89,0	93,5	249,5	56,0	70,5	82,0	208,5	83,6
II - SEMINAIRES REGIONAUX ET COURS													
Administration douanière	0,5	1,0	2,0	3,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	1,5	2,0	2,0	5,5	0,5	1,0	0,0	1,5	1,0	2,0	1,0	4,0	4,0
Gestion des finances publiques	6,0	6,0	6,0	18,0	1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	3,0	3,0	2,0	8,0	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	5,0
Statistiques des finances publiques	4,0	2,0	4,0	10,0	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	5,0
Statistiques macroéconomiques	2,0	1,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de dette publique	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	2,0	6,0	6,0
Régulation et supervision bancaires	4,0	2,0	4,0	10,0	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	5,0
Total Séminaires et cours	23,0	19,0	23,0	65,0	9,5	7,0	8,0	24,5	9,0	7,0	9,0	25,0	102,0
TOTAL MISSIONS + SEMINAIRES ET COURS (I+II)	152,0	178,0	199,5	529,5	76,5	96,0	101,5	274,0	65,0	77,5	91,0	233,5	85,2
Pays fragiles¹	83,0	105,0	121,0	309,0	48,0	66,0	68,0	182,0	39,0	53,0	56,0	148,0	81,3
Pays de la CEMAC²	80,0	97,0	115,0	292,0	36,5	51,0	53,0	140,5	35,5	36,0	54,0	125,5	89,3

¹ Burundi, Congo, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et Tchad

² Cameroun, République du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine et Tchad

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS

Zone d'intervention	Domaine	Objectif	Activité	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Date prévisionnelle	Date de réalisation	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints/Commentaires
										Prévues				Utilisées				
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site															
AFRISTAT	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Atelier d'AFRISTAT en comptabilité nationale	Programme coordonné d'assistance technique	Echanges d'information sur les programmes des uns et des autres	Évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	15 au 19 octobre 2018			0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Séminaire annulé par AFRISTAT.
BEAC	Gestion de dette publique	Développer le marché des valeurs du Trésor de la CEMAC	Participation à un atelier organisé par la BEAC sur la révision du cadre juridique du marché des valeurs du Trésor de la CEMAC.	Cahier des charges révisé	Améliorer le cadre juridique du marché des valeurs du Trésor de la CEMAC.			9 au 13 juillet 2018		0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,0	0,0	1,5	Nouvelle activité BEAC
BEAC	Gestion de dette publique	Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette	Détachement des cadres de la BEAC				Octobre 2018	Novembre 2018		1,0	0,0	0,5	1,5	1,0	0,0	0,0	1,0	Détachement de 4 cadres de la BEAC auprès de l'agence UEMOA Trésor
Burundi	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mission STX d'assistance à la modernisation de la procédure douanière	Une instruction-cadre pour la modernisation des procédures douanières	Les opérateurs du commerce extérieur respectent mieux leurs obligations déclaratives et de paiement	Les procédures de suivi et d'appurement du transit douanier sont alignées aux meilleures pratiques internationales	4 au 15 mars 2019	Mars 2019	Gilles Parent	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Mission délocalisée à Libreville.
Burundi	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une meilleure couverture des risques de fraudes fiscales	11 au 22 février 2019	15 au 26 avril 2019		0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	0,0	0,0	2,5	
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Révision de la réglementation prudentielle en application de la nouvelle loi bancaire de la BRB	(i) Aide-mémoire détaillé comportant les suggestions de modification ou de complément des dispositions réglementaires dans le domaine considéré. (ii) Rapport de mission	Préparation avancée de la révision des règlements BRB (liste à déterminer) (à finaliser par la COBAC)	(i) Liste des suggestions de nouvelles dispositions. (ii) Recommandations du rapport de mission	18-29 juin 2018	18-29 juin 2018	STX VUARIOT, Grégoire	1,5	1,0	0,0	2,5	1,5	2,0	3,0	6,5	Besoin prioritaire et urgent exprimé par la BRB. Suspension de la mission au Burundi par la Sécurité du FMI (pas d'autorisation de voyage) : organiser un atelier de travail délocalisé de deux semaines à Libreville, Gabon, avec en plus cinq jours de travail préparatoire à domicile alloués au STX.
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Double activité. 1°/ Renforcement des capacités de contrôle des risques informatiques dans les banques par la BRB. 2°/ Formation de la BRB au contrôle des services de	(i) Supports des présentations. (ii) Aide-mémoire détaillé avec les éléments d'un guide méthodologique. (iii) Rapport de mission	(i) Renforcement des capacités dans les domaines considérés. (ii) Structuration et formalisation des modes opératoires des contrôles informatiques (à finaliser par la BRB)	(i) Éléments méthodologiques contenus dans l'aide-mémoire. (ii) Recommandations du rapport de mission	24 septembre - 05 octobre 2018	24 septembre - 05 octobre 2018	STX ANDRIES, Marc	1,0	2,0	3,0	6,0	1,0	2,0	3,0	6,0	Demande expresse de la BRB. Suspension des missions au Burundi par la Sécurité du FMI (pas d'autorisation de voyage) : organiser un atelier de travail délocalisé de deux semaines à Tapanahie (sous réserve de faisabilité). Prévoir en outre 4 jours de travail à domicile du STX pour rédiger l'aide-mémoire méthodologique sur les
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Appui au renforcement des capacités pour la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques à la BRB	(i) Aide-mémoire détaillé contenant les suggestions techniques pour la révision des caractéristiques de la procédure de notation de banques selon une démarche ORAP rénovée ; (ii) aide-mémoire détaillé contenant	La BRB (i) est en mesure de procéder à la notation pertinente de banques selon leur profil de risque, (ii) dispose d'indicateurs adaptés pour la détection précoce des banques fragiles, lui permettant de	(i) Éléments méthodologiques contenus dans l'aide-mémoire. (ii) Recommandations du rapport de mission	07-18 janvier 2019	21 janvier - 01 février 2019	STX Normand, Jean-Charles	0,5	1,0	2,0	3,5	1,0	2,0	2,0	5,0	Demande exprimée par la BRB (Directeur de la DSS) à l'issue de l'atelier des 12-16 mars 2018 ayant porté sur la formation opérationnelle de la BRB à la détection précoce et à l'intervention précoce dans les banques fragiles. Suspension des missions au Burundi par la Sécurité du FMI (pas d'autorisation de voyage) : organiser un
Burundi	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Mission sur les comptes nationaux trimestriels aux prix courants (optique demande) : T1 2005-14 2017	Une série de comptes nationaux trimestriels est disponible.	Les comptes nationaux sont formés à la méthode retenue	Nombre de personnes formées		10-21 décembre 2018		0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	2,0	3,0	Activité précédemment en réserve
Cameroun	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mission STX d'assistance au renforcement du contrôle à destination des marchandises exonérées	Une instruction-cadre sur le contrôle à destination des marchandises exonérées est disponible	Les contrôles a posteriori contribuent plus efficacement aux respects des règles douanières	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	7 au 18 mai 2018	9 au 20 juillet 2018	Johanne Russell	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Cameroun	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission HQ LTX + STX d'assistance aux activités d'enquêtes et de recherches	Des méthodes et outils de recherche et de traitement des informations sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les recouvrements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales		Décembre 2018					0,0	0,5	1,0	8,0	9,5	Nouvelle activité du siège au Cameroun - Le conseiller résident participera pendant une semaine. Un staff du siège mène la mission accompagné de 3 experts court terme.
Cameroun	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX d'assistance aux activités d'enquêtes et de recherches	Des méthodes et outils de recherche et de traitement des informations sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les recouvrements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales	7 au 18 mai 2018	Janvier 2019		0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
Cameroun	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Analyse de sensibilité macrobudgétaire	Rapport de mission incluant une taxinomie des chocs macroéconomiques et élaboration des scénarios alternatifs	Les acteurs sont sensibilisés sur les méthodes d'identification et de suivi des risques macrobudgétaires	PEFA P14.3	04 au 15 février 2019	04 au 15 février 2019	Julien Dubertret ou Clemens Mungenast (From France)	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS

Zone d'intervention	Domaine	Objectif	Activité	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Date prévisionnelle	Date de réalisation	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints/Commentaires
										Prévues				Utilisées				
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
										Bureau	Site			Bureau	Site			
Cameroun	Gestion des finances publiques Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères ordonnateurs de budgets	Plan d'action Ministériel	Amélioration du contrôle de l'exécution du budget	PEFA PI 25	07 au 18 Mai 2018	07 au 18 Mai 2018		2,0	2,0	4,0	8,0	2,0	2,0	4,0	8,0	
Cameroun	Gestion des finances publiques Comptabilité	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Amélioration de la gestion de la trésorerie	Plan de trésorerie et d'engagement des unités budgétaires	Prévisions fiables des PE et PT	PEFA 21-2	Janvier 2019	Janvier 2019	PICARD	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
Cameroun	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Visite d'apprentissage entre pairs en République du Sénégal	Projet de manuel de procédures d'élaboration des SFPs sur base de la Balance Générale des Comptes du Trésor.	Maîtrise de l'outil d'élaboration du TOFE sur base la Balance Générale des Comptes du Trésor.	Visite de 5 cadres camerounais en République du Sénégal	11 au 15 février 2019	27 au 31 août 2018		1,0	0,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	3,0	
Cameroun	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	TOFE des exercices 2012-2016 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire) format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2012-2016	TOFEs 2012-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	Juin 2018	Date: 21-1-12-2019 (0 LTX, 2 STX)	Vincent Marie	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	0,0	2,0	4,0	
Cameroun	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Comptes nationaux provisoires Formation au SCN 2008					Novembre 2018		0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	2,0	3,0	Nouvelle activité -Comptes trimestriels
Cameroun	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Comptes nationaux provisoires Formation au SCN 2008					Mars 2019		0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Nouvelle activité -Comptes annuels
CEMAC	Administration douanière	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Mission STX d'assistance à la rédaction des textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé	Des projets de textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisés sont rédigés	Les procédures douanières telle que prévue par le code des douanes de la CEMAC révisé sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé contiennent des procédures modernes et alignées aux meilleures pratiques internationales	4 au 12 juin 2018	Décembre 2018	Alain Charlet, Christian Bremeersch	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Revue des textes à distance
CEMAC	Administration douanière	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Mission STX d'assistance à la rédaction des textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé	Des projets de textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisés sont rédigés	Les procédures douanières telle que prévue par le code des douanes de la CEMAC révisé sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé contiennent des procédures modernes et alignées aux meilleures pratiques internationales		Décembre 2018					0,0	0,5	0,0	2,0	2,5	Nouvelle activité - Participation d'un expert court terme au séminaire de validation des textes douaniers de la CEMAC.
CEMAC	Administration douanière	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Mission STX d'assistance à la rédaction des textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé	Les textes d'application du code des douanes de la CEMAC sont validés et un plan de communication approuvé	Les procédures douanières telles que prévues par le code des douanes de la CEMAC révisé sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé contiennent des procédures modernes et alignées aux meilleures pratiques internationales	3 au 12 septembre 2018	Novembre 2018	Alain Charlet, Christian Bremeersch	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Revue des textes à distance
CEMAC	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire semestriel conjoint AFRISTAT/CEMAC/AFC sur la conjoncture et la prévision	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Les capacités des participants sont renforcés	Points saillants du séminaire	22 au 26 octobre 2018	3 au 7 décembre 2018		1,0	1,0	0,0	2,0	1,0	1,0	0,0	2,0	Prise en charge par AFC des participants de la RDC, du Burundi et de SAO TOME-ET-PRINCE (2 participants par pays)
CEMAC	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire semestriel conjoint AFRISTAT/CEMAC/AFC sur la conjoncture et la prévision	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Les capacités des participants sont renforcés	Points saillants du séminaire	25 au 29 mars 2019	25 au 29 mars 2019		1,0	1,0	0,0	2,0	1,0	1,0	0,0	2,0	Prise en charge par AFC des participants de la RDC, du Burundi et de SAO TOME-ET-PRINCE (2 participants par pays)
CEMAC	Gestion des finances publiques Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation au séminaire CEMAC sur l'élaboration du rapport d'exécution des lois de finances					26 au 29 juin 2018					0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	Nouvelle activité CEMAC
CEMAC	Gestion des finances publiques Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	1 - Appui à l'avis de conformité de la CEMAC 2- Séminaires de renforcement des capacités organisés par la CEMAC	Lettre transmettant les observations sur les projets de textes assortis de propositions d'amélioration. Compte rendu des séminaires CEMAC	Disponibilité d'un cadre légal complet de gestion des finances publiques	FTC 222	Tout au long de l'année	Tout au long de l'année		2,0	2,0	0,0	4,0	2,0	2,0	0,0	4,0	Observations des textes et participation aux séminaires de la CEMAC entre T1 et T4.

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS

Zone d'intervention	Domaine	Objectif	Activité	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Date prévisionnelle	Date de réalisation	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints/Commentaires
										Prévues				Utilisées				
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site															
CEMAC	Gestion des finances publiques Comptabilité	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Revue à distance/Atelier CEMAC	Commentaires et recommandations des textes élaborés par les pays	Mise en oeuvre des directives de la CEMAC	Nombre de directives transposées	Tout au long de l'année	Tout au long de l'année		2,0	1,0	0,0	3,0	2,0	1,0	0,0	3,0	En fonction des demandes de la CEMAC.
CEMAC	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Séminaire CEMAC / CEAC	Coordination		Évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	25 au 29 mars 2019	25 au 29 mars 2019		0,5	1,0	0,0	1,5	0,5	1,0	0,0	1,5	Formation et séminaire
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Mise en œuvre de la supervision sur base consolidée à la COBAC (poursuite du projet engagé en FY 2017), en attendant la convergence vers Bâle II/III	(i) Aide-mémoire détaillé comportant les suggestions de dispositions réglementaires adaptées à la supervision consolidée (ou les observations sur les projets déjà préparés par la COBAC, le cas échéant); (ii)	Préparation avancée de l'élaboration des compléments à apporter aux règlements COBAC relatifs aux normes prudentielles quantitatives (à finaliser par la COBAC).	(i) Liste des suggestions de nouvelles dispositions réglementaires; (ii) Recommandations du rapport de mission	30 juillet - 10 août 2018	30 juillet - 10 août 2018	STX FLANCHEC, Bruno	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Cette mission pourra déborder sur la mission suivante du même projet avec le même STX prévue en novembre 2018.
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Appui au renforcement des capacités pour la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques à la COBAC	Aide-mémoire détaillé repris dans le rapport de mission.	La nouvelle Direction du Contrôle Permanent est en mesure de faire évoluer ses procédures de contrôle sur pièces selon l'approche par les risques. La DCP peut utiliser un outil de notation des banques	(i) Eléments méthodologiques contenus dans l'aide-mémoire; (ii) Recommandations du rapport de mission	16-27 juillet 2018	16-27 juillet 2018	Pas de STX	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Activité supplémentaire accordée à la COBAC sur sa demande pressante. Mission déjà demandée par la COBAC et planifiée en FY 2018, reportée à deux reprises.
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Renforcement des capacités de contrôle du risque opérationnel par la COBAC	Aide-mémoire détaillé contenant des éléments de méthodologie du contrôle sur place (points de contrôle) du risque opérationnel	(i) Renforcement des capacités dans le domaine considéré; (ii) Structuration et formalisation des modes opératoires de la supervision du risque opérationnel (à finaliser par la COBAC)	(i) Eléments méthodologiques contenus dans l'aide-mémoire; (ii) Recommandations du rapport de mission		15-26 octobre 2018			0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Mission déjà demandée par la COBAC en FY 2018.
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Renforcement des capacités de contrôle du risque opérationnel par la COBAC	Aide-mémoire détaillé contenant des éléments de méthodologie du contrôle sur place (points de contrôle) du risque opérationnel	(i) Renforcement des capacités dans le domaine considéré; (ii) Structuration et formalisation des modes opératoires de la supervision du risque opérationnel (à finaliser par la COBAC)	(i) Eléments méthodologiques contenus dans l'aide-mémoire; (ii) Recommandations du rapport de mission	15-26 octobre 2018	15-26 octobre 2018	STX NORMAND, Jean-Charles	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	0,0	2,0	3,0	Mission déjà demandée par la COBAC en FY 2018.
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Renforcement des capacités de la COBAC pour le contrôle sur pièces et sur place des groupes bancaires sur base consolidée	Aide-mémoire détaillé contenant (i) des recommandations relatives aux modalités de contrôle sur pièces et aux aménagements à apporter à SYSCO2; (ii) des éléments de méthodologie du contrôle sur place (points de contrôle)	(i) Renforcement des capacités dans le domaine considéré; (ii) Structuration et formalisation des modes opératoires de la supervision consolidée des groupes bancaires (à finaliser par la COBAC)	(i) Eléments méthodologiques contenus dans l'aide-mémoire; (ii) Recommandations du rapport de mission	05-16 novembre 2018	05-16 novembre 2018	STX FLANCHEC, Bruno	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Dernière mission duprojet "Supervision sur base consolidée".
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Mise à jour de la réglementation relative au contrôle interne	(i) Aide-mémoire détaillé comportant les suggestions de modification ou de complément aux dispositions des projets d'instruction préparés par la COBAC; (ii) Rapport de mission	Mise à niveau de l'ensemble des projets de textes réglementaires relatifs au contrôle interne et à la gestion des risques	(i) Liste des suggestions de modification et de compléments à apporter aux projets d'instructions; (ii) Recommandations du rapport de mission	04-15 février 2019	Avril 2019	STX (à déterminer)	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Renforcer les capacités d'analyse des difficultés des établissements de microfinance par la COBAC	Aide-mémoire avec les indications des modes opératoires préconisés. Rapport de mission.	(i) Renforcement des capacités de détection précoce des difficultés des IMF et d'analyse des plans d'actions correctives; (ii) Structuration et formalisation des modes opératoires du DMF (à finaliser par la COBAC)	(i) Eléments méthodologiques contenus dans l'aide-mémoire; (ii) Recommandations du rapport de mission	04-15 mars 2019	Février 2019	Pas de STX	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	Mission planifiée en FY 2018, reportée à la demande de la COBAC.
Congo	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mission STX d'assistance d'appui au renforcement du bureau de la valeur en Douane	Un plan d'action de réorganisation du bureau de la valeur et de renforcement des procédures d'évaluation de la valeur est disponible	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations	Évaluation de la valeur en douane suivant les standards internationalement reconnus s'est améliorée	14 au 25 mai 2018	15 au 26 octobre 2019	GINETTE BARKER	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission diagnostic avec FAD	Des méthodes et outils de recherche et de traitement des informations sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les recouvrements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales	15 au 26 octobre 2018	25 juin au 06 juillet 2018	TBD	0,5	2,0	8,0	10,5	0,5	2,0	0,0	2,5	Participation du LTX à une mission du siège.
Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX d'appui au renforcement de la gestion des contribuables	Des outils de surveillance/suivi des contribuables à chaque échéance sont élaborés	Une plus grande proportion de contribuables respecte leurs obligations fiscales déclaratives	Le nombre de contribuables qui respectent leurs obligations déclaratives suivant les délais légaux croît progressivement	Janvier 2018	Janvier 2019		0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission STX d'assistance aux activités de recouvrement des arriérés fiscaux	Des programmes détaillés de recouvrement des arriérés sont élaborés	Une plus grande proportion de contribuables respecte leurs obligations fiscales de paiement	Le nombre de contribuables qui respectent leurs obligations fiscales suivant les délais légaux croît progressivement	16 au 27 juillet 2018	22 octobre au 2 novembre 2018	William Rasoanaivo	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS

Zone d'intervention	Domaine	Objectif	Activité	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Date prévisionnelle	Date de réalisation	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints/Commentaires
										Prévues				Utilisées				
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
										Bureau	Site			Bureau	Site			
Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission STX d'assistance aux activités d'enquêtes et de recherches	Des méthodes et outils de recherche et de traitement des informations sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales	19 au 30 novembre 2018	12 au 23 novembre 2018	Bernard Limal	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des modèles de cadres macroéconomiques et budgétaires	Rapport de mission intégrant un plan d'action pour l'appropriation et le renforcement des modèles de cadrage macroéconomiques et budgétaires	Une plus grande maîtrise de l'utilisation des modèles de cadrage macroéconomiques et budgétaires	PEFA PI 14	8 au 19 octobre 2018	01 au 12 octobre 2018		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Recrutement d'une personne ressource approuvée par le Coordonnateur.
Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à une mission de FAD				Novembre 2018	Novembre 2018		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Organisation de mission d'études sur le CBMT et l'articulation avec la préparation du budget annuel	Rapports de stage	Les recommandations sont formulées pour améliorer les dispositifs des pays	Les réformes sont approuvées et mises en place par les autorités	Février 2019	3 au 14 décembre 2018		1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Trois cadres congolais auprès de leurs homologues du Burkina-Faso
Congo	Gestion de dette publique	Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme	Atelier/Formation sur la SDMT	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier draft de SDMT pays.	Octobre 2018	11 au 21 septembre 2018	Alessandro Scipioni	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
Congo	Gestion de dette publique	Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette	Renforcement du cadre institutionnel de gestion de la dette publique	Projet de guideline et projet de réorganisation de la DDP	Le CNDP dispose d'un manuel de procédures / guideline de ses activités. La DDP est organisée en front-middle et back office	Projet de guideline + projet organigramme DDP	Mai 2018	15 au 26 avril 2019	Jean-Luc Steylaers	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
Congo	Gestion des finances publiques Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite des travaux sur le budget programme et les Projets annuels de performance	PAP de ministères	nouveaux Ministères dotés de PAP	PEFA PI 5- PIB	11 au 22 juillet 2018	23 juillet au 03 Aout 2018	Wilfried Mangala et Bakary Coulibaly	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	4,0	8,0	Mission FAD
Congo	Gestion des finances publiques Comptabilité	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Poursuite des travaux de fiabilisation des comptes de la balance	Etat de rapprochement	Apurement des comptes d'attente	PEFA 27-2	Septembre 2018	22 octobre au 2 novembre 2018		1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
Congo	Gestion des finances publiques Comptabilité	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Modalités de consolidation	Centralisation quotidienne des soldes de trésorerie dans le CUT	PEFA 21-1	Décembre 2018	Décembre 2018	LMIMOUNI	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
Congo	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	TOFE annuels des exercices 2013-2016 (Sous-secteurs Administration Centrale Budgétaire, Extrabudgétaire et Sécurité Soc.) format MSPF 2001-2014	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2013-2016	TOFEs 2013-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	17 au 28 août 2018	Date: 3-14.12.2018 (LTX: 2 STX)	Vincent Marie	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	0,0	2,0	4,0	
Congo	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Comptes nationaux provisoires Formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2017 sont disponibles	Les comptes nationaux sont formés au SCN 2008 et aux comptes nationaux provisoires	Nombre de personnes formées	09 au 20 juillet 2018	Novembre 2018		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Comptes annuels
Congo	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui aux travaux de passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	Les nomenclatures et la liste des sources	Les comptables nationaux sont formés à l'adaptation des nomenclatures	Nombre de personnes formées	05 au 16 novembre 2018	Mars 2018		1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	Comptes annuels
Gabon	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mission STX d'assistance au renforcement du contrôle à destination des marchandises exonérées	Une instruction-cadre sur le contrôle des marchandises exonérées est disponible	Les contrôles a posteriori contribuent plus efficacement aux respects des règles douanières	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	11 au 22 juin 2018	10 au 21 septembre 2018	Georges Claustres	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS

Zone d'intervention	Domaine	Objectif	Activité	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Date prévisionnelle	Date de réalisation	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints/Commentaires
										Prévues				Utilisées				
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
										Bureau	Site			Bureau	Site			
Gabon	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission STX d'assistance aux activités d'enquêtes et de recherches	Des méthodes et outils de recherche et de traitement des informations sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales	9 au 20 juillet 2018	8 au 19 octobre 2018	Patrick Fossat	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Gabon	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une meilleure couverture des risques de fraudes fiscales	8 au 12 octobre 2018	10 au 14 septembre 2018		0,5	1,0	0,0	1,5	0,5	1,0	0,0	1,5	1,0
Gabon	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX+STX d'assistance aux activités de recouvrement des arriérés fiscaux	Des programmes détaillés de recouvrement des arriérés sont élaborés	Une plus grande proportion de contribuables respecte leurs obligations fiscales de paiement	Le nombre de contribuables qui respectent leurs obligations fiscales suivant les délais légaux croît progressivement	3 au 14 décembre 2018			0,5	2,0	2,0	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée suite à la programmation de deux missions du siège au Cameroun en décembre et au Gabon en novembre.
Gabon	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission HQ LTX+STX d'assistance aux activités de recouvrement des arriérés fiscaux	Des programmes détaillés de recouvrement des arriérés sont élaborés	Une plus grande proportion de contribuables respecte leurs obligations fiscales de paiement	Le nombre de contribuables qui respectent leurs obligations fiscales suivant les délais légaux croît progressivement		12 au 22 novembre 2018					0,0	0,5	1,0	8,0	9,5	Nouvelle activité du siège. Le conseiller résident d'AFIC y participe pendant une semaine. Un staff du siège mène la mission accompagné de 3 experts court terme.
Gabon	Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Visite professionnelle d'immersion pour cadres de l'administration gabonaise en Ile Maurice	L'administration gabonaise s'est appropriée des meilleures pratiques d'une agence semi-autonome.	L'organisation mise en place permet une mise en oeuvre efficace des stratégies et réformes	L'administration fiscale et douanière gabonaise est plus efficace.	8 au 12 octobre 2018	Novembre 2018		0,5	1,0	0,0	1,5	0,5	0,0	0,0	0,5	4 cadres douanes et 4 cadres impôts.
Gabon	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une meilleure couverture des risques de fraudes fiscales	04 au 08 mars 2019	04 au 08 mars 2019		0,5	1,0	0,0	1,5	0,5	1,0	0,0	1,5	
Gabon	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Approfondissement des processus d'élaboration des cadres macroéconomiques et budgétaires et Analyse de sensibilité macro-budgétaire	Rapport de mission incluant une taxonomie des chocs macroéconomiques et élaboration des scénarios alternatifs	Les acteurs sont sensibilisés sur les méthodes d'identification et de suivi des risques macro-budgétaires	PEFA PI14.3	07 au 18 Janvier 2019	07 au 18 Janvier 2019		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
Gabon	Gestion de dette publique	Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme	Assistance Technique sur la SDMT - Mission conjointe FMI/AFIC	Rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Un premier document s.d.m.t à annexer à la Loi de Finances est produit.	Octobre 2018	Novembre 2018	Patrick Van der Wansem	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
Gabon	Gestion de dette publique	Renforcer les capacités en termes d'Analyse de Viabilité de la Dette	Atelier conjoint AFC/SPR sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette AVD-PAM	Support de formation	Les agents se sont familiarisés au processus et à l'outil AVD-PAM. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Le nombre de cadres formés	Février 2019	25 février au 08 mars 2019	A identifier	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
GABON	Gestion des finances publiques Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Visite d'étude dans un pays sur le suivi des établissements publics	Rapports de mission	Amélioration de la tutelle financière des Etablissements publics	PEFA PI6	Novembre 2018	Novembre 2018		1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Propositions de FAD - Sénégal ou Côte d'Ivoire
Gabon	Gestion des finances publiques Comptabilité	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration des la qualité des informations comptables	Etat de rapprochement	Apurement des comptes d'attente	PEFA 27-2	Septembre 2018	8 au 19 octobre 2018		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
Gabon	Gestion des finances publiques Comptabilité	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de familiarisation de la gestion de trésorerie	Modalités de consolidation	Centralisation quotidienne des soldes de trésorerie dans le CLUT	PEFA 21-1	Décembre 2018	Décembre 2018		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
Gabon	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	TOFE annuels des exercices 2013-2016 (Sous-secteurs Administration Centrale Budgétaire, Extrabudgétaire et Sécurité Soc) format MSPF 2001-2014	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2012-2016	TOFE 2012-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	4 au 15 mars 2019	Date: 12-23.11.2018 (2 LTX: 2 STX)	Vincent Marie/ Andre Moukoko (ECT Apprenti, on 01 budget)	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS

Zone d'intervention	Domaine	Objectif	Activité	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Date prévisionnelle	Date de réalisation	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints/Commentaires
										Prévues				Utilisées				
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site															
Gabon	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Comptes nationaux provisoires Formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2017 sont disponibles	Les comptables nationaux sont formés au SCN 2008 et aux comptes nationaux provisoires	Nombre de personnes formées	6 au 17 août 2018	28 Mai au 08 Juin 2018		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Comptes annuels
Gabon	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Mise en place des indicateurs infra-annuels	Rapport de la visite	Acquisition de connaissances	Nombre de personnes formées	04 au 15 février 2019	3 au 7 septembre 2018		1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Deux cadres par pays
Gabon	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Mise en place des indicateurs infra-annuels	PI / IPI, ICA, etc.	Les statisticiens d'enquête sont formés à la production de l'IPI / IPII	Nombre de personnes formées	18 au 29 mars 2018	Décembre 2018		1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	Comptes trimestriels
Guinée équatoriale	Administration douanière	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Mission STX d'assistance à la modernisation des procédures douanières et de modernisation des services douaniers	Les projets de textes de modernisation de l'organisation des services et des procédures douanières sont disponibles	Les procédures douanières sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les procédures douanières alignées aux meilleures pratiques internationales sont élaborées, appliquées et diffusées	10 au 21 septembre 2018	8 au 19 Octobre 2018	Fanny Euran	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Guinée équatoriale	Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Mission LTX + STX d'assistance à la modernisation des procédures fiscales	Les projets de textes de modernisation des procédures fiscales sont disponibles sur le site web de l'administration fiscale	Les procédures fiscales sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les procédures fiscales alignées aux meilleures pratiques internationales sont élaborées, appliquées et diffusées	14 au 25 janvier 2019	7 au 18 mai 2018	Carlos Ocaso	0,5	2,0	2,0	4,5	0,5	2,0	2,0	4,5	
Guinée équatoriale	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission STX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une meilleure couverture des risques de fraudes fiscales	11 au 22 février 2019	22 octobre au 2 novembre 2018	Paulo S. Dos Santos	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Guinée équatoriale	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement de la fonction macro-budgétaire	Rapport de mission	Programme d'actions pour le renforcement de la fonction macrobudgétaire	PEFA PI 14	28 mai au 08 juin 2018	14 au 22 juin 2018	Hugo Juan Ramon	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
Guinée équatoriale	Gestion des finances publiques Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier sur le nouveau cadre harmonisé et les modalités de mise en œuvre.	La documentation sur les thèmes de l'atelier	Les acteurs sensibilisés sur les défis à relever	PEFA PI-5	5 au 9 novembre 2018	19 au 24 Novembre 2018	A déterminer	2,0	1,0	1,0	4,0	2,0	1,0	1,0	4,0	
Guinée équatoriale	Gestion des finances publiques Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Mission diagnostic avec FAD	A déterminer	A déterminer	A déterminer	Avril 2019	Avril 2019		2,0	2,0	8,0	12,0	2,0	2,0	8,0	12,0	Mission du siège financée par AFC.
Guinée équatoriale	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	TOFE annuel expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration du TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	L'équipe du TOFE élabore un TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	29 octobre au 2 novembre 2018	29 octobre au 9 novembre 2018	Ivana (Staff on 01 budget)	1,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
Guinée équatoriale	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	TOFE annuel expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration du TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	L'équipe du TOFE élabore un TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	Date: 25.02-01.03.2019 (15TX)	Date: 25.02-01.03.2019 (15TX)	Isma Zarco	1,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	1,0	2,0	
Guinée équatoriale	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui aux travaux de passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	Les nomenclatures et la liste des sources	Les comptables nationaux sont formés à l'adaptation des nomenclatures	Nombre de personnes formées	18 au 29 mars 2019	19 au 30 novembre 2018		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Comptes annuels
République Centrafricaine	Administration douanière	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Mission STX d'assistance à la modernisation des procédures de recouvrement des recettes douanières	Le projet d'instruction-cadre des procédures douanières et de recouvrement des recettes est validé et diffusé	Les procédures douanières sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les procédures douanières alignées aux meilleures pratiques internationales sont élaborées, appliquées et diffusées	18 au 29 juin 2018	03 au 14 décembre 2018	Georges Claustres	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS

Zone d'intervention	Domaine	Objectif	Activité	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Date prévisionnelle	Date de réalisation	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints/Commentaires
										Prévues				Utilisées				
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site															
République Centrafricaine	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX et STX d'assistance technique au renforcement de la direction des moyennes entreprises et l'informatisation des indicateurs de performance	le portefeuille des moyennes entreprises accroît progressivement	L'organisation mise en place permet une mise en oeuvre efficace des stratégies et réformes	organisation des moyennes entreprises contribue à la mobilisation des ressources fiscales	10 au 21 septembre 2018	10 au 21 décembre 2018		0,5	2,0	2,0	4,5	0,5	2,0	2,0	4,5	
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Redynamisation des processus de cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen terme (dispositifs et modèles)	Rapport de mission incluant un projet de programme pluriannuel d'AT pour le renforcement de la fonction macro-budgétaire	Programme d'actions pour le renforcement de la fonction macrobudgétaire	PEFA P14	2 au 13 juillet 2018	9 au 20 juillet 2018	Marc Philip	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Recrutement d'une personne ressource supplémentaire approuvée par le Coordonnateur (1/4 de STX).
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Organisation d'une mission d'études sur le dispositif institutionnel et technique de cadrage macroéconomique et budgétaire	Rapports de stage	Les recommandations sont formulées pour améliorer les dispositifs des pays	Les réformes sont approuvées et mises en place par les autorités	Mai 2018	3 au 14 décembre 2018		1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Quatre cadres centrafricains auprès de leur homologues du Burkina Faso
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Elaboration d'un CBMT	Rapport de mission	Un outil d'élaboration du CBMT est conçu	PEFA PI 16	25 février au 08 mars 2019	25 février au 08 mars 2019		1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
République Centrafricaine	Gestion de dette publique	Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette	Appui à l'élaboration du rapport annuel de la dette	Rapport Annuel de la Dette	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent le premier rapport annuel de la dette	Juin 2018	19 au 27 juin 2018		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
République Centrafricaine	Gestion de dette publique	Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette	Détachement de 3 cadres auprès de la Caisse Congolaise d'Amortissement	Meilleure maîtrise du SYGADE	Capacité à mieux exploiter la base des données de la dette			24 au 28 septembre 2018		0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	1,0	NOUVELLE ACTIVITE - Détachement de 4 cadres du Ministère des finances de la RCA auprès de leurs homologues du Congo.
République Centrafricaine	Gestion de dette publique	Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	Décembre 2018	14 au 25 janvier 2019	Alessandro Scipioni	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
République Centrafricaine	Gestion de dette publique	Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette	Appui à l'élaboration d'un manuel de procédures des opérations de gestion de la dette publique	Manuel de procédures et rapport de mission	Les autorités disposent d'un guide à l'exécution des actes d'endettement et de gestion des opérations de la dette publique.	Elaboration d'un manuel de procédures de la dette	Février 2019	21 au 29 novembre 2018	A identifier	2,0	0,0	2,0	4,0	2,0	0,0	2,0	4,0	
République Centrafricaine	Gestion des finances publiques Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Mise en place des plans d'engagement	Les états de plafonds des dépenses dans le système d'information	Amélioration de la prévisibilité infra annuelle de l'exécution du budget	PEFA- PI 21	10 au 21 septembre 2018	4 au 18 décembre 2018	Ferdinand Yougbaré	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
République Centrafricaine	Gestion des finances publiques Comptabilité	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de rationalisation de la gestion de trésorerie	Modalités de consolidation	Centralisation quotidienne des soldes de trésorerie dans le CUT	PEFA 21-2	Octobre 2018	15 au 26 octobre 2018	ROUMEGAS	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
République Centrafricaine	Gestion des finances publiques Comptabilité	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration des la qualité des informations comptables	Etats de rapprochement bancaires	Rapprochements bancaires réguliers et explication des divergences	PEFA 27-1	Janvier 2019	Janvier 2019	WAZOUMI	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
République Centrafricaine	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	TOFE annuels des exercices 2012-2016 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire) format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2012-2016	TOFEs 2012-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	12 au 23 novembre 2018	25 au 29 juin 2018	Issa Sawadogo/ Saturnin Ipodo (ECT Apprenti, on 01 budget)	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
République Centrafricaine	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Comptes nationaux provisoires Formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2017 sont disponibles	Les comptes nationaux sont formés au SCN 2008 et aux comptes nationaux provisoires	Nombre de personnes formées	10 au 21 décembre 2018	24 septembre au 5 octobre 2018		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	0,0	0,0	3,0	Comptes annuels

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS

Zone d'intervention	Domaine	Objectif	Activité	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Date prévisionnelle	Date de réalisation	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints/Commentaires
										Prévues				Utilisées				
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site															
République Centrafricaine	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui aux travaux de passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	Les nomenclatures et la liste des sources	Les comptables nationaux sont formés à l'adaptation des nomenclatures	Nombre de personnes formées	04 au 15 mars 2019	04 au 15 mars 2019		2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Comptes annuels
République Démocratique du Congo	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mission STX d'assistance au renforcement du contrôle à destination des marchandises exonérées	Une instruction-cadre sur le contrôle à destination des marchandises exonérées est disponible	Les contrôles a posteriori contribuent plus efficacement aux respects des règles douanières	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	09 au 20 Juillet 2018	09 au 20 Juillet 2018	Ahmed Bolli	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
République Démocratique du Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une meilleure couverture des risques de fraudes fiscales	09 au 20 juillet 2018	09 au 20 juillet 2018		0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
République Démocratique du Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission STX d'assistance technique au renforcement de la Gestion de la TVA	Un plan d' action pour l' amélioration de la Gestion de la TVA est élaboré	des plans pour la modernisation de la gestion de la TVA sont développés	la gestion de la TVA est renforcée, le processus de remboursement de la TVA est retabli		Janvier 2019	Jacques Carre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	2,0	2,5	Nouvelle activité
République Démocratique du Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Diagnostic du modèle MCMB et identification des besoins de la fonction macro-budgétaire	Rapport de mission	Diagnostic des fonctionnalités du modèle MCMB et programme d'actions pour le renforcement de la fonction macrobudgétaire	PEFA PI14	18 au 29 juin 2018	30 juillet au 10 août 2018	Rolf Meier	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
République Démocratique du Congo	Gestion de dette publique	Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette	Détachement des cadres	Amélioration du cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette			Juillet 2018			1,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ACTIVITE ANNULEE - Détachement de 4 cadres du Ministère des finances de la RDC auprès de Direction générale du Trésor du Cameroun
République Démocratique du Congo	Gestion de dette publique	Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme	Assistance/Formation sur la SDMT	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays		Aout 2018	27 aout au 05 septembre 2018		1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
République Démocratique du Congo	Gestion des finances publiques Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Mise en place des Projets annuels de performance et suivi des affectations à l'intérieur du budget général	les informations relatives aux allocations de ressources sur la base des politiques et des performances sont disponibles	Documentation budgétaire conforme à la loi relative à la loi de finances	PEFA PI-8	17 au 29 juillet 2018	3 au 7 Septembre 2018	Daniel Tommasi et Wilfried mangala Nzamba	2,0	2,0	4,0	8,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
République Démocratique du Congo	Gestion des finances publiques Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Mise en place des Projets annuels de performance et suivi des affectations à l'intérieur du budget général	les informations relatives aux allocations de ressources sur la base des politiques et des performances sont disponibles	Documentation budgétaire conforme à la loi relative à la loi de finances	PEFA PI-8		Février 2019	Daniel Tommasi et Wilfried mangala Nzamba	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	2,0	4,0		
République Démocratique du Congo	Gestion des finances publiques Comptabilité	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Fiabilisation des comptes	Etat de rapprochement	Ajournement des comptes d'attente	PEFA 27-2	Octobre 2018	Mars 2019		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Révision de la réglementation prudentielle qualitative de la BCC	(i) Aide-mémoire détaillé comportant les suggestions de modifications à apporter aux dispositions réglementaires dans les domaines considérés. (ii) Rapport de mission	Préparation avancée de la révision des instructions (à finaliser par la BCC)	(i) Liste des suggestions de modification ou de complément à la réglementation. (ii) Recommandations du rapport de mission	28 mai - 08 juin 2018	28 mai au 08 juin 2018	STX BOUCHARD, Jean-François	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Demande prioritaire et urgente de la BCC.
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Révision de la réglementation prudentielle qualitative de la BCC	(i) Aide-mémoire détaillé comportant les suggestions de modifications à apporter aux projets d'instructions finalisés par la BCC. (ii) Rapport de mission	Finalisation de la révision des instructions de la BCC avant leur validation par le gouverneur de la BCC	(i) Projets d'instructions corrigés ou commentés. (ii) Recommandations du rapport de mission	03-14 septembre 2018	03 au 14 septembre 2018	STX BOUCHARD, Jean-François	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Demande prioritaire de la BCC. En cas de suspension de la mission en RDC par la Sécurité du FMI : prévoir l'organisation d'un atelier de travail délocalisé réduit à une semaine à Libreville, Gabon (ou à Brazzaville, Congo, si possible), plus une semaine de travail à domicile par le STX pour finaliser les livrables.
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Renforcement des capacités des superviseurs bancaires de la BCC	Support de formation, Rapport de mission	Les nouveaux superviseurs de la BCC ont acquis la capacité à exercer leurs fonctions opérationnelles selon les normes internationales.	Méthodologie contenue dans les supports de formation	01-12 avril 2019	11 au 22 mars 2019	STX Bouchard, Jean-François	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Nouvelle activité suite à la lettre de la BCC du 01 février 2018. Mission venant en substitution de celle initialement consacrée (i) à la formation des auditeurs informatiques et (ii) à l'évaluation des conditions préalables à l'élaboration d'un cadre de régulation des services de paiement. Ce changement est demandé par la BCC (lettre du 01 février 2018).

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS

Zone d'intervention	Domaine	Objectif	Activité	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Date prévisionnelle	Date de réalisation	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints/Commentaires
										Prévues				Utilisées				
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site															
République Démocratique du Congo	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Visite d'apprentissage entre pairs au Sénégal	Projet de manuel de procédures d'élaboration des SFPs sur base de la Balance Générale des Comptes du Trésor.	Maîtrise de l'outil d'élaboration du TOFE sur base la Balance Générale des Comptes du Trésor.	Visite de 5 cadres congolais au Tchad	25 au 29 mars 2019	5 au 9 novembre 2018		1,0	0,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	3,0	
République Démocratique du Congo	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Projets des TOFE annuels des exercices 2012-2016 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire) format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2012-2016	TOFEs 2012-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	16 au 27 juillet 2018	18 au 29 mars 2019	Denis Besnard/ Cedrick Kazadi (ECT Apprenti, on 01 budget)	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
République Démocratique du Congo	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Comptes nationaux provisoires Formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2017 sont disponibles	Les comptables nationaux sont formés au SCN 2008 et aux comptes nationaux provisoires	Nombre de personnes formées	23 juillet au 03 aout 2018	23 juillet au 03 aout 2018		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Comptes annuels
Sao Tomé-et-Principe	Administration douanière	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Mission STX d'assistance à la modernisation des procédures douanières et de modernisation des services douaniers	Les projets de textes de modernisation de l'organisation des services et des procédures douanières sont disponibles	Les procédures douanières sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les procédures douanières alignées aux meilleures pratiques internationales sont élaborées, appliquées et diffusées	12 au 24 novembre 2018	21 mai au 1 juin 2018	Gilles Parent	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Sao Tomé-et-Principe	Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Mission LTX et STX d'assistance à la mise en place de la segmentation des entreprises fiscales	Les projets de textes portant création de la DGE et du CIME sont adoptés	L'organisation mise en place permet une mise en oeuvre efficace des stratégies et réformes	Les structures de gestion des contribuables par segment sont mises en place	3 au 14 novembre 2018	17 au 28 septembre 2018	Carlos Occaso	0,5	2,0	2,0	4,5	0,5	2,0	2,0	4,5	
Sao Tomé-et-Principe	Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Mission STX d'assistance à la modernisation des procédures fiscales	Les projets de textes de modernisation des procédures fiscales sont disponibles sur le site web de l'administration fiscale	Les procédures fiscales sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les procédures fiscales alignées aux meilleures pratiques internationales sont élaborées, appliquées et diffusées	6 au 17 aout 2018	10 au 21 décembre 2018	Roland Atanga	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Sao Tomé-et-Principe	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement de la fonction macro-budgétaire	Rapport de mission	Programme d'actions pour le renforcement de la fonction macrobudgétaire	PEFA PI14	03 au 14 septembre 2018	03 au 14 septembre 2018	Ana de Albuquerque	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	2,0	4,0	
Sao Tomé-et-Principe	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement du suivi de la conjoncture et élaboration d'un modèle simple de prévision macroéconomique	Rapport de mission et un outil simple de projection des 4 comptes macroéconomiques	Des indicateurs de hautes fréquences ainsi qu'une maquette simple de projections macroéconomiques sont élaborés	PEFA PI14	14 au 25 janvier 2019	14 au 25 janvier 2019	Ana de Albuquerque (From Colombie)	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
Sao Tomé-et-Principe	Gestion de dette publique	Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette	Formation de base sur la gestion du portefeuille de la dette publique	Support de formation	Les agents sont mieux outillés pour gérer la dette et mener une analyse financière du portefeuille de la dette.	Le nombre de cadres formés	28 mai au 01 juin 2018	28 mai au 01 juin 2018		1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Prévoir la prise en charge par AFC de la logistique pour l'atelier pays.
Sao Tomé-et-Principe	Gestion de dette publique	Développer le marché domestique de la dette intérieure	Appui au développement du marché des titres publics	Support de formation et Rapport de mission	Les réformes sont identifiées et les agents se sont familiarisés au processus de programmation et d'émission des titres publics	Un plan d'action est élaboré	Aout 2018	10 au 14 décembre 2018		1,5	2,0	2,0	5,5	1,5	2,0	0,0	3,5	Prévoir la prise en charge par AFC de la logistique pour l'atelier pays
Sao Tomé-et-Principe	Gestion de dette publique	Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette	Réforme du cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette publique	Rapport de mission incluant le projet de textes des réformes	Le plan d'action identifié est mis en application et les textes des réformes sont élaborés.	Les réformes sont approuvées et mises en place par les autorités	Février 2019	26 octobre au 2 novembre 2018		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
Sao Tomé-et-Principe	Gestion des finances publiques Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Mise en place des plans d'engagement des dépenses	Les états de plafonds des dépenses dans le système d'information	Amélioration du contrôle de l'exécution du budget	PEFA - PI-21	6 au 17 aout 2018	Janvier 2019	A déterminer	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	
Sao Tomé-et-Principe	Gestion des finances publiques Comptabilité	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité et de la fiabilité des informations financières	Etats de rapprochement bancaires	Rapprochements bancaires réguliers et explication des divergences	PEFA 27-1	Janvier 2019	Janvier 2019	A définir avec FAD	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS

Zone d'intervention	Domaine	Objectif	Activité	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Date prévisionnelle	Date de réalisation	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints/Commentaires
										Prévues				Utilisées				
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
										Bureau	Site			Bureau	Site			
Sao Tomé-et-Principe	Régulation et supervision bancaires	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Révision de la réglementation prudentielle qualitative de la BCSTP	(i) Aide-mémoire détaillé comportant les suggestions de modification et de complément des dispositions réglementaires existantes dans les domaines considérés. (ii) Rapport de mission	Préparation avancée de la révision des instructions (à finaliser par la BCSTP)	(i) Liste des suggestions de modification ou complément de la réglementation existante. (ii) Recommandations du rapport de mission	07-18 mai 2018	07-18 mai 2018	STX ONISHI, Nancy	1,5	2,0	2,0	5,5	1,5	2,0	2,0	5,5	Besoin prioritaire de la BCSTP (vu en mission de décembre 2017). Exigence de AFRSTP et de MCMFR de recruter un STX lusophone.
Sao Tomé-et-Principe	Régulation et supervision bancaires		Renforcement des outils du contrôle permanent de la BCSTP pour la supervision basée sur les risques	Aide-mémoire détaillé des éléments utiles à l'établissement de l'instrument (typologie des risques, critères d'analyse, mode opératoire...)	Structuration des modes opératoires de la notation des banques selon l'approche de supervision basée sur les risques (à finaliser par la BCSTP).	(i) Éléments méthodologiques contenus dans l'aide-mémoire. (ii) Recommandations du rapport de mission	03-14 décembre 2018	03-14 décembre 2018	STX à déterminer (lusophone), à la demande du HQ	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Besoin exprimé par la BCSTP (mission de décembre 2017). La documentation utile de la BCSTP devra préalablement être traduite du portugais en français : budget AFRITAC à prévoir. Exigence de AFRSTP et de MCMFR de recruter un STX lusophone.
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	TOFE annuel expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration du TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	L'équipe du TOFE élabore un TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	3 au 7 septembre 2018	Décembre 2018	Sergio Branco	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0	
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	TOFE annuel expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration du TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	L'équipe du TOFE élabore un TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	4 au 8 février 2018	Date: 28.2-13.2019 (1 STX)	Sergio Branco	1,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	1,0	2,0	
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Comptes nationaux provisoires Formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2017 sont disponibles	Les comptes nationaux sont formés au SCN 2008	Nombre de personnes formées	18 au 29 juin 2018	18 au 29 juin 2018		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	0,0	0,0	3,0	Comptes annuels
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Comptes nationaux provisoires Formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2017 sont disponibles (suite)	Les comptes nationaux sont formés au SCN 2008	Nombre de personnes formées	12 au 23 novembre 2018	14 au 25 janvier 2019		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Comptes annuels
Séminaires régionaux et cours	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Séminaire régional sur la programmation et la conduite des contrôles a posteriori	Une instruction-cadre sur la programmation et l'exécution des contrôles a posteriori est disponible	Les contrôles douaniers contribuent plus efficacement aux respects des règles douanières	Le nombre de contrôle douanier a posteriori augmente progressivement	5 au 10 novembre 2018	10 au 15 février 2019	Gilles Parent, Georges Claustres	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	2,0	3,5	Lieu : Yaoundé
Séminaires régionaux et cours	Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Séminaire interrégional conjoint AFC/ APW1/ ISORA	Le taux de completion de la plateforme ISORA est de 100% pour les pays membres	Les capacités de réforme augmentent à cause d'une vraie stratégie de réforme et d'un cadre stratégique de gestion adopté et institutionnalisé	Les indicateurs clés de performance sont établis, régulièrement rapportés et contrôlés	18 au 22 juin 2018	28 mai au 1 juin 2018		0,5	1,0	0,0	1,5	0,5	1,0	0,0	1,5	Lieu : Abidjan
Séminaires régionaux et cours	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Séminaire régional sur la TVA	une instruction cadre sur la gestion performante de la TVA est élaborée	les projets de texte de modernisation pour une gestion performante de la TVA sont élaborés et diffusés	les indicateurs de performance de la TVA sont établis, régulièrement rapportés et contrôlés	14 au 19 janvier 2019	22 au 26 octobre 2018	Gerard Chambas	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	1,0	2,5	Lieu : Libreville
Séminaires régionaux et cours	Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	18 au 22 mars 2019	18 au 22 mars 2019		0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	Lieu : Ebène
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Séminaire sur les risques macrobudgétaires	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Les capacités des participants sont renforcées	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation). duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2018-19 (CMR, GAB)	24 au 28 septembre 2018	27 au 31 août 2018	Adrien Tenne et Julien Dubertret	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Lieu : Brazzaville
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Cours régional sur l'analyse et la prévision budgétaire (APB)	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	15 au 26 avril 2019	15 au 26 avril 2019		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Lieu à confirmer. Cours ICD - Dates à confirmer avec ATI
Séminaires régionaux et cours	Gestion de dette publique	Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme	Séminaire régional sur l'élaboration du plan de financement	Support de formation	Les agents se sont formés sur les bonnes pratiques en termes d'élaboration du plan annuel de financement	Un draft de plan de financement est produit	16 au 20 juillet 2018	16 au 20 juillet 2018	SCIPIONI + Jean-Luc Steylaers	2,0	1,0	1,0	4,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Lieu : Libreville

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS

Zone d'intervention	Domaine	Objectif	Activité	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Date prévisionnelle	Date de réalisation	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints/Commentaires
										Prévues				Utilisées				
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
										Bureau	Site			Bureau	Site			
Séminaires régionaux et cours	Gestion de dette publique	Renforcer les capacités en termes d'Analyse de Viabilité de la Dette	Séminaire régional conjoint AFIC-SPR sur la viabilité et gestion de la dette dans les pays à faible revenu (AVD-PFR)	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	21 au 25 mai 2018	21 au 25 mai 2018		0,0	1,0	0,0	1,0	0,0	1,0	0,0	1,0	Lieu : Libreville
Séminaires régionaux et cours	Gestion des finances publiques Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire conjoint avec AFW1 sur la gestion des investissements publics	Documentation du séminaire	Programmation et planification des investissements plus crédibles	PEFA PI 11.3	26 au 30 novembre 2018	28 Janvier au 1 Février 2019	A déterminer	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0	Lieu : Libreville
Séminaires régionaux et cours	Gestion des finances publiques Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire sur le contrôle interne et la comptabilité-matière	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des acteurs en charge du suivi budgétaire et comptable, et de la dette	Rapport général du séminaire	15 au 20 Octobre 2018	5 au 9 Novembre 2018	A déterminer	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0	Lieu : Libreville
Séminaires régionaux et cours	Gestion des finances publiques Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : Budgetisation axée sur les inégalités (Genre)	Identification des déterminants de la budgétisation axée sur le genre.	Sensibilisation sur pré requis et les accompagnements aux services	Rapport général du séminaire	5 au 10 Février 2019	4 au 7 mars 2019	A déterminer	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0	Lieu : Malabo
Séminaires régionaux et cours	Gestion des finances publiques Comptabilité	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire conjoint avec AFW1 sur la gestion des investissements publics	Documentation du séminaire	Partage des expériences	Rapport général du séminaire	26 au 30 novembre 2018	28 Janvier au 1 Février 2019		1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0	Lieu : Libreville
Séminaires régionaux et cours	Gestion des finances publiques Comptabilité	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire sur l'optimisation du compte unique du trésor	Le CUT compte unique du trésor, instrument de consolidation des soldes de trésorerie	Les actions à entreprendre pour optimiser le CUT	Rapport général du séminaire	16 au 21 Décembre 2018	16 au 21 Décembre 2018		1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0	Lieu : Libreville
Séminaires régionaux et cours	Gestion des finances publiques Comptabilité	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : Budgetisation axée sur le Genre	Identification des déterminants de la budgétisation axée sur le genre.	Sensibilisation sur pré requis et les accompagnements aux services	Rapport général du séminaire	5 au 10 Février 2019	4 au 7 mars 2019		1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0	Lieu : Malabo
Séminaires régionaux et cours	Régulation et supervision bancaires	Mieux utiliser les ressources dédiées à la supervision afin de contrôler plus efficacement les risques inhérents au système bancaire	Séminaire régional sur la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques (SREP)	(i) Supports des présentations. (ii) Rapport de mission	(i) Renforcement des capacités dans les domaines considérés. (ii) Définition de recommandations afin d'améliorer le cadre de régulation et de supervision des autorités	(i) Evaluations du séminaire par les participants. (ii) "Feuille de route" communiquée aux participants	09-13 juillet 2018	09-13 juillet 2018	STX NORMAND, Jean-Charles	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Lieu : Libreville. Prévoir 4 jours de préparation pour le STX en raison du temps nécessaire pour réaliser les PPT, sur la base : 1 jour de présentation = 1 jour de préparation.
Séminaires régionaux et cours	Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Séminaire régional sur la gouvernance des banques et la transparence financière	(i) Supports des présentations. (ii) Rapport de mission	(i) Renforcement des capacités dans les domaines considérés. (ii) Définition de recommandations afin d'améliorer le cadre de régulation et de supervision des autorités	(i) Evaluations du séminaire par les participants. (ii) "Feuille de route" communiquée aux participants	28 janvier - 01 février 2019	7 au 11 janvier 2019	STX GRANBOULAN, Gérard	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Lieu : Libreville. Prévoir 4 jours de préparation pour le STX en raison du temps nécessaire pour réaliser les PPT, sur la base : 1 jour de présentation = 1 jour de préparation.
Séminaires régionaux et cours	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques financières pour la prise de décision	Séminaire régional multidisciplinaire	Projets de tables de correspondance entre les classifications des comptes de la dette publique et ceux du MDSP 2011	Travaux d'élaboration des tables de correspondance entre les classifications des comptes de la dette publique et ceux du MDSP 2011	Outil de compilation des des Statistiques de la Dette du Secteur Public	22-26 octobre 2018	22-26 octobre 2018	Philippe Sambonki, Anne Mulkay	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Lieu : Brazzaville
Séminaires régionaux et cours	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques financières pour la prise de décision	Séminaire régional sur les statistiques des finances publiques	Nouvelles versions des plans d'actions d'adoption de la méthodologie du MSFP 2001-2014	Mise à jour des plans d'actions d'adoption de la méthodologie du MSFP 2001-2014	Nouvelles versions des plans d'actions d'adoption de la méthodologie du MSFP 2001-2014, transmis à la CEMAC et/ou à AFRITAC et STA	22-26 avril 2019	22-26 avril 2019	Zarco Isma/Ivana (Staff on 01 budget)	2,0	1,0	2,0	5,0	3,0	1,0	1,0	5,0	Lieu : Libreville
Séminaires régionaux et cours	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Séminaire formation au SCN 2008 ou aux comptes nationaux trimestriels		La compréhension du système de comptabilité nationale par les cadres nationaux est renforcée	L'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants.	18 au 22 février 2019	18 au 22 février 2019		2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Lieu : Sao Tomé
Tchad	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mission STX d'assistance d'appui au renforcement du bureau de la valeur en Douane	Un plan d'action de réorganisation du bureau de la valeur et de renforcement des procédures d'évaluation de la valeur est disponible	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations	L'évaluation de la valeur en douane suivant les standards internationalement reconnus s'est améliorée	8 au 19 octobre 2018	4 au 11 novembre 2018	Ahmed Boill	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR PAYS

Zone d'intervention	Domaine	Objectif	Activité	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Date prévisionnelle	Date de réalisation	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints/Commentaires
										Prévues				Utilisées				
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
										Bureau	Site			Bureau	Site			
Tchad	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une meilleure couverture des risques de fraudes fiscales	3 au 15 septembre 2018	5 au 16 novembre 2018		0,5	2,0	2,0	4,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
Tchad	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission STX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une meilleure couverture des risques de fraudes fiscales		4 au 15 mars 2019	Philip Penanje	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	2,0	2,5	Nouvelle activité
Tchad	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des fonctionnalités des modèles de cadrages macroéconomiques et budgétaires	Rapport de mission intégrant un plan d'action pour l'appropriation et le renforcement des modèles de cadrage macroéconomiques et budgétaires	Une plus grande maîtrise de l'utilisation des modèles de cadrage macroéconomiques et budgétaires	PEFA PIT4	Aout 2018	21 janvier au 01 février 2019	Rolf Meier (From Allemagne)	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
Tchad	Gestion de dette publique	Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme	Assistance Technique sur la SDMT - Mission conjointe FMI/BM/AFIC	Rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Un premier document sdmt à annexer à la Loi de Finances est produit.	17 au 28 septembre 2018	24 septembre au 05 octobre 2018	Jean-Luc Steylaers	1,5	2,0	0,0	3,5	1,5	2,0	2,0	5,5	Mission conjointe AFC/MCM/BM
Tchad	Gestion de dette publique	Renforcer les capacités en termes d'Analyse de Viabilité de la Dette	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette AVD-PPR révisé	Support de formation	Les agents se sont familiarisés au processus et à l'outil AVD-PPR. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Le nombre de cadres formés	14 au 25 Janvier 2019	25 mars au 05 avril 2019	Jean-Luc Steylaers	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
Tchad	Gestion de dette publique	Accompagner les pays dans le développement du marché des Sukuk	AT sur l'identification des prérequis pour l'émission des SUKUK	Rapport de mission et support de formation;	Les prérequis sont identifiés, un plan d'action est élaboré et les agents se sont familiarisés au processus d'émission des SUKUK;	Un plan d'action est élaboré	18 au 29 Mars 2019	Avril 2019	A identifier	1,5	2,0	2,0	5,5	1,5	2,0	2,0	5,5	
Tchad	Gestion des finances publiques Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Mission diagnostic avec FAD	A déterminer	A déterminer	A déterminer	Janvier 2019	02 au 13 Juillet 2018		2,0	2,0	8,0	12,0	2,0	2,0	8,0	12,0	Mission du siège financée par AFC.
Tchad	Gestion des finances publiques Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite des travaux de mise place de la nouvelle nomenclature	Amélioration de la compréhension du document budgétaire	Présentation des opérations budgétaires dans la nouvelle NBE	PEFA - PI 5	22 mai au 05 juin 2018	28 Mai au 08 Juin 2018	Ferdinand Yougaré	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
Tchad	Gestion des finances publiques Comptabilité	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Modalités de consolidation	Centralisation quotidienne des soldes de trésorerie dans le CUT	PEFA 21-1	Novembre 2018	Novembre 2018	ROUMEGAS	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
Tchad	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	TOFE annuels des exercices 2012-2016 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire) format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2012-2016	TOFEs 2012-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	18 au 29 mars 2019	16 au 27 juillet 2018	Anne Mulkey	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
Tchad	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Mise en place des indicateurs infra-annuels	Maquette	Les comptes nationaux sont formés à la méthode retenue	Nombre de personnes formées	17 au 28 septembre 2018	23 Juillet au 03 Aout 2018		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Comptes trimestriels
Tchad	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Mise en place des indicateurs infra-annuels	PI / IPI, ICA, etc.	Acquisition de connaissances	Nombre de personnes formées	15 au 26 avril 2019	3 au 7 septembre 2018		1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Deux cadres par pays
Tchad	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui aux travaux de passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	Tables de chargement des sources traitées et les comptes des APU et des banques et assurances	Les comptes nationaux sont formés au traitement des sources	Nombre de personnes formées	07 au 18 janvier 2019	26 novembre au 7 décembre 2018		1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Comptes annuels

ANNEXE 2
RESSOURCES PAR DOMAINE AU 31 OCTOBRE 2018
(EN PERSONNES SEMAINES)

Pays/Domaine d'intervention	Ressources programmées			Ressources programmées			Ressources utilisées			Taux d'utilisation (en %)			
	Année fiscale 2018			Mai à octobre 2018			Mai à octobre 2018						
	Conseillers		ECT	Conseillers		ECT	Conseillers		ECT				
	Siège	Site		Siège	Site		Siège	Site					
I - MISSIONS													
Statistiques macroéconomiques	16,0	22,0	8,0	46,0	5,5	11,0	0,0	16,5	7,0	10,0	0,0	17,0	103,0
Burundi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cameroun	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Congo	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	3,0	2,0	2,0	7,0	1,0	2,0	0,0	3,0	2,0	2,0	0,0	4,0	0,0
Guinée équatoriale	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République Centrafricaine	3,0	4,0	2,0	9,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0
République Démocratique du Congo	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0
Sao Tomé-et-Principe	2,0	4,0	0,0	6,0	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0
Tchad	3,0	4,0	2,0	9,0	1,0	2,0	0,0	3,0	2,0	2,0	0,0	4,0	0,0
AFRISTAT	0,5	1,0	0,0	1,5	0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de dette publique	18,5	22,0	16,5	57,0	11,0	14,0	6,5	31,5	8,0	13,0	4,0	25,0	79,4
Burundi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cameroun	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Congo	2,0	4,0	0,0	6,0	2,0	4,0	0,0	6,0	1,0	2,0	2,0	5,0	0,0
Gabon	2,0	4,0	2,0	8,0	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée équatoriale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République Centrafricaine	4,0	2,0	4,0	10,0	1,0	2,0	0,0	3,0	2,0	2,0	0,0	4,0	0,0
République Démocratique du Congo	2,0	0,0	2,0	4,0	2,0	0,0	2,0	4,0	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0
Sao Tomé-et-Principe	3,5	6,0	4,0	13,5	2,5	4,0	4,0	10,5	2,0	4,0	0,0	6,0	0,0
Tchad	4,0	6,0	4,0	14,0	1,5	2,0	0,0	3,5	1,5	2,0	2,0	5,5	0,0
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	1,0	0,0	0,5	1,5	1,0	0,0	0,5	1,5	0,5	1,0	0,0	1,5	0,0
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	14,0	26,0	23,0	63,0	9,0	15,0	13,0	37,0	10,0	16,0	16,0	42,0	113,5
Burundi	3,0	4,0	5,0	12,0	2,5	3,0	3,0	8,5	2,5	4,0	6,0	12,5	0,0
Cameroun	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Congo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée équatoriale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République Centrafricaine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République Démocratique du Congo	3,0	6,0	6,0	15,0	2,0	4,0	4,0	10,0	2,0	4,0	4,0	10,0	0,0
Sao Tomé-et-Principe	2,5	4,0	4,0	10,5	1,5	2,0	2,0	5,5	1,5	2,0	2,0	5,5	0,0
Tchad	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	5,5	12,0	8,0	25,5	3,0	6,0	4,0	13,0	4,0	6,0	4,0	14,0	0,0
Total missions	129,0	159,0	176,5	464,5	67,0	89,0	93,5	249,5	56,0	70,5	82,0	208,5	83,6
II - SEMINAIRES ET COURS													
Administration douanière	0,5	1,0	2,0	3,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	1,5	2,0	2,0	5,5	0,5	1,0	0,0	1,5	1,0	2,0	1,0	4,0	0,0
Gestion des finances publiques	6,0	6,0	6,0	18,0	1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	3,0	3,0	2,0	8,0	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	0,0
Statistiques des finances publiques	4,0	2,0	4,0	10,0	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	2,0	1,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de dette publique	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	2,0	6,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	4,0	2,0	4,0	10,0	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	0,0
Total séminaires et cours	23,0	19,0	23,0	65,0	9,5	7,0	8,0	24,5	9,0	7,0	9,0	25,0	102,0
TOTAL MISSIONS + SEMINAIRES ET COURS (I+II)	152,0	178,0	199,5	529,5	76,5	96,0	101,5	274,0	65,0	77,5	91,0	233,5	85,2

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE

Domaine	Zone d'intervention	Objectif	Activité	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Date prévisionnelle	Date de réalisation	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints/Commentaires
										Prévues				Utilisées				
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site															
Administration douanière	Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mission STX d'assistance à la modernisation de la procédure douanière	Une instruction-cadre pour la modernisation des procédures douanières	Les opérateurs du commerce extérieur respectent mieux leurs obligations déclaratives et de paiement	Les procédures de suivi et d'appurement du transit douanier sont alignées aux meilleures pratiques internationales	4 au 15 mars 2019	Mars 2019	Gilles Parent	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Mission délocalisée à Libreville.
Administration douanière	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mission STX d'assistance au renforcement du contrôle à destination des marchandises exonérées	Une instruction-cadre sur le contrôle à destination des marchandises exonérées est disponible	Les contrôles a posteriori contribuent plus efficacement aux respects des règles douanières	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	7 au 18 mai 2018	9 au 20 juillet 2018	Johanne Russell	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Administration douanière	CEMAC	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Mission STX d'assistance à la rédaction de textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé	Des projets de textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisés sont rédigés	Les procédures douanières telle que prévue par le code des douanes de la CEMAC révisé sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé contiennent des procédures modernes et alignées aux meilleures pratiques internationales	4 au 12 juin 2018	Décembre 2018	Alain Charlet, Christian Bremsersch	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Revue de textes à distance
Administration douanière	CEMAC	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Mission STX d'assistance à la rédaction de textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé	Des projets de textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisés sont rédigés	Les procédures douanières telle que prévue par le code des douanes de la CEMAC révisé sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé contiennent des procédures modernes et alignées aux meilleures pratiques internationales		Décembre 2018					0,0	0,5	0,0	2,0	2,5	Nouvelle activité - Participation d'un expert court terme au séminaire de validation des textes douaniers de la CEMAC.
Administration douanière	CEMAC	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Mission STX d'assistance à la rédaction de textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé	Les textes d'application du code des douanes de la CEMAC sont validés et un plan de communication approuvé	Les procédures douanières telles que prévues par le code des douanes de la CEMAC révisé sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les textes d'application du code des douanes de la CEMAC révisé contiennent des procédures modernes et alignées aux meilleures pratiques internationales	3 au 12 septembre 2018	Novembre 2018	Alain Charlet, Christian Bremsersch	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Revue de textes à distance
Administration douanière	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mission STX d'assistance d'appui au renforcement du bureau de la valeur en Douane	Un plan d'action de réorganisation du bureau de la valeur et de renforcement des procédures d'évaluation de la valeur est disponible	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations	L'évaluation de la valeur en douane suivant les standards internationalement reconnus s'est améliorée	14 au 25 mai 2018	15 au 26 octobre 2019	Ginette Barker	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Administration douanière	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mission STX d'assistance au renforcement du contrôle à destination des marchandises exonérées	Une instruction-cadre sur le contrôle à destination des marchandises exonérées est disponible	Les contrôles a posteriori contribuent plus efficacement aux respects des règles douanières	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	11 au 22 juin 2018	10 au 21 septembre 2018	Georges Claustres	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Administration douanière	Guinée équatoriale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Mission STX d'assistance à la modernisation des procédures douanières et de modernisation des services douaniers	Les projets de textes de modernisation de l'organisation des services et des procédures douanières sont disponibles	Les procédures douanières sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les procédures douanières alignées aux meilleures pratiques internationales sont élaborées, appliquées et diffusées	10 au 21 septembre 2018	8 au 19 octobre 2018	Fanny Euran	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Administration douanière	République Centrafricaine	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Mission STX d'assistance à la modernisation des procédures et de recouvrement des recettes douanières	Le projet d'instruction-cadre des procédures douanières et de recouvrement des recettes est validé et diffusé	Les procédures douanières sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les procédures douanières alignées aux meilleures pratiques internationales sont élaborées, appliquées et diffusées	18 au 29 juin 2018	03 au 14 décembre 2018	Georges Claustres	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Administration douanière	République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mission STX d'assistance au renforcement du contrôle à destination des marchandises exonérées	Une instruction-cadre sur le contrôle à destination des marchandises exonérées est disponible	Les contrôles a posteriori contribuent plus efficacement aux respects des règles douanières	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	09 au 20 juillet 2018	09 au 20 juillet 2018	Ahmed Boilli	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Administration douanière	Sao Tomé-et-Principe	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Mission STX d'assistance à la modernisation des procédures douanières et de modernisation des services douaniers	Les projets de textes de modernisation de l'organisation des services et des procédures douanières sont disponibles	Les procédures douanières sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les procédures douanières alignées aux meilleures pratiques internationales sont élaborées, appliquées et diffusées	12 au 24 novembre 2018	21 mai au 1 juin 2018	Gilles Parent	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Administration douanière	Séminaires régionaux et cours	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Séminaire régional sur la programmation et la conduite des contrôle a posteriori	Une instruction-cadre sur la programmation et l'exécution des contrôles a posteriori est disponible	Les contrôles douaniers contribuent plus efficacement aux respects des règles douanières	Le nombre de contrôle douanier a posteriori augmente progressivement	5 au 10 novembre 2018	10 au 15 février 2019	Gilles Parent, Georges Claustres	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	2,0	3,5	Lieu : Yaoundé
Administration douanière	Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mission STX d'assistance d'appui au renforcement du bureau de la valeur en Douane	Un plan d'action de réorganisation du bureau de la valeur et de renforcement des procédures d'évaluation de la valeur est disponible	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations	L'évaluation de la valeur en douane suivant les standards internationalement reconnus s'est améliorée	8 au 19 octobre 2018	4 au 11 novembre 2018	Ahmed Boilli	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE

Domaine	Zone d'intervention	Objectif	Activité	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Date prévisionnelle	Date de réalisation	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints/Commentaires
										Prévues				Utilisées				
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
										Bureau	Site			Bureau	Site			
Administration fiscale	Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une meilleure couverture des risques de fraudes fiscales	11 au 22 février 2019	15 au 26 avril 2019		0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
Administration fiscale	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission HQ LTX + STX d'assistance aux activités d'enquêtes et de recherches	Des méthodes et outils de recherche et de traitement des informations sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les recouvrements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales		Décembre 2018					0,0	0,5	1,0	8,0	9,5	Nouvelle activité du siège au Cameroun - Le conseiller résident participera pendant une semaine. Un staff du siège mène la mission accompagné de 3 experts court terme.
Administration fiscale	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX d'assistance aux activités d'enquêtes et de recherches	Des méthodes et outils de recherche et de traitement des informations sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les recouvrements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales	7 au 18 mai 2018	Janvier 2019		0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
Administration fiscale	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission diagnostic avec FAD	Des méthodes et outils de recherche et de traitement des informations sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les recouvrements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales	15 au 26 octobre 2018	25 juin au 06 juillet 2018	TBD	0,5	2,0	8,0	10,5	0,5	2,0	0,0	2,5	Participation du LTX à une mission du siège.
Administration fiscale	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX d'appui au renforcement de la gestion des contribuables	Des outils de surveillance/suivi des contribuables à chaque échéance sont élaborés	Une plus grande proportion de contribuables respecte leurs obligations fiscales déclaratives	Le nombre de contribuables qui respectent leurs obligations déclaratives suivant les délais légaux croît progressivement	Janvier 2018	Janvier 2019		0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
Administration fiscale	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission STX d'assistance aux activités de recouvrement des arriérés fiscaux	Des programmes détaillés de recouvrement des arriérés sont élaborés	Une plus grande proportion de contribuables respecte leurs obligations fiscales de paiement	Le nombre de contribuables qui respectent leurs obligations fiscales suivant les délais légaux croît progressivement	16 au 27 juillet 2018	22 octobre au 2 novembre 2018	William Rasoanaivo	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Administration fiscale	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission STX d'assistance aux activités d'enquêtes et de recherches	Des méthodes et outils de recherche et de traitement des informations sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les recouvrements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales	19 au 30 novembre 2018	12 au 23 novembre 2018	Bernard Limal	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Administration fiscale	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission STX d'assistance aux activités d'enquêtes et de recherches	Des méthodes et outils de recherche et de traitement des informations sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les recouvrements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales	9 au 20 juillet 2018	8 au 19 octobre 2018	Patrick Fossat	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Administration fiscale	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une meilleure couverture des risques de fraudes fiscales	8 au 12 octobre 2018	10 au 14 septembre 2018		0,5	1,0	0,0	1,5	0,5	1,0	0,0	1,5	1,0
Administration fiscale	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX-STX d'assistance aux activités de recouvrement des arriérés fiscaux	Des programmes détaillés de recouvrement des arriérés sont élaborés	Une plus grande proportion de contribuables respecte leurs obligations fiscales de paiement	Le nombre de contribuables qui respectent leurs obligations fiscales suivant les délais légaux croît progressivement	3 au 14 décembre 2018			0,5	2,0	2,0	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Activité annulée suite à la programmation de deux missions du siège au Cameroun en décembre et au Gabon en novembre.
Administration fiscale	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission HQ LTX+STX d'assistance aux activités de recouvrement des arriérés fiscaux	Des programmes détaillés de recouvrement des arriérés sont élaborés	Une plus grande proportion de contribuables respecte leurs obligations fiscales de paiement	Le nombre de contribuables qui respectent leurs obligations fiscales suivant les délais légaux croît progressivement		12 au 22 novembre 2018					0,0	0,5	1,0	8,0	9,5	Nouvelle activité du siège. Le conseiller résident d'AFC y participe pendant une semaine. Un staff du siège mène la mission accompagné de 3 experts court terme.
Administration fiscale	Gabon	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Visite professionnelle d'immersion pour cadres de l'administration gabonaise en Ile Maurice	L'administration gabonaise s'est appropriée des meilleures pratiques d'une agence semi-autonome.	L'organisation mise en place permet une mise en oeuvre efficace des stratégies et réformes	L'administration fiscale et douanière gabonaise est plus efficace.	8 au 12 octobre 2018	Novembre 2018		0,5	1,0	0,0	1,5	0,5	0,0	0,0	0,5	4 cadres douanes et 4 cadres impôts.
Administration fiscale	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une meilleure couverture des risques de fraudes fiscales	04 au 08 mars 2019	04 au 08 mars 2019		0,5	1,0	0,0	1,5	0,5	1,0	0,0	1,5	

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE

Domaine	Zone d'intervention	Objectif	Activité	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Date prévisionnelle	Date de réalisation	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints/Commentaires
										Prévues				Utilisées				
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
										Bureau	Site			Bureau	Site			
Administration fiscale	Guinée équatoriale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Mission LTX + STX d'assistance à la modernisation des procédures fiscales	Les projets de textes de modernisation des procédures fiscales sont disponibles sur le site web de l'administration fiscale	Les procédures fiscales sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les procédures fiscales alignées aux meilleures pratiques internationales sont élaborées, appliquées et diffusées	14 au 25 janvier 2019	7 au 18 mai 2018	Carlos Occaso	0,5	2,0	2,0	4,5	0,5	2,0	2,0	4,5	
Administration fiscale	Guinée équatoriale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission STX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une meilleure couverture des risques de fraudes fiscales	11 au 22 février 2019	22 octobre au 2 novembre 2018	Paulo S. Dos Santos	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Administration fiscale	République Centrafricaine	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX et STX d'assistance technique au renforcement de la direction des moyennes entreprises et l'informatisation des indicateurs de performance	le portefeuille des moyennes entreprises accroît progressivement	L'organisation mise en place permet une mise en oeuvre efficace des stratégies et réformes	L'organisation des moyennes entreprises contribue à la mobilisation des ressources fiscales	10 au 21 septembre 2018	10 au 21 décembre 2018		0,5	2,0	2,0	4,5	0,5	2,0	2,0	4,5	
Administration fiscale	République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une meilleure couverture des risques de fraudes fiscales	09 au 20 juillet 2018	09 au 20 juillet 2018		0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
Administration fiscale	République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission STX d'assistance technique au renforcement de la Gestion de la TVA	Un plan d'action pour l'amélioration de la Gestion de la TVA est élaboré	des plans pour la modernisation de la gestion de la TVA sont développés	la gestion de la TVA est renforcée, le processus de remboursement de la TVA est rétabli		Janvier 2019	Jacques Carre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	2,0	2,5	Nouvelle activité
Administration fiscale	Sao Tomé-et-Principe	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Mission LTX et STX d'assistance à la mise en place de la segmentation des entreprises	Les projets de textes portant création de la DGE et du CIME sont adoptés	L'organisation mise en place permet une mise en oeuvre efficace des stratégies et réformes	Les structures de gestion des contribuables par segment sont mises en place	3 au 14 novembre 2018	17 au 28 septembre 2018	Carlos Occaso	0,5	2,0	2,0	4,5	0,5	2,0	2,0	4,5	
Administration fiscale	Sao Tomé-et-Principe	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Mission STX d'assistance à la modernisation des procédures fiscales	Les projets de textes de modernisation des procédures fiscales sont disponibles sur le site web de l'administration fiscale	Les procédures fiscales sont modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Les procédures fiscales alignées aux meilleures pratiques internationales sont élaborées, appliquées et diffusées	6 au 17 août 2018	10 au 21 décembre 2018	Roland Atanga	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
Administration fiscale	Séminaires régionaux et cours	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Séminaire interrégional conjoint AFC/ APW1/ ISORA	Le taux de completion de la plate-forme ISORA est de 100% pour les pays membres	Les capacités de réforme augmentent à cause d'une vraie stratégie de réforme et d'un cadre stratégique de gestion adopté et institutionnalisé	Les indicateurs clés de performance sont établis, régulièrement rapportés et contrôlés	18 au 22 juin 2018	28 mai au 1 juin 2018		0,5	1,0	0,0	1,5	0,5	1,0	0,0	1,5	Lieu : Abidjan
Administration fiscale	Séminaires régionaux et cours	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Séminaire régional sur la TVA	une instruction cadre sur la gestion performante de la TVA est élaborée	les projets de texte de modernisation pour une gestion performante de la TVA sont élaborés et diffusés	les indicateurs de performance de la TVA sont établis, régulièrement rapportés et contrôlés	14 au 19 janvier 2019	22 au 26 octobre 2018	Gerard Chambas	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	1,0	2,5	Lieu : Libreville
Administration fiscale	Séminaires régionaux et cours	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	18 au 22 mars 2019	18 au 22 mars 2019		0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	Lieu : Ebène
Administration fiscale	Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission LTX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une meilleure couverture des risques de fraudes fiscales	3 au 15 septembre 2018	5 au 16 novembre 2018		0,5	2,0	2,0	4,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
Administration fiscale	Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mission STX d'assistance à la programmation/conduite des contrôles fiscaux	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement aux respects des règles fiscales	Les programmes de contrôles fiscaux assurent une meilleure couverture des risques de fraudes fiscales		4 au 15 mars 2019	Philip Penange	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	2,0	2,5	Nouvelle activité
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Cameroun	Renforcement de l'identification du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Analyse de sensibilité macro-budgétaire	Rapport de mission incluant une Taxinomie des chocs macroéconomiques et élaboration des scénarios alternatifs	Les acteurs sont sensibilisés sur les méthodes d'identification et de suivi des risques macro-budgétaires	PEFA P14.3	04 au 15 février 2019	04 au 15 février 2019	Julien Dubertret ou Clemens Mungenast (From France)	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE

Domaine	Zone d'intervention	Objectif	Activité	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Date prévisionnelle	Date de réalisation	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints/Commentaires
										Prévues				Utilisées				
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
										Bureau	Site			Bureau	Site			
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire semestriel conjoint AFRISTAT/CEMAC/AFIC sur la conjoncture et la prévision	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Les capacités des participants sont renforcées	Points saillants du séminaire	22 au 26 octobre 2018	3 au 7 décembre 2018		1,0	1,0	0,0	2,0	1,0	1,0	0,0	2,0	Prise en charge par AFC des participants de la RDC, du Burundi et de SAO TOME-ET-PRINCIPE (2 participants par pays)
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire semestriel conjoint AFRISTAT/CEMAC/AFIC sur la conjoncture et la prévision	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Les capacités des participants sont renforcées	Points saillants du séminaire	25 au 29 mars 2019	25 au 29 mars 2019		1,0	1,0	0,0	2,0	1,0	1,0	0,0	2,0	Prise en charge par AFC des participants de la RDC, du Burundi et de SAO TOME-ET-PRINCIPE (2 participants par pays)
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des modèles de cadrages macroéconomiques et budgétaires	Rapport de mission intégrant un plan d'action pour l'appropriation et le renforcement des modèles de cadrage macroéconomiques et budgétaires	Une plus grande maîtrise de l'utilisation des modèles de cadrage macroéconomiques et budgétaires	PEFA PI 14	8 au 19 octobre 2018	01 au 12 octobre 2018		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Recrutement d'une personne ressource approuvée par le Coordonnateur.
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à une mission de FAD				Novembre 2018	Novembre 2018		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Organisation de mission d'études sur le CBMT et l'articulation avec la préparation du budget annuel	Rapports de stage	Les recommandations sont formulées pour améliorer les dispositifs des pays	Les reformes sont approuvées et mises en place par les autorités	Février 2019	3 au 14 décembre 2018		1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Trois cadres congolais auprès de leurs homologues du Burkina-Faso
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Gabon	Renforcement de l'identification du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Approfondissement des processus d'élaboration des cadrages macroéconomiques et budgétaires et Analyse de sensibilité macro-budgétaire	Rapport de mission incluant une taxinomie des chocs macroéconomiques et élaboration des scénarios alternatifs	Les acteurs sont sensibilisés sur les méthodes d'identification et de suivi des risques macro-budgétaires	PEFA P14.3	07 au 18 Janvier 2019	07 au 18 Janvier 2019		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Guinée équatoriale	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement de la fonction macro-budgétaire	Rapport de mission	Programme d'actions pour le renforcement de la fonction macrobudgétaire	PEFA PI 14	28 mai au 08 juin 2018	14 au 22 juin 2018	Hugo Juan Ramon	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Redynamisation des processus de cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen terme (dispositifs et modèles)	Rapport de mission incluant un projet de programme pluriannuel d'AT pour le renforcement de la fonction macro-budgétaire	Programme d'actions pour le renforcement de la fonction macrobudgétaire	PEFA P14	2 au 13 juillet 2018	9 au 20 juillet 2018	Marc Philip	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Recrutement d'une personne ressource supplémentaire approuvée par le Coordonnateur (1/4 de STX).
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Organisation d'une mission d'études sur le dispositif institutionnel et technique de cadrage macroéconomique et budgétaire	Rapports de stage	Les recommandations sont formulées pour améliorer les dispositifs des pays	Les reformes sont approuvées et mises en place par les autorités	Mai 2018	3 au 14 décembre 2018		1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Quatre cadres centrafricains auprès de leur homologues du Burkina Faso
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Elaboration d'un CBMT	Rapport de mission	Un outil d'élaboration du CBMT est conçu	PEFA PI 16	25 février au 08 mars 2019	25 février au 08 mars 2019		1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Diagnostic du modèle MCBM et identification des besoins de la fonction macro-budgétaire	Rapport de mission	Diagnostic des fonctionnalités du modèle MCBM et programme d'actions pour le renforcement de la fonction macrobudgétaire	PEFA P14	18 au 29 juin 2018	30 juillet au 10 août 2018	Rolf Meier	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement de la fonction macro-budgétaire	Rapport de mission	Programme d'actions pour le renforcement de la fonction macrobudgétaire	PEFA P14	03 au 14 septembre 2018	03 au 14 septembre 2018	Ana de Albuquerque	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	2,0	4,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement du suivi de la conjoncture et élaboration d'un modèle simple de prévision macroéconomique	Rapport de mission et un outil simple de projection des 4 comptes macroéconomiques	Des indicateurs de hautes fréquences ainsi qu'une maquette simple de projections macroéconomiques sont élaborés	PEFA P14	14 au 25 janvier 2019	14 au 25 janvier 2019	Ana de Albuquerque (From Colombie)	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE

Domaine	Zone d'intervention	Objectif	Activité	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Date prévisionnelle	Date de réalisation	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints/Commentaires
										Prévues				Utilisées				
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site															
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Renforcement de l'identification du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Séminaire sur les risques macro budgétaires	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Les capacités des participants sont renforcées	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf rapport d'évaluation). Duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2018-19 (CMR, GAB)	24 au 28 septembre 2018	27 au 31 août 2018	Adrien Tenne et Julien Dubret	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Lieu : Brazzaville
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Cours régional sur l'analyse et la prévision budgétaire (APB)	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	15 au 26 avril 2019	15 au 26 avril 2019		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Lieu : à confirmer. Cours IC - Dates à confirmer avec ATI
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des fonctionnalités des modèles de cadrage macroéconomiques et budgétaires	Rapport de mission intégrant un plan d'action pour l'appropriation et le renforcement des modèles de cadrage macroéconomiques et budgétaires	Une plus grande maîtrise de l'utilisation des modèles de cadrage macroéconomiques et budgétaires	PEFA P14	Aout 2018	21 janvier au 01 février 2019	Rolf Meier (From Allemagne)	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
Gestion de dette publique	BEAC	Développer le marché des valeurs du Trésor de la CEMAC.	Participation à un atelier organisé par la BEAC sur la révision du cadre juridique du marché des valeurs du Trésor de la CEMAC.	Cahier des charges révisé	Améliorer le cadre juridique du marché des valeurs du Trésor de la CEMAC.			9 au 13 juillet 2018		0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,0	0,0	1,5	Nouvelle activité BEAC
Gestion de dette publique	BEAC	Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette	Détachement des cadres de la BEAC				Octobre 2018	Novembre 2018		1,0	0,0	0,5	1,5	1,0	0,0	0,0	1,0	Détachement de 4 cadres de la BEAC auprès de l'agence UEMOA Trésor
Gestion de dette publique	Congo	Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme	Atelier/Formation sur la SDMT	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier draft de SDMT pays.	Octobre 2018	11 au 21 septembre 2018	Alessandro Scipioni	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
Gestion de dette publique	Congo	Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette	Renforcement du cadre institutionnel de gestion de la dette publique	Projet de guideline et projet de réorganisation de la DDP	le CNDP dispose d'un manuel de procédures / guideline de ses activités. La DDP est organisée en front-middle et back office	Projet de guideline + projet organigramme DDP	Mai 2018	15 au 26 avril 2019	Jean-Luc Steylaers	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
Gestion de dette publique	Gabon	Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme	Assistance Technique sur la SDMT - Mission conjointe FMI/AFIC	Rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Un premier document sdmt à annexer à la Loi de Finances est produit.	Octobre 2018	Novembre 2018	Patrick Van der Wansem	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
Gestion de dette publique	Gabon	Renforcer les capacités en termes d'Analyse de Viabilité de la Dette	Atelier conjoint AFC/SPR sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette AVD-PAM	Support de formation	Les agents se sont familiarisés au processus et à l'outil AVD-PAM. Les agents sont capables de réaliser tous les ans FAVD de leur pays, de manière autonome.	Le nombre de cadres formés	Février 2019	25 février au 08 mars 2019	A identifier	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
Gestion de dette publique	République Centrafricaine	Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette	Appui à l'élaboration du Rapport annuel de la dette	Rapport Annuel de la Dette	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent le premier rapport annuel de la dette	Juin 2018	19 au 27 juin 2018		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
Gestion de dette publique	République Centrafricaine	Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette	Détachement de 3 cadres auprès de la Caisse Congolaise d'Amortissement	Meilleure maîtrise du SYGADE	Capacité à mieux exploiter la base des données de la dette			24 au 28 septembre 2018		0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	1,0	NOUVELLE ACTIVITE - Détachement de 4 cadres du Ministère des finances de la RCA auprès de leurs homologues du Congo.
Gestion de dette publique	République Centrafricaine	Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	Decembre 2018	14 au 25 janvier 2019	Alessandro Scipioni	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
Gestion de dette publique	République Centrafricaine	Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette	Appui à l'élaboration d'un manuel de procédures d'opérations de gestion de la dette publique	Manuel de procédures et rapport de mission	Les autorités disposent d'un guide à l'exécution des actes d'endettement et de gestion des opérations de la dette publique.	Elaboration d'un manuel de procédures de la dette	Février 2019	21 au 29 novembre 2018	A identifier	2,0	0,0	2,0	4,0	2,0	0,0	2,0	4,0	

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE

Domaine	Zone d'intervention	Objectif	Activité	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Date prévisionnelle	Date de réalisation	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints/Commentaires
										Prévues				Utilisées				
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
										Bureau	Site			Bureau	Site			
Gestion de dette publique	République Démocratique du Congo	Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette	Détachement des cadres		Amélioration du cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette		Juillet 2018			1,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ACTIVITE ANNULEE - Detachement de 4 cadres du Ministère des Finances de la RDC auprès de Direction générale du Trésor du Cameroun
Gestion de dette publique	République Démocratique du Congo	Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme	Assistance/Formation sur la SDMT	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier draft de SDMT pays.	Aout 2018	27 aout au 05 septembre 2018		1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
Gestion de dette publique	Sao Tomé-et-Principe	Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette	Formation de base sur la gestion du portefeuille de la dette publique	Support de formation	Les agents sont mieux outillés pour gérer la dette et mener une analyse financière du portefeuille de la dette.	Le nombre de cadres formés	28 mai au 01 juin 2018	28 mai au 01 juin 2018		1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Prévoir la prise en charge par AFC de la logistique pour l'atelier pays.
Gestion de dette publique	Sao Tomé-et-Principe	Développer le marché domestique de la dette intérieure	Appui au développement du marché des titres publics	Support de formation et Rapport de mission	Les réformes sont identifiées et les agents se sont familiarisés au processus de programmation et d'émission des titres publics	Un plan d'action est élaboré	Aout 2018	10 au 14 décembre 2018		1,5	2,0	2,0	5,5	1,5	2,0	0,0	3,5	Prévoir la prise en charge par AFC de la logistique pour l'atelier pays.
Gestion de dette publique	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette	Réforme du cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette publique	Rapport de mission incluant le projet de textes des réformes	Le plan d'action identifié est mis en application et les textes des réformes sont élaborés.	Les réformes sont approuvées et mises en place par les autorités	Février 2019	26 octobre au 2 novembre 2018		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
Gestion de dette publique	Séminaires régionaux et cours	Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme	Séminaire régional sur l'élaboration du plan de financement	Support de formation	Les agents se sont formés sur les bonnes pratiques en termes d'élaboration du plan annuel de financement	Un draft de plan de financement est produit	16 au 20 Juillet 2018	16 au 20 Juillet 2018	SCIPONI + Jean-Luc Steylaers	2,0	1,0	1,0	4,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Lieu : Libreville
Gestion de dette publique	Séminaires régionaux et cours	Renforcer les capacités en termes d'Analyse de Viabilité de la Dette	Séminaire régional conjoint AFC/SPR sur la viabilité et gestion de la dette dans les pays à faible revenu (AVD-PFR)	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	21 au 25 mai 2018	21 au 25 mai 2018		0,0	1,0	0,0	1,0	0,0	1,0	0,0	1,0	Lieu : Libreville
Gestion de dette publique	Tchad	Développer une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme	Assistance Technique sur la SDMT - Mission conjointe FM/BM/AFC	Rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Un premier document sdmt à annexer à la Loi de Finances est produit.	17 au 28 septembre 2018	24 septembre au 05 octobre 2018	Jean-Luc Steylaers	1,5	2,0	0,0	3,5	1,5	2,0	2,0	5,5	Mission conjointe AFC/MCM/BM
Gestion de dette publique	Tchad	Renforcer les capacités en termes d'Analyse de Viabilité de la Dette	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette AVD-PFR révisé	Support de formation	Les agents se sont familiarisés au processus et à l'outil AVD-PFR. Les agents sont capables de réaliser tous les ans FAVD de leur pays, de manière autonome.	Le nombre de cadres formés	14 au 25 Janvier 2019	25 mars au 05 avril 2019	Jean-Luc Steylaers	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
Gestion de dette publique	Tchad	Accompagner les pays dans le développement du marché des Sukuk	AT sur l'identification des préalables pour l'émission des SUKUK	Rapport de mission et support de formation;	Les préalables sont identifiés, un plan d'action est élaboré et les agents se sont familiarisés au processus d'émission des SUKUK;	Un plan d'action est élaboré	18 au 29 Mars 2019	Avril 2019	A identifier	1,5	2,0	2,0	5,5	1,5	2,0	2,0	5,5	
Gestion des finances publiques-Budget	Cameroun	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères ordonnateurs de budgets	Plan d'action Ministériel	Amélioration du contrôle de l'exécution du budget	PEFA PI 25	07 au 18 Mai 2018	07 au 18 Mai 2018		2,0	2,0	4,0	8,0	2,0	2,0	4,0	8,0	
Gestion des finances publiques-Budget	CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation au séminaire CEMAC sur l'élaboration du rapport d'exécution des lois de finances					26 au 29 juin 2018					0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	Nouvelle activité CEMAC
Gestion des finances publiques-Budget	CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	1 - Appui à l'avis de conformité de la CEMAC 2- Séminaires de renforcement des capacités organisés par la CEMAC	Lettre transmettant les observations sur les projets de textes assortis des propositions d'amélioration. Compte rendu des séminaires CEMAC	Disponibilité d'un cadre légal complet de gestion des finances publiques	FTC 222	Tout au long de l'année	Tout au long de l'année		2,0	2,0	0,0	4,0	2,0	2,0	0,0	4,0	Observations des textes et participation aux séminaires de la CEMAC entre T1 et T4.

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE

Domaine	Zone d'intervention	Objectif	Activité	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Date prévisionnelle	Date de réalisation	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints/Commentaires
										Prévues				Utilisées				
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site															
Gestion des finances publiques-Budget	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite des travaux sur le budget programme et les Projets annuels de performance	PAP de ministères	nouveaux Ministères dotés de PAP	PEFA PI 5- P18	11 au 22 juillet 2018	23 Juillet au 03 Aout 2018	Wilfried Mangala et Bakary Coulibaly	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	4,0	8,0	Mission FAD
Gestion des finances publiques-Budget	GABON	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Visite d'étude dans un pays sur le suivi des établissements publics	Rapports de mission	Amélioration de la tutelle financière des Etablissements publics	PEFA PI 6	Novembre 2018	Novembre 2018		1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Propositions de FAD : Sénégal ou Côte d'Ivoire
Gestion des finances publiques-Budget	Guinée équatoriale	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier sur le nouveau cadre harmonisé et les modalités de mise en oeuvre.	La documentation sur les thèmes de l'atelier	Les acteurs sensibilisés sur les défis à relever	PEFA PI-5	5 au 9 novembre 2018	19 au 24 Novembre 2018	A déterminer	2,0	1,0	1,0	4,0	2,0	1,0	1,0	4,0	
Gestion des finances publiques-Budget	Guinée équatoriale	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Mission diagnostic avec FAD	A déterminer	A déterminer	A déterminer	Avril 2019	Avril 2019		2,0	2,0	8,0	12,0	2,0	2,0	8,0	12,0	Mission du siège financée par AFC.
Gestion des finances publiques-Budget	République Centrafricaine	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Mise en place des plans d'engagement	Les états de plafonds des dépenses dans le système d'information	Amélioration de la prévisibilité infra annuelle de l'exécution du budget	PEFA- PI 21	10 au 21 septembre 2018	4 au 18 décembre 2018	Ferdinand Yougbare	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
Gestion des finances publiques-Budget	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Mise en place des Projets annuels de performance et suivi des affectations à l'intérieur du budget général	les informations relatives aux allocations de ressources sur la base des politiques et des performances sont disponibles	Documentation budgétaire conforme à la loi relative à la loi de finances	PEFA PI-8	17 au 29 juillet 2018	3 au 7 Septembre 2018	Daniel Tommasi et Wilfried mangala Nzamba	2,0	2,0	4,0	8,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
Gestion des finances publiques-Budget	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Mise en place des Projets annuels de performance et suivi des affectations à l'intérieur du budget général	les informations relatives aux allocations de ressources sur la base des politiques et des performances sont disponibles	Documentation budgétaire conforme à la loi relative à la loi de finances	PEFA PI-8		Février 2019	Daniel Tommasi et Wilfried mangala Nzamba	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	2,0	4,0	
Gestion des finances publiques-Budget	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Mise en place des plans d'engagement des dépenses	Les états de plafonds des dépenses dans le système d'information	Amélioration du contrôle de l'exécution du budget	PEFA -PI-21	6 au 17 août 2018	Janvier 2019	A déterminer	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	
Gestion des finances publiques-Budget	Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire conjoint avec AFW1 sur la gestion des investissements publics	Documentation du séminaire	Programmation et planification des investissements plus crédibles	PEFA PI 11 . 3	26 au 30 novembre 2018	28 Janvier au 1 Février 2019	A déterminer	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0	Lieu : Libreville
Gestion des finances publiques-Budget	Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire sur le contrôle interne et la comptabilité-matière	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des acteurs en charge du suivi budgétaire et comptable, et de la dette	Rapport général du séminaire	15 au 20 Octobre 2018	5 au 9 Novembre 2018	A déterminer	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0	Lieu : Libreville
Gestion des finances publiques-Budget	Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC), Thème : Budgetisation axée sur les inégalités (Genre)	Identification des déterminants de la budgétisation axée sur le genre.	Sensibilisation sur pré requis et les accompagnements aux services	Rapport général du séminaire	5 au 10 Février 2019	4 au 7 mars 2019	A déterminer	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0	Lieu : Malabo
Gestion des finances publiques-Budget	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Mission diagnostic avec FAD	A déterminer	A déterminer	A déterminer	Janvier 2019	02 au 13 Juillet 2018		2,0	2,0	8,0	12,0	2,0	2,0	8,0	12,0	Mission du siège financée par AFC.
Gestion des finances publiques-Budget	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite des travaux de mise place de la nouvelle nomenclature	Amélioration de la compréhension du document budgétaire	Présentation des opérations budgétaires dans la nouvelle NBE	PEFA - PI 5	22 mai au 05 juin 2018	28 Mai au 08 Juin 2018	Ferdinand Yougbare	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE

Domaine	Zone d'intervention	Objectif	Activité	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Date prévisionnelle	Date de réalisation	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints/Commentaires
										Prévues				Utilisées				
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site															
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Cameroun	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Amélioration de la gestion de la trésorerie	Plan de trésorerie et d'engagement des unités budgétaires	Prévisions fiables des PE et PT	PEFA 21-2	Janvier 2019	Janvier 2019	PICARD	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
Gestion des finances publiques-Comptabilité	CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Revue à distance/Atelier CEMAC	Commentaires et recommandations des textes élaborés par les pays	Mise en oeuvre des directives de la CEMAC	Nombre de directives transposées	Tout au long de l'année	Tout au long de l'année		2,0	1,0	0,0	3,0	2,0	1,0	0,0	3,0	En fonction des demandes de la CEMAC.
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Congo	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Poursuite des travaux de fiabilisation des comptes de la balance	Etat de rapprochement	Apurement des comptes d'attente	PEFA 27-2	Septembre 2018	22 octobre au 2 novembre 2018		1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Congo	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Modalités de consolidation	Centralisation quotidienne des soldes de trésorerie dans le CUT	PEFA 21-1	Décembre 2018	Décembre 2018	LMIMOUNI	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Gabon	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration des la qualité des informations comptables	Etat de rapprochement	Apurement des comptes d'attente	PEFA 27-2	Septembre 2018	8 au 19 octobre 2018		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Gabon	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Modalités de consolidation	Centralisation quotidienne des soldes de trésorerie dans le CUT	PEFA 21-1	Décembre 2018	Décembre 2018		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
Gestion des finances publiques-Comptabilité	République Centrafricaine	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Modalités de consolidation	Centralisation quotidienne des soldes de trésorerie dans le CUT	PEFA 21-2	Octobre 2018	15 au 26 octobre 2018	ROUMEGAS	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
Gestion des finances publiques-Comptabilité	République Centrafricaine	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration des la qualité des informations comptables	Etats de rapprochement bancaires	Rapprochements bancaires réguliers et explication des divergences	PEFA 27-1	Janvier 2019	Janvier 2019	WAZOUMI	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
Gestion des finances publiques-Comptabilité	République Démocratique du Congo	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Fiabilisation des comptes	Etat de rapprochement	Apurement des comptes d'attente	PEFA 27-2	Octobre 2018	Mars 2019		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité et de la fiabilité des informations financières	Etats de rapprochement bancaires	Rapprochements bancaires réguliers et explication des divergences	PEFA 27-1	Janvier 2019	Janvier 2019	A définir avec FAD	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire conjoint avec AFW1 sur la gestion des investissements publics	Documentation du séminaire	Partage des expériences	Rapport général du séminaire	26 au 30 novembre 2018	28 Janvier au 1 Février 2019		1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0	Lieu : Libreville
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire sur l'optimisation du compte unique du trésor	Le CUT compte unique du trésor instrument de consolidation des soldes de trésorerie	Les actions à entreprendre pour optimiser le CUT	Rapport général du séminaire	16 au 21 Décembre 2018	16 au 21 Décembre 2018		1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0	Lieu : Libreville
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : Budgetisation axée sur le Genre	Identification des déterminants de la budgetisation axée sur le genre.	Sensibilisation sur pré requis et les accompagnements aux services	Rapport général du séminaire	5 au 10 Février 2019	4 au 7 mars 2019		1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0	Lieu : Malabo

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE

Domaine	Zone d'intervention	Objectif	Activité	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Date prévisionnelle	Date de réalisation	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints/Commentaires
										Prévues				Utilisées				
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site															
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Tchad	Améliorer la gestion des actifs des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Modalités de consolidation	Centralisation quotidienne des soldes de trésorerie dans le CUT	PEFA 21-1	Novembre 2018	Novembre 2018	ROUMEGAS	1.0	2.0	2.0	5.0	1.0	2.0	2.0	5.0	
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Révision de la réglementation prudentielle en application de la nouvelle loi bancaire de la BRB	(i) Aide-mémoire détaillé comportant les suggestions de modification ou de complément des dispositions réglementaires dans le domaine considéré. (ii) Rapport de mission	Préparation avancée de la révision des règlements BRB (liste à déterminer) (à finaliser par la COBAC)	(i) Liste des suggestions de nouvelles dispositions. (ii) Recommandations du rapport de mission	18-29 juin 2018	18-29 juin 2018	STX VIARLOT, Grégoire	1.5	1.0	0.0	2.5	1.5	2.0	3.0	6.5	Besoin prioritaire et urgent exprimé par la BRB. Suspension de la mission au Burundi par la Sécurité du FMI (pas d'autorisation de voyage) ; organiser un atelier de travail délocalisé de deux semaines à Libreville, Gabon, avec en plus cinq jours de travail préparatoire à domicile alloués au STX.
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Double activité. 17/ Renforcement des capacités de contrôle des risques informatiques dans les banques par la BRB. 27/ Formation de la BRB au contrôle des services de	(i) Supports des présentations. (ii) Aide-mémoire détaillé avec les éléments d'un guide méthodologique. (iii) Rapport de mission	(i) Renforcement des capacités dans les domaines considérés. (ii) Structuration et formalisation des modes opératoires des contrôles informatiques (à finaliser par la BRB)	(i) Eléments méthodologiques contenus dans l'aide-mémoire. (ii) Recommandations du rapport de mission	24 septembre - 05 octobre 2018	24 septembre - 05 octobre 2018	STX ANDRIES, Marc	1.0	2.0	3.0	6.0	1.0	2.0	3.0	6.0	Demande expresse de la BRB. Suspension des missions au Burundi par la Sécurité du FMI (pas d'autorisation de voyage) ; organiser un atelier de travail délocalisé de deux semaines au Tzanzanie (sous réserve de faisabilité). Prévoir en outre 4 jours de travail à domicile du STX pour rédiger l'aide-mémoire méthodologique sur les
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Appui au renforcement des capacités pour la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques à la BRB	(i) Aide-mémoire détaillé contenant les suggestions techniques pour la révision des caractéristiques de la procédure de notation des banques selon une démarche ORAP renouée ; (ii) Aide-mémoire détaillé contenant	La BRB (i) est en mesure de procéder à la notation pertinente de banques selon leur profil de risque, (ii) dispose d'indicateurs adaptés pour la détection précoce des banques fragiles, lui permettant de	(i) Eléments méthodologiques contenus dans les aide-mémoires. (ii) Recommandations du rapport de mission	07-18 janvier 2019	21 janvier - 01 février 2019	STX Normand, Jean-Charles	0.5	1.0	2.0	3.5	1.0	2.0	2.0	5.0	Demande exprimée par la BRB (Directeur de la DSS) à l'issue de l'atelier des 12-16 mars 2018 ayant porté sur la formation opérationnelle de la BRB à la détection précoce et à l'intervention précoce dans les banques fragiles. Suspension des missions au Burundi par la Sécurité du FMI (pas d'autorisation de voyage) ; organiser un
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Mise en œuvre de la supervision sur base consolidée à la COBAC (poursuite du projet engagé en FY 2017), en attendant la convergence vers Bâle II/III	(i) Aide-mémoire détaillé comportant les suggestions de dispositions réglementaires adaptées à la supervision consolidée (ou les observations sur les projets déjà préparés par la COBAC. Le cas échéant). (ii)	Préparation avancée de l'élaboration des compléments à apporter aux règlements COBAC relatifs aux normes prudentielles quantitatives (à finaliser par la COBAC)	(i) Liste des suggestions de nouvelles dispositions prudentielles. (ii) Recommandations du rapport de mission	30 juillet - 10 août 2018	30 juillet - 10 août 2018	STX FLANCHEC, Bruno	1.0	2.0	2.0	5.0	1.0	2.0	2.0	5.0	Cette mission pourra déborder sur la mission suivante du même projet avec le même STX prévue en novembre 2018.
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Appui au renforcement des capacités pour la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques à la COBAC	Aide-mémoire détaillé repris dans le rapport de mission.	La nouvelle Direction du Contrôle Permanent est en mesure de faire évoluer ses procédures de contrôle sur pièces selon l'approche par les risques. La DCP peut utiliser un outil de notation des banques	(i) Eléments méthodologiques contenus dans l'aide-mémoire. (ii) Recommandations du rapport de mission	16-27 juillet 2018	16-27 juillet 2018	Pas de STX	1.0	2.0	0.0	3.0	1.0	2.0	0.0	3.0	Activité supplémentaire accordée à la COBAC sur la demande pressante. Mission déjà demandée par la COBAC et planifiée en FY 2018, reportée à deux reprises.
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Renforcement des capacités de contrôle du risque opérationnel par la COBAC	Aide-mémoire détaillé contenant des éléments de méthodologie du contrôle sur place (points de contrôle) du risque opérationnel	(i) Renforcement des capacités dans le domaine considéré. (ii) Structuration et formalisation des modes opératoires de la supervision du risque opérationnel (à finaliser par la COBAC)	(i) Eléments méthodologiques contenus dans l'aide-mémoire. (ii) Recommandations du rapport de mission		15-26 octobre 2018		0.0	0.0	0.0	0.0	1.0	2.0	0.0	3.0	Mission déjà demandée par la COBAC en FY 2018.
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Renforcement des capacités de contrôle du risque opérationnel par la COBAC	Aide-mémoire détaillé contenant des éléments de méthodologie du contrôle sur place (points de contrôle) du risque opérationnel	(i) Renforcement des capacités dans le domaine considéré. (ii) Structuration et formalisation des modes opératoires de la supervision du risque opérationnel (à finaliser par la COBAC)	(i) Eléments méthodologiques contenus dans l'aide-mémoire. (ii) Recommandations du rapport de mission	15-26 octobre 2018	15-26 octobre 2018	STX NORMAND, Jean-Charles	1.0	2.0	2.0	5.0	1.0	0.0	2.0	3.0	Mission déjà demandée par la COBAC en FY 2018.
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Renforcement des capacités de la COBAC pour le contrôle sur pièces et sur place des groupes bancaires sur base consolidée	Aide-mémoire détaillé contenant des modalités de contrôle sur pièces et aux aménagements à apporter à SYSCO2 ; (ii) des éléments de méthodologie du contrôle sur place (points de	(i) Renforcement des capacités dans le domaine considéré. (ii) Structuration et formalisation des modes opératoires de la supervision consolidée des groupes bancaires (à finaliser par la COBAC)	(i) Eléments méthodologiques contenus dans l'aide-mémoire. (ii) Recommandations du rapport de mission	05-16 novembre 2018	05-16 novembre 2018	STX FLANCHEC, Bruno	1.0	2.0	2.0	5.0	1.0	2.0	2.0	5.0	Dernière mission duprojet "Supervision sur base consolidée".
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Mise à jour de la réglementation relative au contrôle interne	(i) Aide-mémoire détaillé comportant les suggestions de modification ou de complément des dispositions des projets d'instruction préparés par la COBAC. (ii) Rapport de mission	Mise à niveau de l'ensemble des projets de textes réglementaires relatifs au contrôle interne et à la gestion des risques	(i) Liste des suggestions de modification et de compléments à apporter aux projets d'instructions. (ii) Recommandations du rapport de mission	04-15 février 2019	Avril 2019	STX (à déterminer)	1.0	2.0	2.0	5.0	1.0	2.0	2.0	5.0	
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Renforcer les capacités d'analyse des difficultés des établissements de microfinance par la COBAC	Aide-mémoire avec les indications des modes opératoires préconisés. Rapport de mission.	(i) Renforcement des capacités de détection précoce des difficultés des IMF et d'analyse des plans d'actions correctives. (ii) Structuration et formalisation des modes opératoires du DMF (à finaliser par la COBAC)	(i) Eléments méthodologiques contenus dans l'aide-mémoire. (ii) Recommandations du rapport de mission	04-15 mars 2019	Février 2019	Pas de STX	0.5	2.0	0.0	2.5	0.5	2.0	0.0	2.5	Mission planifiée en FY 2018, reportée à la demande de la COBAC.
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Révision de la réglementation prudentielle qualitative de la BCC	(i) Aide-mémoire détaillé comportant les suggestions de modification ou de complément des dispositions réglementaires dans les domaines considérés. (ii) Rapport de mission	Préparation avancée de la révision des instructions (à finaliser par la BCC)	(i) Liste des suggestions de modification ou de complément à la réglementation. (ii) Recommandations du rapport de mission	28 mai - 08 juin 2018	28 mai - 08 juin 2018	STX BOUCHARD, Jean-François	1.0	2.0	2.0	5.0	1.0	2.0	2.0	5.0	Demande prioritaire et urgente de la BCC.
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Révision de la réglementation prudentielle qualitative de la BCC	(i) Aide-mémoire détaillé comportant les suggestions de modifications à apporter aux projets d'instructions finalisés par la BCC. (ii) Rapport de mission	Finalisation de la révision externe des instructions de la BCC avant leur validation par le gouverneur de la BCC	(i) Projets d'instructions corrigés ou commentés. (ii) Recommandations du rapport de mission	03-14 septembre 2018	03 au 14 septembre 2018	STX BOUCHARD, Jean-François	1.0	2.0	2.0	5.0	1.0	2.0	2.0	5.0	Demande prioritaire et urgente de la BCC. En cas de suspension de la mission en RDC par la Sécurité du FMI ; prévoir l'organisation d'un atelier de travail délocalisé réduit à une semaine à Libreville, Gabon (ou à Brazzaville, Congo, si possible), plus une

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE

Domaine	Zone d'intervention	Objectif	Activité	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Date prévisionnelle	Date de réalisation	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints/Commentaires
										Prévues				Utilisées				
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site															
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Renforcement des capacités des superviseurs bancaires de la BCC	Support de formation. Rapport de mission	Les nouveaux superviseurs de la BCC ont acquis la capacité à exercer leurs fonctions opérationnelles selon les normes internationales.	Methodologie contenue dans les supports de formation	01-12 avril 2019	11 au 22 mars 2019	STX Bouchard, Jean-François	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Nouvelle activité suite à la lettre de la BCC du 01 février 2018. Mission venant en substitution de celle initialement consacrée (i) à la formation des auditeurs informatiques et (ii) à l'évaluation des conditions préalables à l'élaboration d'un cadre de régulation des services de paiement. Ce changement est demandé par la BCC (lettre du 01 février 2018).
Régulation et supervision bancaires	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Révision de la réglementation prudentielle qualitative de la BCSTP	(i) Aide-mémoire détaillé comportant les suggestions de modification et de complément des dispositions réglementaires existantes dans les domaines considérés. (ii) Rapport de mission	Préparation avancée de la BCC ont acquis la capacité à exercer leurs fonctions opérationnelles selon les normes internationales.	(i) Liste des suggestions de modification ou complément de la réglementation existante. (ii) Recommandations du rapport de mission	07-18 mai 2018	07-18 mai 2018	STX ONISHI, Nancy	1,5	2,0	2,0	5,5	1,5	2,0	2,0	5,5	Besoin prioritaire de la BCSTP (vu en mission de décembre 2017). Exigence de AFRSTP et de MCMFR de recruter un STX lusophone.
Régulation et supervision bancaires	Sao Tomé-et-Principe		Renforcement des outils du contrôle permanent de la BCSTP pour la supervision basée sur les risques	Aide-mémoire détaillé des éléments utiles à l'élaboration de l'instrument (typologie des risques, critères d'analyse, mode opératoire...)	Structuration des modes opératoires de la notation des banques selon l'approche de supervision basée sur les risques (à finaliser par la BCSTP).	(i) Eléments méthodologiques contenus dans l'aide-mémoire. (ii) Recommandations du rapport de mission	03-14 décembre 2018	03-14 décembre 2018	STX à déterminer (lusophone), à la demande du HQ	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Besoin exprimé par la BCSTP (mission de décembre 2017). La documentation utile de la BCSTP devra préalablement être traduite du portugais en français : budget AFRITAC à prévoir. Exigence de AFRSTP et de MCMFR de recruter un STX lusophone.
Régulation et supervision bancaires	Séminaires régionaux et cours	Mieux utiliser les ressources dédiées à la supervision afin de contrôler plus efficacement les risques inhérents au système bancaire	Séminaire régional sur la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques (SREP)	(i) Supports des présentations. Rapport de mission	(i) Renforcement des capacités dans les domaines considérés. (ii) Définition de recommandations afin d'améliorer le cadre de régulation et de supervision des autorités	(i) Evaluations du séminaire par les participants. (ii) "Feuille de route" communiquée aux participants	09-13 juillet 2018	09-13 juillet 2018	STX NORMAND, Jean-Charles	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Lieu : Libreville. Prévoir 4 jours de préparation pour le STX en raison du temps nécessaire pour réaliser les PPT, sur la base : 1 jour de présentation = 1 jour de préparation.
Régulation et supervision bancaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	Séminaire régional sur la gouvernance des banques et la transparence financière	(i) Supports des présentations. Rapport de mission	(i) Renforcement des capacités dans les domaines considérés. (ii) Définition de recommandations afin d'améliorer le cadre de régulation et de supervision des autorités	(i) Evaluations du séminaire par les participants. (ii) "Feuille de route" communiquée aux participants	28 janvier - 01 février 2019	7 au 11 janvier 2019	STX GRANBOULAN, Gérard	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Lieu : Libreville. Prévoir 4 jours de préparation pour le STX en raison du temps nécessaire pour réaliser les PPT, sur la base : 1 jour de présentation = 1 jour de préparation.
Statistiques des finances publiques	Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Visite d'apprentissage entre pairs en République du Sénégal	Projet de manuel de procédures d'élaboration des SFPs sur base de la Balance Générale des Comptes du Trésor.	Maîtrise de l'outil d'élaboration du TOFE sur base la Balance Générale des Comptes du Trésor.	Visite de 5 cadres camerounais en République du Sénégal	11 au 15 février 2019	27 au 31 août 2018		1,0	0,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	3,0	
Statistiques des finances publiques	Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	TOFE des exercices 2012-2016 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire) format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2012-2016	TOFEs 2012-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	Juin 2018	Date: 21.1-1.2.2019 (0 LTX; 2 STX)	Vincent Marie	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	0,0	2,0	4,0	
Statistiques des finances publiques	Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	TOFE annuels des exercices 2013-2016 (Sous-secteurs Administration Centrale Budgétaire, Extrabudgétaire et Sécurité Soc) format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2013-2016	TOFEs 2013-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	17 au 28 août 2018	Date: 3-14.12.2018 (0LTX; 2 STX)	Vincent Marie	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	0,0	2,0	4,0	
Statistiques des finances publiques	Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	TOFE annuels des exercices 2013-2016 (Sous-secteurs Administration Centrale Budgétaire, Extrabudgétaire et Sécurité Soc) format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2012-2016	TOFEs 2012-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	4 au 15 mars 2019	Date: 12-23.11.2018 (2 LTX; 2 STX)	Vincent Marie/ Andre Moukoko (ECT Apprenti, on 01 budget)	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
Statistiques des finances publiques	Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	TOFE annuel expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration du TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	L'équipe du TOFE élabore un TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	29 octobre au 2 novembre 2018	29 octobre au 9 novembre 2018	Ivana (Staff on 01 budget)	1,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
Statistiques des finances publiques	Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	TOFE annuel expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration du TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	L'équipe du TOFE élabore un TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	Date: 25.02-01.03.2019 (1STX)	Date: 25.02-01.03.2019 (1STX)	Isma Zarco	1,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	1,0	2,0	
Statistiques des finances publiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	TOFE annuels des exercices 2012-2016 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire) format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2012-2016	TOFEs 2012-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	12 au 23 novembre 2018	25 au 29 juin 2018	Issa Sawadogo/ Saturnin Ijodo (ECT Apprenti, on 01 budget)	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
Statistiques des finances publiques	République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Visite d'apprentissage entre pairs au Sénégal	Projet de manuel de procédures d'élaboration des SFPs sur base de la Balance Générale des Comptes du Trésor.	Maîtrise de l'outil d'élaboration du TOFE sur base la Balance Générale des Comptes du Trésor.	Visite de 5 cadres congolais au Tchad	25 au 29 mars 2019	5 au 9 novembre 2018		1,0	0,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	3,0	

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE

Domaine	Zone d'intervention	Objectif	Activité	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Date prévisionnelle	Date de réalisation	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints/Commentaires
										Prévues				Utilisées				
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site															
Statistiques des finances publiques	République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Projets des TOFE annuels des exercices 2012-2016 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire) format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2012-2016	TOFEs 2012-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	16 au 27 juillet 2018	18 au 29 mars 2019	Denis Besnard/ Cedrick Kazadi (ECT Apprenti, on 01 budget)	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
Statistiques des finances publiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	TOFE annuel expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration du TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	L'équipe du TOFE élabore un TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	3 au 7 septembre 2018	Decembre 2018	Sergio Branco	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0	
Statistiques des finances publiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	TOFE annuel expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration du TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	L'équipe du TOFE élabore un TOFE expérimental pour l'administration centrale budgétaire d'un exercice, quelconque format MSFP 2001-2014	4 au 8 février 2018	Date: 28.2-1.3.2019 (1 STX)	Sergio Branco	1,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	1,0	2,0	
Statistiques des finances publiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques financières pour la prise de décision	Séminaire régional multidisciplinaire	Projets de tables de correspondance entre les classifications des comptes de la dette publique et ceux du MDSP 2011	Taux d'élaboration des tables de correspondance entre les classifications des comptes de la dette publique et ceux du MDSP 2011	Outil de compilation des des Statistiques de la Dette du Secteur Public	22-26 octobre 2018	22-26 octobre 2018	Philepe Samborski, Anne Mulkay	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Lieu : Brazzaville
Statistiques des finances publiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques financières pour la prise de décision	Séminaire régional sur les statistiques des finances publiques	Nouvelles versions des plans d'actions d'adoption de la méthodologie du MSFP 2001-2014	Mise à jour des plans d'actions d'adoption de la méthodologie du MSFP 2001-2014	Nouvelles versions des plans d'actions d'adoption de la méthodologie du MSFP 2001-2014, transmis à la CEMAC et/ou à AFRITAC et STA	22-26 avril 2019	22-26 avril 2019	Zarco Isma/Ivana (Staff on 01 budget)	2,0	1,0	2,0	5,0	3,0	1,0	1,0	5,0	Lieu : Libreville
Statistiques des finances publiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	TOFE annuels des exercices 2012-2016 (Sous-secteur Administration Centrale Budgétaire) format MSFP 2001-2014	Travaux d'élaboration des TOFE des années 2012-2016	TOFEs 2012-16 transmis à STA pour publication dans l'annuaire	18 au 29 mars 2019	16 au 27 juillet 2018	Anne Mulkay	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
Statistiques macroéconomiques	AFRISTAT	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Atelier d'AFRISTAT en comptabilité nationale	Programme coordonné d'assistance technique	Echanges d'information sur les programmes des uns et des autres	Évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	15 au 19 octobre 2018			0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Séminaire annulé par AFRISTAT.
Statistiques macroéconomiques	Burundi	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Mission sur les comptes nationaux trimestriels aux prix courants (optique demandeur) : T1 2005-T4 2017	Une série de comptes nationaux trimestriels est disponible.	Les comptes nationaux sont formés à la méthode retenue	Nombre de personnes formées		10-21 décembre 2018		0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	2,0	3,0	Activité précédemment en réserve
Statistiques macroéconomiques	Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Comptes nationaux provisoires Formation au SCN 2008					Novembre 2018		0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	2,0	3,0	Nouvelle activité -Comptes trimestriels
Statistiques macroéconomiques	Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Comptes nationaux provisoires Formation au SCN 2008					Mars 2019		0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Nouvelle activité -Comptes annuels
Statistiques macroéconomiques	CEMAC	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Séminaire CEMAC / CEEAC	Coordination		Évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	25 au 29 mars 2019	25 au 29 mars 2019		0,5	1,0	0,0	1,5	0,5	1,0	0,0	1,5	Formation et séminaire
Statistiques macroéconomiques	Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Comptes nationaux provisoires Formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2017 sont disponibles	Les comptes nationaux sont formés au SCN 2008 et aux comptes nationaux provisoires	Nombre de personnes formées	09 au 20 juillet 2018	Novembre 2018		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Comptes annuels
Statistiques macroéconomiques	Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui aux travaux de passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	Les nomenclatures et la liste des sources	Les comptes nationaux sont formés à l'adaptation des nomenclatures	Nombre de personnes formées	05 au 16 novembre 2018	Mars 2018		1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	Comptes annuels

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2019 PAR DOMAINE

Domaine	Zone d'intervention	Objectif	Activité	Produits / Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Date prévisionnelle	Date de réalisation	Expert(s)	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints/Commentaires
										Prévues				Utilisées				
										Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site															
Statistiques macroéconomiques	Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Comptes nationaux provisoires Formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2017 sont disponibles	Les comptables nationaux sont formés au SCN 2008 et aux comptes nationaux provisoires	Nombre de personnes formées	6 au 17 août 2018	28 Mai au 08 Juin 2018		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Comptes annuels
Statistiques macroéconomiques	Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Mise en place des indicateurs infra-annuels	Rapport de la visite	Acquisition de connaissances	Nombre de personnes formées	04 au 15 février 2019	3 au 7 septembre 2018		1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Deux cadres par pays
Statistiques macroéconomiques	Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Mise en place des indicateurs infra-annuels	IPI / IPPI ICA, etc.	Les statisticiens d'enquête sont formés à la production de l'IPI / IPPI	Nombre de personnes formées	18 au 29 mars 2018	Décembre 2018		1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	Comptes trimestriels
Statistiques macroéconomiques	Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui aux travaux de passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	Les nomenclatures et la liste des sources	Les comptables nationaux sont formés à l'adaptation des nomenclatures	Nombre de personnes formées	18 au 29 mars 2019	19 au 30 novembre 2018		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Comptes annuels
Statistiques macroéconomiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Comptes nationaux provisoires Formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2017 sont disponibles	Les comptables nationaux sont formés au SCN 2008 et aux comptes nationaux provisoires	Nombre de personnes formées	10 au 21 décembre 2018	24 septembre au 5 octobre 2018		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Comptes annuels
Statistiques macroéconomiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui aux travaux de passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	Les nomenclatures et la liste des sources	Les comptables nationaux sont formés à l'adaptation des nomenclatures	Nombre de personnes formées	04 au 15 mars 2019	04 au 15 mars 2019		2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Comptes annuels
Statistiques macroéconomiques	République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Comptes nationaux provisoires Formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2017 sont disponibles	Les comptables nationaux sont formés au SCN 2008 et aux comptes nationaux provisoires	Nombre de personnes formées	23 juillet au 03 août 2018	23 juillet au 03 août 2018		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Comptes annuels
Statistiques macroéconomiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Comptes nationaux provisoires Formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2017 sont disponibles	Les comptables nationaux sont formés au SCN 2008	Nombre de personnes formées	18 au 29 juin 2018	18 au 29 juin 2018		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Comptes annuels
Statistiques macroéconomiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Comptes nationaux provisoires Formation au SCN 2008	Les comptes provisoires 2017 sont disponibles (suite)	Les comptables nationaux sont formés au SCN 2008	Nombre de personnes formées	12 au 23 novembre 2018	14 au 25 Janvier 2019		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Comptes annuels
Statistiques macroéconomiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Séminaire formation au SCN 2008 ou aux comptes nationaux trimestriels		La compréhension du système de comptabilité nationale par les cadres nationaux est renforcée	L'évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants.	18 au 22 février 2019	18 au 22 février 2019		2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Lieu : Sao Tomé
Statistiques macroéconomiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Mise en place des indicateurs infra-annuels	Maquette	Les comptables nationaux sont formés à la méthode retenue	Nombre de personnes formées	17 au 28 septembre 2018	23 Juillet au 03 Août 2018		1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Comptes trimestriels
Statistiques macroéconomiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Mise en place des indicateurs infra-annuels	IPI / IPPI ICA, etc.	Acquisition de connaissances	Nombre de personnes formées	15 au 26 avril 2019	3 au 7 septembre 2018		1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Deux cadres par pays
Statistiques macroéconomiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui aux travaux de passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	Tables de chargement des sources traitées et les comptes des APU et des banques et assurances	Les comptables nationaux sont formés au traitement des sources	Nombre de personnes formées	07 au 18 janvier 2019	26 novembre au 7 décembre 2018		1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Comptes annuels



Annexe 3
Séminaires régionaux - Réalisations au 31 octobre 2018

Ordre	Domaine	Thème	Nombre de participants	Lieu	Date	Contact	Observation
1	Administration fiscale	Séminaire sur l'administration performante de la taxe sur la valeur ajoutée	25	Libreville	Octobre 22-26, 2018	Renilde Bazahica - RBazahica@imf.org	
2	Administration fiscale	Séminaire interrégional conjoint de formation sur l'outil d'information fiscale ISORA	17	Abidjan	Mai 28 - 1 Juin, 2018	Renilde Bazahica - RBazahica@imf.org	Conjoint avec AFRITAC Ouest
3	Analyse et prévision macroéconomiques et budgétaires	Séminaire sur les risques macro-budgétaires	31	Brazzaville	Aout 27-31 2018	Séverin Yves Kamgna - Skamgna@imf.org	
4	Statistiques des finances publiques	Séminaire multidisciplinaire de formation sur la méthodologie du Manuel des Statistiques de la Dette du Secteur Public 2011 (MDSP 2011)	34	Brazzaville	Octobre 22-26, 2018	Francis Gahizi - FGahizi@imf.org	
5	Gestion de la dette publique	Séminaire sur l'élaboration du plan de financement	30	Libreville	Juillet 16-20, 2018	Chaker Soltani - CSoltani@imf.org	
6	Gestion de la dette publique	Séminaire régional du département <i>SPR</i> sur la viabilité et gestion de la dette dans les pays à faible revenu	15	Libreville	Mai 21-25, 2018	Chaker Soltani - CSoltani@imf.org	
7	Régulation et supervision bancaires	Séminaire sur la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques (SREP)	78	Libreville	Juillet 09-13, 2018	Alexis Boher - ABoher@imf.org	



Annexe 3
Séminaires régionaux - Realisations au 31 octobre 2018

Numéro	Titre	Domaine	Pays bénéficiaire (s)	Pays d'accueil	Nombre de participants	Dates	Contact	Observations
1	Elaboration du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE)	Statistiques des finances publiques	CAMEROUN	SENEGAL	4	27-31 août 2018	Francis Gahizi - Fgahizi@imf.org	
3	Mise en place des indicateurs infra-annuels	Statistiques macroéconomiques	GABON, TCHAD	BURKINA-FASO	6	3-7 septembre 2018	Sébastien Manzi - SManzi@imf.org	
4	Formation sur le système de gestion et d'analyse de la dette (SYGADE)	Gestion de la dette publique	REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	CONGO	3	24-28 septembre 2018	Chaker Soltani - CSoltani@imf.org	



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique
pour l'Afrique Centrale



Annexe 4

Cadre Logique
Année Fiscale 2019

Renforcer les capacités macroéconomiques en Afrique Centrale

CADRE LOGIQUE

Renforcer les capacités macroéconomiques en Afrique Centrale

Principaux objectifs par domaine d'activité	Indicateurs vérifiables à la FY 2019	Suivi des indicateurs	Prérequis	Risques				
1- Moderniser les cadres institutionnel et organisationnel, et renforcer les principales fonctions des administrations douanières et fiscales.	Implémentation des 100% des indicateurs de résultats prévus par le domaine.		<p>1- Mobilisation et disponibilité des ressources financières nécessaires à la réalisation des activités programmées par l'AFRITAC Centre.</p> <p>2- Complémentarité avec l'assistance technique fournie directement par le siège du FMI et appui des autres partenaires soutenant les réformes.</p> <p>3- Volonté, engagement, et soutien des autorités régionales et nationales pour la mise en œuvre des réformes</p> <p>4- Adoption de la législation et de la réglementation nécessaires à la mise en œuvre des réformes</p> <p>5- Disponibilité de ressources financières internes adaptées, mobilisables facilement en temps opportun</p> <p>6- Disponibilité, stabilité et responsabilisation des équipes internes chargées de la mise en œuvre des réformes et de l'exécution des plans d'actions</p>	Situation sécuritaire appropriée et stabilité politique garantissant la réalisation des activités programmées et l'exécution des plans d'actions.				
2- Améliorer le cadre légal, la préparation, l'exécution et le contrôle de l'exécution du budget.								
3- Améliorer la gestion des finances publiques en renforçant les capacités en matière d'analyse budgétaire, de budgétisation et de prévision.								
4- Appuyer à l'élaboration des comptes nationaux annuels et trimestriels, et renforcer les capacités, le partage d'expérience et les bonnes pratiques régionales et internationales en matière d'élaboration des comptes nationaux et des statistiques soutenant les travaux de comptabilité nationale.								

CADRE LOGIQUE

Renforcer les capacités macroéconomiques en Afrique Centrale

Principaux objectifs par domaine d'activité	Indicateurs vérifiables à la FY 2019	Suivi des indicateurs	Prérequis	Risques
<p>5- Appuyer la mise en œuvre de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) CEMAC et la mise en œuvre du manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014), et renforcer les capacités, le partage d'expérience et les bonnes pratiques régionales et internationales en matière d'élaboration des statistiques des finances publiques.</p>	<p>Implémentation de l'ensemble des indicateurs de résultats prévus par le domaine.</p>		<p>1- Mobilisation et disponibilité des ressources financières nécessaires à la réalisation des activités programmées par l'AFRITAC Centre.</p> <p>2- Complémentarité avec l'assistance technique fournie directement par le siège du FMI et appui des autres partenaires soutenant les réformes.</p> <p>3- Volonté, engagement, et soutien des autorités régionales et nationales pour la mise en œuvre des réformes</p> <p>4- Adoption de la législation et de la réglementation nécessaires à la mise en œuvre des réformes</p> <p>5- Disponibilité de ressources financières internes adaptées, mobilisables facilement en temps opportun</p> <p>6- Disponibilité, stabilité et responsabilisation des équipes internes chargées de la mise œuvre en des réformes et de l'exécution des plans d'actions</p>	<p>Situation sécuritaire appropriée et stabilité politique garantissant la réalisation des activités programmées et l'exécution des plans d'actions.</p>
<p>6- Réduire le coût et le risque de la dette publique, développer le marché intérieur des titres publics et améliorer l'accès au financement de long terme</p>				
<p>7- Améliorer le cadre réglementaire et prudentiel de la supervision bancaire, renforcer les capacités de mise en œuvre de la supervision basée sur les risques, promouvoir la mise en application de Bâle II/Bâle III et la comptabilisation en normes IFRS des créances improductives, afin de renforcer la surveillance du secteur financier.</p>				

CADRE LOGIQUE ANNEE FISCALE 2019 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE

(En date du 19 septembre 2018)

Echelle de notation :

4 : Largement atteint

3 : Atteint

2 : Partiellement atteint

1 : Pas atteint

Pays	Contexte initial	Objectifs	Résultats	Indicateurs	Etapes intermédiaires					Modes opératoires	Partenaires	Risques	
					Description	Date d'achèvement prévu	Date d'achèvement effectif	Notation					
								Valeur (1 à 4)	Couleur				
AFRITAC CENTRE (AFC)	La programmation et la conduite des contrôles à posteriori n'est pas maîtrisée par les services douaniers.	Amélioration des fonctions essentielles de l'administration douanière	Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières.	Efficacité accrue de la lutte contre la fraude et la contrebande	Séminaire régional sur "l'audit post-dédouanement"	30/4/2019					Séminaire régional	CEEAC, CEMAC	Appui politique: élevé Adéquation des ressources : élevé Climat/conjoncture extérieurs : moyen
Burundi (BDI)	Le contrôle à destination des marchandises exonérées n'est pas maîtrisé.	Amélioration des fonctions essentielles de l'administration douanière	Le contrôle douanier pendant le processus de dédouanement assure l'exactitude des déclarations.	Amélioration de l'application des procédures d'évaluation des marchandises et de détermination de leur origine.	Établissement d'un projet d'instruction-cadre visant à moderniser les procédures douanières alignées sur le code douanier régional	30/4/2019					Mission d'assistance technique		Appui politique: élevé
République Centrafricaine (CAF)	Les procédures et l'organisation des douanes ne sont pas modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales.	Renforcement des dispositifs d'administration, de gestion et de gouvernance des recettes	Les lois fiscales et/ou douanières sont révisées, simplifiées et mieux alignées sur les normes.	Dispositions de fond des lois fiscales et douanières alignées sur les normes modernes	Des règlements douaniers fondés sur les meilleures normes sont adoptés.	30/1/2019					Mission d'assistance technique	Organisation Mondiale des Douanes (OMD), CNUCED, Banque Africaine de Développement (BAD)	Appui politique : moyen Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : élevé Climat/conjoncture extérieurs Vert : faible
CEMAC - Com. Econ. Mon. AFR. Ce (CE6)	Les administrations douanières des pays membres de la CEMAC n'appliquent pas uniformément les dispositions du Code des Douanes.	Renforcement des dispositifs d'administration, de gestion et de gouvernance des recettes	Les lois fiscales et/ou douanières sont révisées, simplifiées et mieux alignées sur les normes.	Dispositions de fond des lois fiscales et douanières alignées sur les normes modernes	Les dispositions d'application du code régional révisé de la CEMAC sont adoptées par les pays membres (partie I)	31/12/2019					Mission d'assistance technique	Organisation Mondiale des Douanes (OMD)	Appui politique (pour l'adoption du nouveau Code des Douanes) : moyen
					Le nouveau code révisé de la CEMAC a été passé en revue.	30/4/2019	30/9/2018	4	Mission d'assistance technique	Organisation Mondiale des Douanes (OMD)			
					Les dispositions d'application du code régional révisé de la CEMAC sont adoptées par les pays membres (partie III)	30/4/2019			Mission d'assistance technique	Organisation Mondiale des Douanes (OMD)			
Cameroun (CMR)	Le contrôle à destination des marchandises exonérées n'est pas maîtrisé	Amélioration des fonctions essentielles de l'administration douanière	Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières	Renforcement du dispositif de contrôle des régimes spéciaux et exemptions	Un plan d'action visant à assurer le contrôle des régimes spéciaux et exemptions est élaboré.	30/12/2018	31/7/2018	4	Mission d'assistance technique	Organisation Mondiale des Douanes (OMD)	Organisation Mondiale des Douanes (OMD), CEMAC	Appui politique: moyen Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : moyen. Le personnel technique n'est guère en faveur du changement	
					Un calendrier des contrôles des droits d'accise est établi.	30/12/2019			Mission d'assistance technique				
	Le contrôle de la valeur en douane n'est pas maîtrisé	Maitrise du controle de la valeur en douane	Les opérateurs se livrant au commerce international s'acquittent de leurs obligations de déclaration et de paiement.	Meilleur alignement des procédures douanières sur les normes internationales	Un programme d'audit post-dédouanement est élaboré.	30/12/2020				Mission d'assistance technique		Appui politique : élevé Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique :	

CADRE LOGIQUE ANNEE FISCALE 2019 : ADMINISTRATION DOUANIERE

(En date du 19 septembre 2018)

Echelle de notation :

4 : Largement atteint

3 : Atteint

2 : Partiellement atteint

1 : Pas atteint

Pays	Contexte initial	Objectifs	Résultats	Indicateurs	Etapes intermédiaires				Modes opératoires	Partenaires	Risques	
					Description	Date d'achèvement prévu	Date d'achèvement effectif	Notation				
								Valeur (1 à 4)				Couleur
Guinée équatoriale (GNQ)	Les procédures fiscales ne sont pas modernisées.	Renforcement des dispositifs d'administration, de gestion et de gouvernance des recettes	Application d'un nouvel impôt ou d'une législation modernisée	Un impôt nouveau/modernisé est appliqué à la date prévue.	Les procédures douanières sont adoptées.	30/12/2020				Mission d'assistance technique	Union européenne	Appui politique : élevé Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : élevé Climat/conjoncture extérieures : élevé
	le cadre organisationnel n'est pas adapté à la mise en oeuvre des réformes		Les dispositifs organisationnels permettent l'exécution de la stratégie et des réformes.	Un cadre institutionnel approprié est en place.								
Guinée équatoriale (GNQ)	Les procédures et l'organisation des douanes ne sont pas modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales	Amélioration des fonctions essentielles de l'administration douanière	Le contrôle douanier pendant le processus de dédouanement assure l'exactitude des déclarations.	Amélioration de l'application des procédures d'évaluation des marchandises et de détermination de leur origine	Renforcement des capacités d'évaluation des importations conformément aux bonnes pratiques internationales	30/11/2018				Mission d'assistance technique	Organisation Mondiale des Douanes (OMD), CNUCED, Banque Africaine de Développement (BAD)	Appui politique : élevé Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : élevé Climat/conjoncture extérieures : élevé
Sao Tomé-et-Principe (STP)	Les procédures fiscales ne sont pas modernisées	Renforcement des dispositifs d'administration, de gestion et de gouvernance des recettes	Application d'un nouvel impôt ou d'une législation modernisée	Un impôt nouveau/modernisé est appliqué à la date prévue.	Un projet de procédures douanières est établi.	31/12/2018	30/6/2018	4		Mission d'assistance technique	Union Européenne	Appui politique : moyen Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Le personnel technique n'est guère en mesure de mettre en oeuvre les réformes.
	Les procédures et l'organisation des douanes ne sont pas modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales				Des procédures douanières modernisées alignées sur les normes internationales sont adoptées et mises en place.	30/4/2019				Mission d'assistance technique	Organisation Mondiale des Douanes (OMD), CNUCED, Banque Africaine de Développement (BAD)	
Tchad (TCD)	Les procédures et l'organisation des douanes ne sont pas modernisées et alignées aux meilleures pratiques internationales.	Renforcement des dispositifs d'administration, de gestion et de gouvernance des recettes	Les lois fiscales et/ou douanières sont révisées, simplifiées et mieux alignées sur les normes.	Les dispositions de fond des lois fiscales et douanières sont alignées sur les normes modernes.	Un projet de dispositions douanières simplifiées et conformes aux normes internationales est établi.	30/4/2020				Mission d'assistance technique		Soutien politique : élevé Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : élevé Climat/conjoncture extérieures : élevé Le soutien politique est très faible
	Les procédures et l'organisation des douanes ne sont pas modernisées, ni alignées aux meilleurs pratiques internationales				Adoption et diffusion de règlements douaniers simplifiés et conformes aux normes internationales	30/4/2021				Mission d'assistance technique		

CADRE LOGIQUE ANNEE FISCALE 2019 : ADMINISTRATION DOUANIERE

(En date du 19 septembre 2018)

Echelle de notation :

4 : Largement atteint

3 : Atteint

2 : Partiellement atteint

1 : Pas atteint

Pays	Contexte initial	Objectifs	Résultats	Indicateurs	Etapas intermédiaires				Modes opératoires	Partenaires	Risques	
					Description	Date d'achèvement prévu	Date d'achèvement effectif	Notation				
								Valeur (1 à 4)				Couleur
Tchad (TCD)	Les fonctions essentielles ne sont pas maîtrisées	Amélioration des fonctions essentielles de l'administration douanière	Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières	Efficacité accrue de la lutte contre la fraude et la contrebande	La mise en correspondance des données est utilisée par les administrations douanière et fiscale pour décourager la fraude	30/6/2020				Mission d'assistance technique		Appui politique : élevé Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : élevé Climat/conjoncture extérieurs : élevé
	L'évaluation de la valeur en douane n'est pas maîtrisée		Le contrôle douanier pendant le processus de dédouanement assure l'exactitude des déclarations.	Amélioration de l'application des procédures d'évaluation des marchandises et de détermination de leur origine.	Un cadre visant à renforcer l'unité d'évaluation en douane est élaboré.	28/12/2018				Mission d'assistance technique		

CADRE LOGIQUE ANNEE FISCALE 2019 : ADMINISTRATION FISCALE

(En date du 14 septembre 2018)

Echelle de notation :

4 : Largement atteint

3 : Atteint

2 : Partiellement atteint

1 : Pas atteint

Pays	Contexte initial	Objectifs	Résultats	Indicateurs	Etapes intermédiaires				Modes opératoires	Partenaires	Risques	
					Description	Date d'achèvement prévu	Date d'achèvement effectif	Notation				
								Valeur (1 à 4)				Couleur
AFRITAC CENTRE (AFC)	Les données 2016 et 2017 de la plate-forme ISORA ne sont pas encore renseignées	Renforcement des dispositifs d'administration, de gestion et de gouvernance des recettes	Capacité de réforme accrue grâce à une stratégie de réforme clairement définie	Les principaux indicateurs de performance sont établis, régulièrement communiqués et suivis	Atelier régional : il est procédé à une évaluation de la gestion de performance de la DGI à l'aide d'ISORA.	31/7/2018	30/6/2018	4	🟩	Séminaire régional (conjoint AFC/AFW1 sur ISORA)	Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : moyen	
	Les procédures de base des lois fiscales sont complexes et ne facilitent pas l'adhésion au système		Les lois fiscales et/ou douanières sont révisées, simplifiées et mieux harmonisées.	Les dispositions de fond des lois fiscales et douanières sont conformes aux normes modernes.	Organisation d'un séminaire régional sur la TVA	30/11/2018				Séminaire régional		
	L'organisation actuelle n'est pas modernisée				Apprentissage par les pairs (Gabon-Île Maurice) pour le projet d'administration des recettes d'un organisme autonome au Gabon	30/4/2019				Apprentissage par les pairs		
Burundi (BDI)		Renforcement des fonctions essentielles de l'administration fiscale	Le programme d'audit et autres programmes de vérification assurent effectivement l'exactitude des déclarations.	Éventail approprié d'audits fiscaux servant à détecter et décourager les déclarations inexactes	Les informations fiscales sont comparées avec les sources de tierces parties à des fins d'identification des risques.	30/4/2019				Mission d'assistance technique	Appui politique : élevé Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : élevé Climat/conjoncture extérieures : élevé Les risques pesant sur la sécurité sont à leur haut niveau	
	Le contrôle fiscal n'est pas fondé sur la gestion et l'analyse du risque déclaratif et de paiement			Vérification croisée automatisée des déclarations (TADAT POA6-16)	Les informations fiscales sont comparées avec les sources de tierces parties à des fins d'identification des risques.	30/4/2019				Mission d'assistance technique		
					Les audits spécifiquement orientés sont davantage utilisés pour décourager l'évasion ou les déclarations inexactes	30/4/2021				Mission d'assistance technique		
République Centrafricaine (CAF)	Les fonctions essentielles de la DGI ne sont pas maîtrisées en vue d'une la mobilisation efficace des recettes fiscales	Renforcement des fonctions essentielles de l'administration fiscale	Le programme d'audit et autres programmes de vérification assurent effectivement l'exactitude des déclarations.	Vérification croisée automatisée des déclarations (TADAT POA6-16)	La vérification croisée automatisée est établie à des fins d'identification des nouveaux contribuables moyens et d'application des principaux indicateurs de performance (KPI)	30/4/2019				Mission d'assistance technique	GIZ, Banque Mondiale, UE Appui politique : moyen Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : risque élevé	
	Les portefeuilles des grandes et moyennes entreprises ne sont pas totalement maîtrisés et les taux de défaillance restent élevés			Éventail approprié d'audits fiscaux servant à détecter ou décourager les déclarations inexactes	Un plan d'action en matière d'audit visant à atténuer les risques identifiés est élaboré.	30/4/2020				Mission d'assistance technique		
République Centrafricaine (CAF)	Les fonctions essentielles de la DGI ne sont pas maîtrisées en vue d'une la mobilisation efficace des recettes fiscales	Renforcement des fonctions essentielles de l'administration fiscale	Un plus grand pourcentage de contribuables s'acquittent de leurs obligations de paiement.	La gestion des arriérés fiscaux s'est améliorée (TADAT POA5-15)	20% des arriérés fiscaux recouvrables sont recouverts.	30/4/2019				Mission d'assistance technique	Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : élevé. Faible mobilisation	
	Les fonctions essentielles de la DGI ne sont pas maîtrisées en vue d'une la mobilisation efficace des recettes fiscales				30% des arriérés fiscaux recouvrables sont recouverts.	30/4/2020				Mission d'assistance technique		
Cameroun (CMR)	Le pays ne dispose de méthodes et d'outils efficaces de recherche et de traitement des informations.	Renforcement des fonctions essentielles de l'administration fiscale	Le programme d'audit et autres programmes de vérification assurent effectivement l'exactitude des déclarations.	Vérification croisée automatisée des déclarations (TADAT POA6-16)	Un plan d'audit visant à renforcer la mobilisation des recettes est élaboré.	30/4/2019				Mission d'assistance technique	Banque mondiale Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : moyen Faible adhésion des cadres	
				Éventail approprié d'audits fiscaux servant à détecter et décourager les déclarations inexactes								
Congo, République démocratique du (COD)	Les fonctions essentielles de la DGI ne sont pas maîtrisées pour renforcer la mobilisation des recettes fiscales	Renforcement des fonctions essentielles de l'administration fiscale	Un pourcentage plus grand de contribuables s'acquittent de leurs obligations de paiement.	La gestion des arriérés fiscaux s'est améliorée (TADAT POA5-15)	Conduite d'une action visant à assurer la mobilisation de recettes dans le court terme	30/4/2019				Mission d'assistance technique	Appui politique: élevé. Soutien des dirigeants et engagement de la part du personnel technique: élevé	
					Un plan d'action concernant les arriérés recouvrables sera élaboré.	31/8/2018	23/7/2018	4	🟩	Mission d'assistance technique	GIZ, Banque Mondiale, UE	
	Les administrations fiscales de la région ne disposent pas de stratégie de contrôle basée sur les principaux risques fiscaux		Le programme d'audit et autres programmes de vérification assurent effectivement l'exactitude des déclarations.	Vérification croisée automatisée des déclarations (TADAT POA6-16)	Un plan d'action en matière d'audit visant à atténuer les risques identifiés est élaboré.	24/9/2018	23/7/2018	4	🟩	Mission d'assistance technique	GIZ, Banque Mondiale, UE	
Les administrations fiscales de la région ne disposent pas de stratégie de contrôle basée sur les principaux risques fiscaux					Un plan d'action visant à la conception d'un instrument d'audit spécifiquement orienté est élaboré.	31/8/2018	23/7/2018	3	🟩	Mission d'assistance technique	GIZ, Banque Mondiale, UE	
Congo, République démocratique du (COD)	L'organisation actuelle n'est pas modernisée	Renforcement des dispositifs d'administration, de gestion et de gouvernance des recettes	Les modalités organisationnelles permettent une conduite efficace de la stratégie et des réformes.	Structure organisationnelle clairement définie sur une base fonctionnelle et/ou selon les segments de contribuables	Un nouveau service des contribuables moyens est mis en place.	30/4/2020				Mission d'assistance technique	Appui politique: élevé. Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : moyen Climat/conjoncture extérieures : moyen L'attachement aux réformes est très faible	

CADRE LOGIQUE ANNEE FISCALE 2019 : ADMINISTRATION FISCALE

(En date du 14 septembre 2018)

Echelle de notation :

4 : Largement atteint

3 : Atteint

2 : Partiellement atteint

1 : Pas atteint

Pays	Contexte initial	Objectifs	Résultats	Indicateurs	Etapas intermédiaires				Modes opératoires	Partenaires	Risques	
					Description	Date d'achèvement prévu	Date d'achèvement effectif	Notation				
								Valeur (1 à 4)				Couleur
	L'organisation actuelle n'est pas modernisée				Un plan d'action visant à assurer la maîtrise du portefeuille du service des contribuables <i>moins est élaboré</i>	30/12/2019				Mission d'assistance technique		
Congo, République du (COG)	Les procédures et l'organisation ne sont pas modernisées et alignées aux meilleures pratiques	Renforcement des fonctions essentielles de l'administration fiscale	Un plus grand pourcentage de contribuables s'acquittent de leurs obligations de paiement.	La gestion des arriérés fiscaux s'est améliorée (TADAT POA5-15)	Un plan stratégique visant à moderniser la DGI (administration fiscale et douanière) est élaboré pour les 3 prochaines années.	30/7/2018	30/6/2018	4	◆	Mission d'assistance technique		Appui politique:élevé. Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique :
			Le programme d'audit et autres programmes de vérification assurent effectivement l'exactitude des déclarations.	Vérification croisée automatisée des déclarations (TADAT POA6-16)								
	Les contrôles fiscaux ne sont pas adaptés aux différents risques identifiés			Éventail approprié d'audits fiscaux servant à détecter et décourager les déclarations inexactes	Des plans d'audit visant à atténuer les risques identifiés sont élaborés.	30/4/2019	30/6/2018	4	◆	Mission d'assistance technique		
	La mesure de la performance fiscale n'est pas bien défini de manière à évaluer l'activité pour mieux la maîtriser				Les principaux indicateurs de performance utilisés pour renforcer la vérification croisée des résultats fiscaux sont adoptés.	30/4/2019	30/6/2018	3	◆	Mission d'assistance technique		
Gabon (GAB)	Le mécanisme de recouvrement et de comptabilisation des recettes n'est pas maîtrisé	Renforcement des fonctions essentielles de l'administration fiscale	Un plus grand pourcentage de contribuables s'acquittent de leurs obligations de déclaration.	Le taux des déclarations dans les délais s'est amélioré (TADAT POA4-10)	Les contribuables non déclarants sont repérés par l'administration douanière à des fins d'amélioration des déclarations d'impôt à l'administration fiscale.	30/4/2019				Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique: moyen Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conjoncture extérieures : moyen
	Le contrôle ponctuel permettant de corriger les principaux risques de fraude n'est pas déployé		Le programme d'audit et autres programmes de vérification assurent effectivement l'exactitude des déclarations.	Vérification croisée automatisée des déclarations (TADAT POA6-16)	L'audit spécifiquement orienté est mis en place pour atténuer les risques identifiés.	30/4/2019				Mission d'assistance technique		
	A compléter		Un pourcentage plus grand de contribuables s'acquittent de leurs obligations de paiement	La gestion des arriérés fiscaux s'est améliorée (TADAT POA5-15)	20% des arriérés fiscaux recouvrables sont recouverts.	30/4/2019				Mission d'assistance technique		
Guinée équatoriale (GNQ)	A compléter	Renforcement des fonctions essentielles de l'administration fiscale	L'intégrité de la base de contribuables et du grand livre est renforcée.	Gestion efficace des comptes fiscaux (TADAT POA8-23)	Projet de nouvelles procédures visant à moderniser le numéro d'immatriculation fiscale	30/6/2018	31/5/2018	4	◆	Mission d'assistance technique		Appui politique :moyen Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conjoncture extérieures : moyen
	Les administrations fiscales de la région ne disposent pas de stratégie de contrôle basée sur les principaux risques fiscaux				Un audit spécifiquement orienté est prévu à des fins d'atténuation des risques identifiés.	28/12/2018				Mission d'assistance technique	GIZ, Banque Mondiale, UE	
	Les administrations fiscales de la région ne disposent pas de stratégie de contrôle basée sur les principaux risques fiscaux		Le programme d'audit et autres programmes de vérification assurent effectivement l'exactitude des déclarations.	Éventail approprié d'audits fiscaux servant à détecter et décourager les déclarations inexactes	Un plan d'action en matière d'audit visant à atténuer les risques identifiés est élaboré.	30/6/2018	31/5/2018	2	◆	Mission d'assistance technique	GIZ, Banque Mondiale, UE	
	Les administrations fiscales de la région ne disposent pas de stratégie de contrôle basée sur les principaux risques fiscaux				L'audit spécifiquement orienté est renforcé pour décourager les risques émergents.	30/6/2018	31/5/2018	2	◆	Mission d'assistance technique	GIZ, Banque Mondiale, UE	
Sao Tomé-et-Principe (STP)	L'organisation actuelle n'est pas adaptée à la mise en oeuvre des réformes	Renforcement des dispositifs d'administration, de gestion et de gouvernance des recettes	Les modalités organisationnelles permettent une conduite efficace de la stratégie et des réformes.	Structure organisationnelle clairement définie sur une base fonctionnelle et/ou selon les segments de contribuables.	La vérification croisée des informations douanières et des déclarations d'impôt a aidé à identifier les contribuables non déclarants.	30/4/2019				Mission d'assistance technique		Appui politique : moyen Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen
					Les arriérés fiscaux recouvrables sont effectivement recouverts (cible 20%)	28/12/2018				Mission d'assistance technique		
					Les procédures fiscales sont simplifiées et modernisées.	31/12/2020				Mission d'assistance technique		
Sao Tomé-et-Principe (STP)	L'organisation actuelle n'est pas adaptée à la mise en oeuvre des réformes	Renforcement des fonctions essentielles de l'administration fiscale	Le programme d'audit et autres programmes de vérification assurent effectivement l'exactitude des déclarations.	Éventail approprié d'audits fiscaux servant à détecter et décourager les déclarations inexactes	Les services d'enquête visant à élargir la base d'imposition sont renforcés.	30/4/2019				Mission d'assistance technique		Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : élevé
				Vérification croisée automatisée des déclarations (TADAT POA6-16)								Très faible appropriation des réformes .

CADRE LOGIQUE ANNEE FISCALE 2019 : ADMINISTRATION FISCALE

(En date du 14 septembre 2018)

Echelle de notation :

4 : Largement atteint

3 : Atteint

2 : Partiellement atteint

1 : Pas atteint

Pays	Contexte initial	Objectifs	Résultats	Indicateurs	Etapas intermédiaires				Modes opératoires	Partenaires	Risques	
					Description	Date d'achèvement prévu	Date d'achèvement effectif	Notation				
								Valeur (1 à 4)				Couleur
Tchad (TCD)	Les fonctions essentielles de l'administration fiscale ne sont pas maîtrisées	Renforcement des fonctions essentielles de l'administration fiscale	Un plus grand pourcentage de contribuables s'acquittent de leurs obligations de paiement	La gestion des arriérés fiscaux s'est améliorée (TADAT POA5-15)	10% des impôts recouvrables sont effectivement recouverts.	30/4/2020				Mission d'assistance technique		Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : élevé Très faible appropriation des réformes .
	Les administrations fiscales de la région ne disposent pas de stratégie de contrôle basée sur les principaux risques fiscaux				Un plan d'action visant à évaluer les passifs fiscaux est élaboré.	28/12/2018				Mission d'assistance technique	GIZ, Banque Mondiale, UE	
	Les administrations fiscales de la région ne disposent pas de stratégie de contrôle basée sur les principaux risques fiscaux		Le programme d'audit et autres programmes de vérification assurent effectivement l'exactitude des déclarations.	Éventail approprié d'audits fiscaux servant à détecter et décourager les déclarations inexactes	Un audit spécifiquement orienté visant à atténuer les risques émergents est mis en place.	30/4/2019				Mission d'assistance technique	GIZ, Banque Mondiale, UE	

CADRE LOGIQUE ANNEE FISCALE 2019 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 24 septembre 2018)

Echelle de notation :

4 : Largement atteint

3 : Atteint

2 : Partiellement atteint

1 : Pas atteint

Pays	Contexte initial	Objectifs	Résultats	Indicateurs	Description	Etapas intermédiaires		Notation		Modes opératoires	Partenaires	Risques
						Date d'achèvement prévu	Date d'achèvement effectif	Valeur (1 à 4)	Couleur			
AFRITAC CENTRE (AFC)	Les instruments de programmation pluriannuelle des investissements publics ne sont pas mis en place.	Préparation d'un budget exhaustif, crédible et axé sur les politiques	La planification et la budgétisation des investissements publics sont plus crédibles.	Inclusion des projections à moyen terme des investissements (PEFA PI-11.3, FTC 2.1.4)	Séminaire régional conjoint (avec AFW) sur la gestion des investissements publics	28/2/2019				Séminaire régional	CEMAC	Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : faible
	Faible niveau de mise en place du budget programmes	Préparation d'un budget exhaustif, crédible et axé sur les politiques	Les informations sur les ressources et les performances par programme sont portées au budget	Disponibilité d'informations sur la performance des fonctions de prestation de services publics (PEFA PI-8, FTC 2.3.2)	Forum régional des hauts fonctionnaires du budget des États membres de l'AFC sur le thème "Budget et inégalité"	31/3/2019				Séminaire régional	CEMAC	Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : faible Faible engagement
	ND		Un cadre macrobudgétaire à moyen terme plus crédible	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme	Cours régional sur l'analyse de la politique budgétaire (FPA) organisé conjointement avec l'IDC et l'IEA	30/4/2019				Cours	IDC/IFA	
	Les dispositifs de suivi de la conjoncture et de prévision macroéconomique sont				Séminaire régional conjoint (avec AFRISTAT et la Commission de la CEMAC) sur les prévisions macroéconomiques	30/11/2018				Séminaire régional	CEMAC/CEA	
	Absence de mécanisme de contrôle et de suivi des biens publics	Amélioration de l'exécution et du contrôle budgétaires	L'exécution et les contrôles budgétaires sont renforcés	Efficacité des contrôles internes des dépenses non salariales (PEFA PI-25)	Séminaire régional sur le contrôle interne	31/12/2018				Séminaire régional	CEMAC	Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : élevé Faible pilotage des
	ND	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Renforcement de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Publication d'une analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs	Séminaire régional sur l'évaluation des risques macrobudgétaires	30/4/2019	8/31/2018	4	◆	Séminaire régional	CEMAC	Adequation des ressources: Faible
	La gestion de la trésorerie se caractérise encore par l'existence de nombreux comptes ouverts par les entités gouvernementales dans les banques commerciales et à la banque centrale, sans aucun mécanisme de consolidation des ressources publiques.	Amélioration de la gestion des actifs et des passifs	Utilisation accrue du CUT par l'administration centrale pour ses dépôts de recettes et ses décaissements au titre de dépenses.	Délai de transfert des recettes perçues au Trésor (PEFA PI-20.2) et degré de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Les autorités ont une bonne connaissance de la structure du CUT et savent comment simplifier et améliorer le processus de mobilisation de fonds, et il est procédé à un recensement des organismes susceptibles de déposer leurs fonds sur le CUT.	30/4/2019				Séminaire régional	N/A	N/A
Burundi (BDI)	N/A	Préparation d'un budget exhaustif, crédible et axé sur les politiques	Un budget annuel plus exhaustif et unifié est publié.	Exhaustivité de la documentation budgétaire (PEFA PI-5)	Mission exploratoire sur le processus et les outils de préparation du budget	31/12/2019				Mission d'assistance technique	N/A	Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : élevé
	N/A				Renforcement de la documentation budgétaire (étape 1)	30/4/2020				Mission d'assistance technique	N/A	
	N/A				Renforcement de la documentation budgétaire (étape 2)	30/4/2021				Mission d'assistance technique	N/A	
	N/A		Un cadre macrobudgétaire à moyen terme plus crédible	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme	Mission exploratoire sur le processus et les outils macrobudgétaires	31/12/2019				Mission d'assistance technique	N/A	
République Centrafricaine (CAF)	L'organisation comptable de l'Etat et les capacités sont encore faibles	Amélioration de la couverture et de la qualité des rapports budgétaires	Les rapports budgétaires sont plus exhaustifs, plus fréquents et de meilleure qualité	Degré d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Amélioration de l'intégrité des données financières au regard de la régularité et de la réalisation en temps voulu du rapprochement des comptes bancaires du Trésor, des comptes d'attente et des comptes d'avances	30/4/2019				Mission d'assistance technique	N/A	Appui politique : élevé Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : moyen Adequation des ressources: élevé Absence de ressources et/ou de motivation pour la tenue de la comptabilité. Risques sécuritaires empêchant la remontée des comptabilités des régions
	La documentation relative au reporting financier et comptable est encore faible du fait d'un dispositif de centralisation encore perfectible				Un organisme, une unité ou une équipe chargés de vérifier l'intégrité des données financières sont mis en place et deviennent opérationnels.	30/4/2019				Mission d'assistance technique	N/A	
	Audit des comptes dormants faits et renégociation des conventions bancaires en				Rapprochement mensuel de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale	30/4/2019				Mission d'assistance technique	Expertise France	
République Centrafricaine (CAF)	La gestion de la trésorerie et le CUT ne sont pas encore optimaux	Amélioration de la gestion des actifs et des passifs	Utilisation accrue du CUT par l'administration centrale pour ses dépôts de recettes et ses décaissements au titre de dépenses.	Degré de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Recensement exhaustif de tous les comptes bancaires actifs ouverts auprès de banques commerciales	30/12/2018	22/03/2017	2	◆	Mission d'assistance technique	Expertise France	Appui politique : moyen Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : élevé
	La gestion de la trésorerie et le CUT ne sont pas encore optimaux				Les comptes inactifs des organismes gouvernementaux auprès de banques commerciales sont clos et leurs soldes transférés au CUT	30/12/2019				Mission d'assistance technique		
	La gestion de la trésorerie et le CUT ne sont pas encore optimaux				Plan exhaustif visant à identifier les exigences techniques et politiques et à déterminer, dans le cadre d'un régime de transition, l'ordre de transfert des soldes de trésorerie détenus auprès des banques	30/12/2019				Mission d'assistance technique		
	La gestion de la trésorerie et le CUT ne sont pas encore optimaux				Rapprochement journalier de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale	30/4/2020				Mission d'assistance technique		
République Centrafricaine (CAF)	Faible prévisibilité dans l'exécution du budget	Amélioration de l'exécution et du contrôle budgétaires	L'exécution et les contrôles budgétaires sont renforcés	Prévisibilité des affectations de ressources en cours d'exercice (PEFA PI-21)	Application du "Plan d'engagement de dépenses" du Système d'information de gestion financière (FMIS)	30/4/2019	13/12/2017	2	◆	Mission d'assistance technique	CEMAC	Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : élevé
	Faible prévisibilité dans l'exécution du budget				Préparation de l'arrêté du Ministre des finances concernant "la fixation d'un plafond périodique aux dépenses"	31/12/2020	13/12/2017	2	◆	Mission d'assistance technique	CEMAC	
	Faible prévisibilité dans l'exécution du budget				Plafond annuel (mensuel) de dépenses dont est assorti le budget annuel	30/4/2021	13/12/2017	2	◆	Mission d'assistance technique	CEMAC	

CADRE LOGIQUE ANNEE FISCALE 2019 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 24 septembre 2018)

Echelle de notation :

4 : Largement atteint

3 : Atteint

2 : Partiellement atteint

1 : Pas atteint

Pays	Contexte initial	Objectifs	Résultats	Indicateurs	Description	Etapas intermédiaires		Notation		Modes opératoires	Partenaires	Risques
						Date d'achèvement prévu	Date d'achèvement effectif	Valeur (1 à 4)	Couleur			
République Centrafricaine (CAF)	Le Comité de cadrage n'est pas fonctionnel. Le pays ne dispose pas d'un modèle de cadrage intégré	Renforcement des lois et institutions de GFP	La capacité du MdF de planifier, mettre en œuvre et soutenir les réformes de GFP est renforcée.	Plans d'action stratégiques et/ou opérationnels en matière de gestion des finances publiques	Mise en place de l'unité/du Comité macrobudgétaire avec établissement d'un programme de travail pluriannuel, y compris des mécanismes de coordination	30/4/2019				Mission d'assistance technique	N/A	Appui politique : élevé Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : moyen
	Le fonctionnement du Comité de cadrage doit être formalisé				Suivi des travaux de l'unité/du Comité macrobudgétaire et de ses besoins en matière de capacités	31/12/2020				Mission d'assistance technique	Expertise France	
République Centrafricaine (CAF)	ND	Préparation d'un budget exhaustif, crédible et axé sur les politiques	Un cadre macrobudgétaire à moyen terme plus crédible	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme	Un outil de prévision macrobudgétaire simple est conçu et utilisé pour l'élaboration du Cadre budgétaire à moyen terme (CBMT)	30/4/2019	20/7/2018	3	4	Mission d'assistance technique	N/A	Appui politique : élevé Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : moyen
	Il n'existe pas de modèle de prévision des recettes fiscales. La politique fiscale n'est pas documentée				Un outil de prévision fiscale est conçu.	31/12/2020				Mission d'assistance technique	Expertise France	
	Le Comité de cadrage n'est pas fonctionnel. Le pays ne dispose pas d'un modèle de cadrage intégré					Des scénarios de prévisions fiscales fondés sur diverses hypothèses macroéconomiques sont établis	31/12/2021			Mission d'assistance technique	Expertise France	
	Le cadre budgétaire pluriannuel n'existe pas. La programmation des investissements est inefficace					Apprentissage par les pairs du processus et des outils macrobudgétaires	31/12/2018			Apprentissage par les pairs	N/A	
	Le taux de transposition des directives du cadre harmonisé reste très faible soit 33%					Un CBMT est élaboré	30/4/2019			Mission d'assistance technique	Expertise France - UE - Pole PNUD Dakar	
CEMAC - Com. Econ. Mon. AFR. Ce (CE6)	Le taux de transposition des directives du cadre harmonisé reste très faible soit 33%	Renforcement des lois et institutions de gestion des finances publiques	Un cadre juridique plus exhaustifs couvrant toutes les étapes du cycle de la gestion des finances publiques.	Perspectives à moyen terme du cadre budgétaire (PEFA PI-16, FTC 2.1.3). Inclusion des projections à moyen terme des investissements (PEFA PI-11.3, FTC 2.1.4). Une législation exhaustive sur la GFP (FTC 2.2.1)	Préparation à l'atelier de la CEMAC (contribution intellectuelle, documents de référence, etc.)	30/4/2019	25/6/2018	3	4	Délivrance des avis sur les projets de textes proposés à la transposition. Participation aux initiatives de renforcement des capacités	CEMAC	N/A
	Le taux de transposition des directives du cadre harmonisé reste très faible soit 33%				Examen du projet de cadre juridique de la GFP des États membres de la CEMAC	30/4/2019				Délivrance des avis sur les projets de textes proposés à la transposition. Participation aux initiatives de renforcement des capacités	CEMAC	Appui politique : élevé Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : moyen
CEMAC - Com. Econ. Mon. AFR. Ce (CE6)	La CEMAC dispose d'un modèle macroéconomique global qui n'est pas utilisé	Préparation d'un budget exhaustif, crédible et axé sur les politiques	Un cadre macrobudgétaire à moyen terme plus crédible	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme	Le modèle macroéconomique de la Commission de la CEMAC est opérationnel.	30/4/2020				Mission d'assistance technique	CEMAC - UE	Appui politique : élevé Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : moyen
	La CEMAC dispose d'un modèle macroéconomique global qui n'est pas utilisé				Adoption d'objectifs de politique budgétaire clairs et mesurables et établissement d'un rapport à leur sujet	30/4/2021				Mission d'assistance technique	CEMAC - UE	
	Tous les pays ne produisent pas régulièrement le rapport annuel de surveillance					Au moins 4 pays de la CEMAC ont établi leur rapport annuel sur la surveillance multilatérale.	30/4/2020			Mission d'assistance technique	CEMAC - UE	
CEMAC - Com. Econ. Mon. AFR. Ce (CE6)	Les Directives de la CEMAC prévoient un suivi des risques budgétaires qui n'est pas encore appliqué	Amélioration de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	L'analyse et la présentation des risques macroéconomiques sont renforcées	Publication d'une analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs	Une déclaration des risques budgétaires figure parmi les documents sur la surveillance multilatérale (qui prennent en compte les risques macroéconomiques)	31/12/2019				Mission d'assistance technique	CEMAC - UE	Appui politique : élevé Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : moyen
	Les Directives de la CEMAC prévoient un suivi des risques budgétaires qui n'est pas encore appliqué					30/4/2021				Mission d'assistance technique	CEMAC - UE	
	Aucun pays de la CEMAC n'élabore un Programme de convergence triennal					Au moins 2 pays sont en mesure d'élaborer leur programme de convergence triennal en utilisant le nouveau format	30/4/2020			Mission d'assistance technique	CEMAC - UE	
Cameroun (CMR)	A compléter	Amélioration de la gestion des actifs et passifs	Les prévisions de trésorerie pour l'administration centrale sont plus fiables et opportunes.	Établissement en temps opportun de prévisions de trésorerie fiables et leur suivi (PEFA PI-21.2)	Les prévisions des flux de trésorerie sont établies pour l'exercice et révisées tous les mois sur la base des entrées et sorties de trésorerie effectives.	30/4/2019				Mission ponctuelle	N/A	Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : moyen
	Absence de dispositif formel de mise en place du Comité interne	Amélioration de l'exécution et du contrôle budgétaires	L'exécution et les contrôles budgétaires sont renforcés	Efficacité des contrôles internes des dépenses non salariales (PEFA PI-25)	Conception d'un plan de contrôle interne au Ministère de l'Éducation	30/4/2019	à compléter	2	4	Mission d'assistance technique	N/A	Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : élevé Faible maîtrise du système
	Absence de dispositif formel de mise en place du Comité interne					Application d'un système de contrôle interne au Ministère de l'Éducation	30/4/2020			Mission d'assistance technique	N/A	
Cameroun (CMR)	Absence de dispositif formel de mise en place du Comité interne					Conception d'un système général de contrôle interne	30/4/2021			Mission d'assistance technique	N/A	
	Manque de coordination des activités de cadrage macrobudgétaire	Renforcement des lois et institutions de GFP	La capacité du MdF de planifier, mettre en œuvre et soutenir les réformes de GFP est renforcée.	Structure organisationnelle réformée	Création d'un nouveau Comité macrobudgétaire avec établissement d'un programme de travail, y compris des mécanismes de coordination faisant intervenir le MdF/MdE et la banque centrale.	12/31/2019				Mission d'assistance technique	N/A	Appui politique : moyen Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : moyen

CADRE LOGIQUE ANNEE FISCALE 2019 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 24 septembre 2018)

Echelle de notation :

4 : Largement atteint

3 : Atteint

2 : Partiellement atteint

1 : Pas atteint

Pays	Contexte initial	Objectifs	Résultats	Indicateurs	Description	Etapas intermédiaires		Notation		Modes opératoires	Partenaires	Risques
						Date d'achèvement prévu	Date d'achèvement effectif	Valeur (1 à 4)	Couleur			
	Le cadre budgétaire pluriannuel n'est pas ancré au cadrage budgétaire	Préparation d'un budget exhaustif, crédible et axé sur les politiques	Un cadre budgétaire à moyen terme plus crédible	Les changements apportés aux prévisions budgétaires successives sont expliqués et font l'objet d'un rapprochement (FTC 2.4.3)	Un Manuel/Guide sur le processus CBMT est élaboré	30/4/2019				Mission d'assistance technique	N/A	Appui politique : Moyen Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : moyen
	La programmation des investissements est inefficace. Le pays ne dispose pas de modèle de prévisions des recettes fiscales.		La planification et la budgétisation des investissements publics sont plus crédibles.	Inclusion des projections à moyen terme des investissements (PEFA PI-11.3, FTC 2.1.4)	Une nouvelle base de données sur le projet d'investissement public est élaborée.	31/12/2019				Mission d'assistance technique	N/A	
			Un cadre macrobudgétaire à moyen terme plus crédible	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme	Les modèles de prévisions fiscales sont améliorés	30/4/2020				Mission d'assistance technique	N/A	
Cameroon (CMR)	Les risques macro-budgétaires ne sont pas documentés.	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	L'analyse et la présentation des risques macroéconomiques sont renforcées.	Publication d'une analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs	Une déclaration des risques budgétaires est incluse dans la documentation budgétaire qui prend en compte les risques macroéconomiques.	31/12/2019				Mission d'assistance technique	N/A	Appui politique : moyen Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : moyen
	Les risques macro-budgétaires ne sont pas documentés.				Une déclaration des risques budgétaires est incluse dans la documentation budgétaire qui prend en compte les risques macroéconomiques et les risques budgétaires liés aux entreprises publiques.	30/4/2021				Mission d'assistance technique	N/A	
	Les risques macro-budgétaires ne sont pas documentés. Les risques macro-budgétaires ne sont pas documentés.				Apprentissage par les pairs de l'évaluation et du suivi des risques macrobudgétaires	31/12/2019				Apprentissage par les pairs	N/A	
					Les parties prenantes sont formées à l'identification et à la gestion des risques budgétaires.	30/4/2019				Mission	N/A	
Congo, République démocratique du (COD)	Vetuste du cadre institutionnel de la fonction budgétaire	Renforcement des lois et institutions de GFP	La capacité du Mdf de planifier, mettre en œuvre et soutenir les réformes de GFP est renforcée	Indicateur de résultat	Structure organisationnelle réformée							Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : moyen Faiblesses du suivi de la
	Vetuste du cadre institutionnel de la fonction budgétaire				Les nouvelles fonctions de gestion des performances du budget sont incorporées dans l'organisation de la direction du budget.	1/12/2021				mission d'assistance technique		
	La coordination des activités de cadrage macrobudgétaire est inefficace et inefficace				Renforcement de l'unité/du Comité macrobudgétaire avec établissement d'un programme de travail pluriannuel, y compris des mécanismes de coordination	30/4/2019				Mission d'assistance technique	UE- BM- Cooperation Belge - BAD	
Congo, République démocratique du (COD)	Cadre de performance du budget programme non disponible pour l'ensemble des ministères	Préparation d'un budget exhaustif, crédible et axé sur les politiques	Des informations sur les ressources et performances par programme sont portées au budget.	Disponibilité d'informations sur la performance des fonctions de prestation de services publics (PEFA PI-8, FTC 2.3.2)	Examen du cadre de performance des ministères	30/4/2019				Mission ponctuelle de revue des projets de PAP	N/A	Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : élevé Faiblesses du suivi de la
	Non identification exhaustive des opérations sur les recettes affectées				Le budget est plus exhaustif.	31/12/2022				Mission d'assistance technique	N/A	
	Mise en oeuvre partielle du cadre de performance des ministères et des institutions				Examen du cadre de performance des ministères	1/12/2020				Mission d'assistance technique	N/A	
	Certaines fonctionnalités des modèles de cadrage ne sont pas opérationnelles.		Un cadre macrobudgétaire à moyen terme plus crédible	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme	Mission exploratoire sur le processus et les outils macrobudgétaires	31/12/2018	10/8/2018	4	◆	Mission d'assistance technique	N/A	
	Certaines fonctionnalités des modèles de cadrage ne sont pas opérationnelles.				Mission exploratoire sur le processus et les outils macrobudgétaires	31/12/2018	10/8/2018	4	◆	Mission d'assistance technique	UE- BM- Cooperation Belge - BAD	
	Certaines fonctionnalités des modèles de cadrage ne sont pas opérationnelles.				Le modèle macrobudgétaire global est renforcé.	31/12/2019	10/8/2018	4	◆	Mission d'assistance technique	UE- BM- Cooperation Belge - BAD	
Congo, République démocratique du (COD)	Le système de comptabilité reste marqué la faible qualité du dispositif de pilotage et de rapprochement régulier des comptes, de la documentation comptable et de la production des	Amélioration de la couverture et de la qualité des rapports budgétaires	Les rapports budgétaires sont plus exhaustifs, plus fréquents et de meilleure qualité.	Degré d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Rapprochement trimestriel des comptes d'attente	19/10/2018				Mission d'assistance technique	N/A	Soutien des dirigeants et engagement du personnel technique: moyen Climat/conjoncture extérieures: moyen
	Le système de comptabilité reste marqué la faible qualité du dispositif de pilotage et de rapprochement régulier des comptes, de la documentation comptable et de la production des				Rapprochement trimestriel des comptes d'avances pour les marchés publics	14/12/2019				Mission d'assistance technique	N/A	
	Le système de comptabilité reste marqué la faible qualité du dispositif de pilotage et de rapprochement régulier des comptes, de la documentation comptable et de la production des				Un organisme, une unité ou une équipe chargés de vérifier l'intégrité des données financières sont mis en place et deviennent opérationnels.	14/12/2019				Mission d'assistance technique	N/A	
Congo, République du (COG)	Annexes légales à la loi de finances non disponibles	Préparation d'un budget exhaustif, crédible et axé sur les politiques	Un budget annuel plus exhaustif et unifié est publié.	Exhaustivité de la documentation budgétaire (PEFA PI-5)	Le plan de renforcement de la documentation budgétaire est disponible.	30/4/2022	24/11/2017	2	◆	Mission d'assistance technique	A compléter	Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : élevé Faiblesse du pilotage politique et technique de

CADRE LOGIQUE ANNEE FISCALE 2019 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 24 septembre 2018)

Echelle de notation :

4 : Largement atteint

3 : Atteint

2 : Partiellement atteint

1 : Pas atteint

Pays	Contexte initial	Objectifs	Résultats	Indicateurs	Description	Etapas intermédiaires		Notation		Modes opératoires	Partenaires	Risques
						Date d'achèvement prévu	Date d'achèvement effectif	Valeur (1 à 4)	Couleur			
	Existence de structure administrative jouant le rôle d'un Trésorier				Rapprochement journalier de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale	4/30/2020				Mission d'assistance technique	N/A	
	Existence de structure administrative jouant le rôle d'un Trésorier				Clôture des comptes inactifs auprès des banques commerciales	30/4/2020				Mission d'assistance technique	N/A	
Gabon (GAB)	Inexistence d'une organisation de la tutelle financière des établissements publics	Préparation d'un budget exhaustif, crédible et axé sur les politiques	Un budget annuel plus exhaustif et unifié est publié.	Présentation de la part des recettes, des dépenses et du financement des entités de l'administration centrale	Apprentissage par les pairs du suivi des opérations des entités publiques	30/4/2019				Apprentissage par les pairs	CEMAC	Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : élevé
	L'exercice de la tutelle financière des établissements publics n'est pas opérationnel				Application du processus de suivi des opérations des entités publiques	31/12/2021				Mission d'assistance technique	N/A	
	Le modèle de cadrage macroéconomique est obsolète		Un cadre macrobudgétaire à moyen terme plus crédible	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme	Le modèle macrobudgétaire global (MEGA) est amélioré.	30/4/2019				Mission d'assistance technique	BM	
	Le modèle de prévision des recettes fiscales est frustré				De nouveaux modèles de prévision fiscale sont élaborés.	30/4/2021				Mission d'assistance technique	BM	
Gabon (GAB)	Absence d'une stratégie de mise en œuvre de contrôle interne	Amélioration de l'exécution et du contrôle budgétaires	L'exécution et le contrôle budgétaires sont renforcés.	Efficacité des contrôles internes des dépenses non salariales (PEFA PI-25)	Application du contrôle interne dans un ministère de tutelle (Éducation)	30/4/2020				Mission d'assistance technique	N/A	Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : élevé Faible pilotage des
	Absence d'une stratégie de mise en œuvre de contrôle interne				Plan d'application du contrôle interne au ministère de la santé	30/4/2021				Mission d'assistance technique	N/A	
Gabon (GAB)	Manque d'exhaustivité des données financières et persistance de comptes d'attente et de régularisation	Amélioration de la couverture et de la qualité des rapports budgétaires	Les rapports budgétaires sont plus exhaustifs, plus fréquents et de meilleure qualité.	Degré d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Régularisation mensuelle des comptes d'attente	30/9/2018				Mission d'assistance technique	N/A	Appui politique : faible Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : faible
	Manque d'exhaustivité des données financières et persistance de comptes d'attente et de régularisation				Régularisation trimestrielle des comptes d'avances	31/7/2019				Mission d'assistance technique	N/A	
	Manque d'exhaustivité des données financières et persistance de comptes d'attente et de régularisation				Création d'une piste d'audit	15/10/2020				Mission d'assistance technique	N/A	
Gabon (GAB)	Le Comité de cadrage est opérationnel mais il doit être renforcé	Renforcement des lois et institutions de GFP	La capacité du Mdf de planifier, mettre en œuvre et soutenir les réformes de GFP est renforcée.	Plans d'action stratégiques et/ou opérationnels en matière de GFP	Le Comité macrobudgétaire est remanié et a un programme de travail pluriannuel	30/4/2019				Mission d'assistance technique	N/A	Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : moyen
	Les risques macro-budgétaires ne sont pas documentés.	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	L'analyse et la présentation des risques macroéconomiques sont renforcées.	Publication d'une analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs.	Une déclaration des risques budgétaires est incluse dans la documentation budgétaire qui prend en compte les risques macroéconomiques.	30/4/2020				Mission d'assistance technique	N/A	Appui politique : élevé Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : élevé Pas d'exigence de suivi
	Les risques macro-budgétaires ne sont pas documentés.				Une déclaration des risques budgétaires est incluse dans la documentation budgétaire qui prend en compte les risques macroéconomiques.	30/4/2020				Mission d'assistance technique	N/A	
	Les risques macro-budgétaires ne sont pas documentés.				Une déclaration des risques budgétaires est incluse dans la documentation budgétaire qui prend en compte les risques macroéconomiques et les risques budgétaires liés aux entreprises publiques.	30/4/2021				Mission d'assistance technique	N/A	
	Les risques macro-budgétaires ne sont pas documentés.				Apprentissage par les pairs de l'évaluation et du suivi des risques macrobudgétaires	31/12/2019				Apprentissage par les pairs	N/A	
	Les risques macro-budgétaires ne sont pas documentés.				Les parties prenantes sont formées à l'identification et à la gestion des risques budgétaires	30/4/2019				Mission d'assistance technique	N/A	
Guinée équatoriale (GNQ)	Faible appropriation nationale des directives et des innovations de réformes	Préparation d'un budget exhaustif, crédible et axé sur les politiques	Un budget annuel plus exhaustif et unifié est publié.	Exhaustivité de la documentation budgétaire (PEFA PI-5)	Renforcement de la documentation budgétaire (projet de performance annuel)	1/12/2020				Mission d'assistance technique	N/A	Appui politique : moyen Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : moyen Faible engagement de
	Non disponibilité des annexes obligatoires préconisées par les directives				Renforcement de la documentation budgétaire (projet de performance annuel)	31/12/2021				Mission d'assistance technique	N/A	
	Le cadre harmonisé de gestion des finances publiques n'est pas transposé dans l'ordonnancement juridique				Atelier sur le nouveau cadre de finances publiques lié aux directives de la CEMAC	30/4/2019				Mission d'assistance technique	CEMAC	
			Un cadre macrobudgétaire à moyen terme plus crédible	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme	Mission exploratoire sur le processus et les outils macrobudgétaires	17/9/2018	22/6/2018	4	4	Mission d'assistance technique	N/A	
	Le pays ne dispose pas de modèle macroéconomique				Un outil de prévision macrobudgétaire simple est conçu et utilisé pour l'alaboration du CBMT	30/4/2020				Mission d'assistance technique	BM	
	Le pays ne dispose pas de modèle de prévision des recettes fiscales				Un outil de prévision fiscale est conçu.	30/4/2021				Mission d'assistance technique	BM	
	La politique fiscale n'est pas documentée				Des scénarios de prévisions budgétaires fondés sur diverses hypothèses macroéconomiques sont établis	30/4/2022				Mission d'assistance technique	BM	

CADRE LOGIQUE ANNEE FISCALE 2019 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 24 septembre 2018)

Echelle de notation :

4 : Largement atteint

3 : Atteint

2 : Partiellement atteint

1 : Pas atteint

Pays	Contexte initial	Objectifs	Résultats	Indicateurs	Description	Etapas intermédiaires		Notation		Modes opératoires	Partenaires	Risques
						Date d'achèvement prévu	Date d'achèvement effectif	Valeur (1 à 4)	Couleur			
Guinée équatoriale (GNQ)	La coordination des activités de cadrage macrobudgétaire est inefficace et inefficace	Renforcement des lois et institutions de GFP	La capacité du MdF de planifier, mettre en œuvre et soutenir les réformes de GFP est renforcée.	Plans d'action stratégiques et/ou opérationnels en matière de GFP	Mise en place de l'unité/du Comité macrobudgétaire avec établissement d'un programme de travail pluriannuel, y compris des mécanismes de coordination	31/12/2018				Mission d'assistance technique	BM	Appui politique : moyen Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : moyen
	La coordination des activités de cadrage macrobudgétaire est inefficace et inefficace				Suivi des travaux de l'unité/du Comité macrobudgétaire et de ses besoins en matière de capacités	31/12/2020				Mission d'assistance technique	BM	
Sao Tomé-et-Principe (STP)	Absence de document de programmation pluriannuelle des investissements	Amélioration de l'exécution et du contrôle budgétaires	L'évaluation, la sélection et la réalisation des investissements publics sont améliorées	Évaluation, sélection, détermination des coûts et suivi des projets d'investissement public	Conception d'un cadre d'investissement public pluriannuel	31/12/2021				Mission d'assistance technique	N/A	Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : élevé Faible pilotage des
	Faible prévisibilité dans le pilotage de l'exécution du budget		L'exécution et les contrôles budgétaires sont renforcés	Indicateur de résultat	Prévisibilité des affectations de ressources en cours d'exercice (PEFA PI-21)							
	Faible prévisibilité dans le pilotage de l'exécution du budget				Application du plan d'engagement global et sectoriel	31/12/2020				Mission d'assistance technique	N/A	
	Faible prévisibilité dans le pilotage de l'exécution du budget				Conception d'un plan d'engagement sectoriel et global	31/12/2019				Mission d'assistance technique	N/A	
Sao Tomé-et-Principe (STP)	N/D	Amélioration de la gestion des actifs et passifs	Les prévisions des flux de trésorerie pour l'administration centrale sont plus fiables et opportunes	Établissement en temps opportun de prévisions de trésorerie fiables et leur suivi (PEFA PI-21.2)	Prévisions annuelles des flux de trésorerie actualisables tous les trimestres	30/11/2018				Mission d'assistance technique	Mission menée conjointement avec FAD	N/D
	N/D				Prévisions annuelles des flux de trésorerie actualisables tous les mois	15/3/2019				Mission d'assistance technique	Mission menée conjointement avec FAD	N/D
Sao Tomé-et-Principe (STP)	La coordination des activités de cadrage macrobudgétaire est inefficace et inefficace	Renforcement des lois et institutions de GFP	La capacité du MdF de planifier, mettre en œuvre et soutenir les réformes de GFP est renforcée.	Structure organisationnelle réformée	Mise en place de l'unité/du Comité macrobudgétaire avec établissement d'un programme de travail pluriannuel, y compris des mécanismes de coordination avec la banque centrale	31/12/2018				Mission d'assistance technique	UE- BM	Appui politique : moyen Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : moyen
	La coordination des activités de cadrage macrobudgétaire est inefficace et inefficace				Suivi des travaux de l'unité/du Comité macrobudgétaire et de ses besoins en matière de capacités	30/4/2020				Mission d'assistance technique	UE- BM	
	Le cadre budgétaire pluriannuel n'existe pas	Préparation d'un budget exhaustif, crédible et axé sur les politiques	Un cadre budgétaire à moyen terme plus crédible	Perspectives à moyen terme du cadre budgétaire (PEFA PI-16, FTC 2.1.3)	Un CDMT global compatible avec le CBMT est élaboré.	30/4/2020				Mission d'assistance technique	UE- BM	Appui politique : moyen Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique :
	La programmation des investissements publics est inefficace. Il n'existe pas de modèle de prévision macrobudgétaire		La planification et la budgétisation des investissements publics sont plus crédibles.	Inclusion des projections à moyen terme des investissements (PEFA PI-11.3, FTC 2.1.4)	Atelier sur les projections pluriannuelles des investissements publics	30/4/2020				Mission d'assistance technique	UE- BM	
	Il n'existe pas de modèle de prévision des recettes fiscales		Un cadre macrobudgétaire à moyen terme plus crédible	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme	Un outil de prévision macrobudgétaire simple est conçu et utilisé pour l'alaboration du CBMT	30/4/2020				Mission d'assistance technique	UE- BM	
	La politique fiscale n'est pas documentée				Un outil de prévision fiscale est conçu.	30/4/2021				Mission d'assistance technique	UE- BM	
	ND					Des scénarios de prévisions budgétaires fondés sur diverses hypothèses macroéconomiques sont établis	30/4/2022				Mission d'assistance technique	UE- BM
Tchad (TCD)	La gestion de la trésorerie et le CUT ne sont pas encore optimaux	Amélioration de la gestion des actifs et passifs	Utilisation accrue du CUT par l'administration centrale pour ses dépôts de recettes et ses décaissements au titre de dépenses	Degré de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Recensement exhaustif de tous les comptes bancaires actifs actuellement ouverts auprès des banques commerciales	30/12/2018	29/8/2017	4	◆	Mission d'assistance technique	N/A	Appui politique : faible Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique :
	La gestion de la trésorerie et le CUT ne sont pas encore optimaux				Rapprochement journalier de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale	30/4/2020				Mission d'assistance technique		
	La gestion de la trésorerie et le CUT ne sont pas encore optimaux				Plan exhaustif visant à identifier les exigences techniques et politique et à déterminer, dans le cadre d'un régime de transition l'ordre de succession des transferts des soldes de trésorerie détenus auprès des banques commerciales	30/12/2019				Mission d'assistance technique		
	La gestion de la trésorerie et le CUT ne sont pas encore optimaux				Clôture des comptes inactifs auprès des banques commerciales	30/4/2020				Mission d'assistance technique		
Tchad (TCD)	Présentation de la loi de finances et des documents budgétaires non conformes	Préparation d'un budget exhaustif, crédible et axé sur les politiques	Un budget annuel plus exhaustif et unifié est publié.	Exhaustivité de la documentation budgétaire (PEFA PI-5)	Un nouveau cadre budgétaire est disponible dans le système d'information.	31/12/2019	29/8/2017	2	◆	Mission d'assistance technique	N/A	Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : élevé Faiblesse de la coordination des réformes
	Absence de tutelle des établissements publics				Atelier sur l'aspect financier des organismes publics	31/12/2020				Mission d'assistance technique	A compléter	
	Absence de tutelle des établissements publics				Conception du cadre juridique des organismes publics	31/12/2021				Mission d'assistance technique	A compléter	
	Absence de tutelle des établissements publics				Suivi de la mise en place du cadre juridique	31/12/2022				Mission d'assistance technique	A compléter	
	Présentation de la loi de finances et des opérations budgétaires non alignées sur la nouvelle nomenclature budgétaire				Application de la nouvelle nomenclature budgétaire du système d'information	31/12/2018	15/6/2018	3	◆	Mission d'assistance technique	CEMAC	
Présentation de la loi de finances et des opérations budgétaires non alignées sur la nouvelle nomenclature budgétaire					Mission sur la préparation du budget	31/7/2018	20/7/2018	2	◆	Mission d'assistance technique	CEMAC	

CADRE LOGIQUE ANNEE FISCALE 2019 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 24 septembre 2018)

Echelle de notation :

4 : Largement atteint

3 : Atteint

2 : Partiellement atteint

1 : Pas atteint

Pays	Contexte initial	Objectifs	Résultats	Indicateurs	Description	Etapas intermédiaires		Notation		Modes opératoires	Partenaires	Risques	
						Date d'achèvement prévu	Date d'achèvement effectif	Valeur (1 à 4)	Couleur				
Tchad (TCD)	Certaines fonctionnalités des modèles de cadrage ne sont pas opérationnelles. Il n'existe pas de modèle de prévision des recettes fiscales. Le CBMT existe mais doit être amélioré. La programmation des investissements est inefficace. Le Comité de cadrage n'est pas fonctionnel	Renforcement des lois et institutions de GFP	Un cadre macrobudgétaire à moyen terme plus crédible	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme	Le modèle macrobudgétaire est renforcé.	30/4/2019				Mission d'assistance technique	N/A		
						Un outil de prévision fiscale est conçu.	31/12/2019				Mission d'assistance technique	UE- BM- PNUD	
			Un cadre budgétaire à moyen terme plus crédible	Perspectives à moyen terme du cadre budgétaire (PEFA PI-16, FTC 2.1.3)	Le CBMT est renforcé.	31/12/2019					Mission d'assistance technique	UE- BM- PNUD	
			La planification et la budgétisation des investissements publics sont plus crédibles.	Inclusion des projections à moyen terme des investissements (PEFA PI-11.3, FTC 2.1.4)	Atelier sur les projections pluriannuelles des investissements publics	30/4/2020					Mission d'assistance technique	UE- BM- PNUD	
			La capacité du MdF de planifier, mettre en œuvre et soutenir les réformes de GFP est renforcée.	Plans d'action stratégiques et/ou opérationnelles en matière de GFP	L'unité/le Comité macrobudgétaire est remanié avec l'établissement d'un programme de travail pluriannuel, y compris des mécanismes de coordination.	31/12/2019					UE- BM- PNUD	Appui politique : Moyen Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : moyen	

CADRE LOGIQUE ANNEE FISCALE 2019 : STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES

(En date du 14 septembre 2018)

Echelle de notation :

4 : Largement atteint

3 : Atteint

2 : Partiellement atteint

1 : Pas atteint

Pays	Contexte initial	Objectifs	Résultats	Indicateurs	Etapas intermédiaires					Modes opératoires	Partenaires	Risques	
					Description	Date d'achèvement prévu	Date d'achèvement effectif	Notation					
								Valeur (1 à 4)	Couleur				
AFRITAC CENTRE (AFC)	Les pays n'élaborent pas de statistiques des finances publiques annuelles et infra-annuelles, selon la méthodologie du MSFP 2001/2014.	Améliorer l'établissement et la diffusion des données de statistiques macroéconomiques et financières utilisées à des fins décisionnelles	Classification	Les transactions sur actifs financiers et passifs sont classées conformément aux directives des MSFP 2001/MSFP 2014.	Atelier régional sur les statistiques de la dette publique	30/10/2018					Séminaire régional	CEMAC	Soutien politique : (risque) élevé
				L'encours de la dette est classé conformément aux directives du GSDSP 2011									
AFRITAC CENTRE (AFC)	L'effectif actuel des ressources humaines est inadéquat.	Améliorer l'établissement et la diffusion des données de statistiques macroéconomiques et financières utilisées à des fins décisionnelles	Amélioration des délais	Les SFP annuelles relatives aux administrations publiques (ou au secteur public) sont diffusées dans les deux trimestres suivant la fin de la période de référence.	Séminaire régional sur la fréquence de soumission des données : annuelle et haute fréquence (trimestrielle)	30/4/2019					Séminaire régional	CEMAC	Soutien politique : (risque) élevé. es d'autres pays
Burundi (BDI)	Le Burundi produit encore des statistiques des finances publiques selon la méthodologie du MSFP 1989.	Améliorer l'établissement et la diffusion des données de statistiques macroéconomiques et financières utilisées à des fins décisionnelles	Nouvelle série de données	Une nouvelle série de SFP est établi et diffusé pour le secteur des administrations publiques (ou le secteur public) et/ou ses sous-secteurs, selon les recommandations des MSFP 2001/MSFP 2014.	Un tableau des opérations financières de l'État (TOFE) est disponible.	30/4/2019					Mission d'assistance technique		Adéquation des ressources : faible
	Les données de la dette publique produites sont incomplètes.			Une nouvelle série de données sur la dette est établi et diffusé pour les administrations publiques.	Les données sur la dette de l'administration centrale budgétaire (exercices 2011-2016) sont conformes aux directives du GSDSP 2011	30/4/2020					Mission d'assistance technique		
République Centrafricaine (CAF)	La RCA produit encore des statistiques des finances publiques selon la méthodologie du MSFP 1989.	Améliorer l'établissement et la diffusion des données de statistiques macroéconomiques et financières utilisées à des fins décisionnelles	Accroissement des capacités du personnel	Le nombre des cadres formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est suffisant.	(5) statisticiens de finances publiques formés à la méthodologie du MSFP 2014	30/4/2020					Mission d'assistance technique	Cadres des Ministères des Finances et/ou du Budget des pays-membres ; Cadres de la CEMAC (Finances Publiques).	Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : faible
	Le nombre du personnel n'est pas adéquat.		Les données sources sont adéquates	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre d'effectuer des classifications selon la méthodologie SFP.	(5) statisticiens de finances publiques sont formés aux méthodes de diffusion des données	30/4/2021					Mission d'assistance technique		
				Les données sources sont suffisamment exhaustives pour permettre l'établissement des SFP pour l'administration centrale budgétaire.									
	Les statistiques des finances publiques produites actuellement sont sur la base du MSFP 1986, donc la base caisse			Les données sources servant à l'établissement des SFP annuelles sont disponibles en temps opportun.	Toutes les données sources pour l'administration centrale budgétaire (selon la méthode d'enregistrement actuelle) sont recueillies, y compris les données sur les recettes non fiscales et les charges urgentes.	30/4/2019					Mission d'assistance technique		
	Les statistiques des finances publiques produites actuellement sont sur la base du MSFP 1986, donc la base caisse				Les statisticiens de finances publiques sont formés à la méthode d'élaboration des données sur une base hors caisse.	30/4/2020					Mission d'assistance technique		
	Les données source se trouvent dans des systèmes informatiques obsolètes.				Les données sources annuelles pour l'exercice 2016 sont recueillies, analysées, ajustées et validées pour servir à l'établissement des SFP.	30/4/2021					Mission d'assistance technique		
	Les statistiques des finances publiques produites actuellement sont sur la base du MSFP 1986, donc la base caisse				Les données sources annuelles pour les exercices précédents (2011-2015) sont recueillies et validées pour servir à l'établissement des SFP relatives à l'administration centrale budgétaire.	30/4/2019					Mission d'assistance technique		
			Nouvelle série de données	Une nouvelle série de SFP est établie et diffusée pour le secteur des administrations publiques (ou le secteur public) et/ou ses sous-secteurs, selon les recommandations des MSFP 2001/MSFP 2014.									
	Les données statistiques de la dette publique produites ne couvrent que le sous-secteur de l'ACB.			Une nouvelle série de données sur la dette est établi et diffusé pour les administrations publiques.	Les données annuelles de SFP pour l'administration centrale (Situation des opérations de l'État - exercices 2011-16) sont établies suivant la présentation adoptée dans le MSFP 2014 (et conformément à la Directive de la CEMAC	30/4/2020					Mission d'assistance technique		
	Le GSDSP 2011 n'est pas le document de référence à la production des statistiques de la dette publique.				Les données sur la dette de l'administration centrale (exercices 2011-2016) sont établies selon les directives du GSDSP 2011.	30/4/2020					Mission d'assistance technique		
Cameroun (CMR)	Le Cameroun produit encore des statistiques des finances publiques selon la méthodologie du MSFP 1989.	Améliorer l'établissement et la diffusion des données de statistiques macroéconomiques et financières utilisées à des fins décisionnelles	Nouvelle série de données	Une nouvelle série de données est établie et diffusée pour les administrations publiques.	Les données annuelles de SFP pour l'administration centrale (Situation des opérations de l'État - exercices 2011-14) sont établies suivant la présentation adoptée dans le MSFP 2014 (et conformément à la Directive de la CEMAC relative au TOFE) et diffusées.	30/4/2020	17/11/2017	2	◆		Apprentissage entre pairs	Cadres des Ministères des Finances et/ou du Budget des pays-membres ; Cadres de la CEMAC (Finances Publiques).	Appui politique: eleve Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : faible . De faibles capacités en SFP des cadres des pays-membres ;
	Les statistiques actuellement produites ne couvrent que le sous-secteur de l'ACB.			Une nouvelle série de SFP est établie et diffusée pour le secteur des administrations publiques (ou le secteur public) et/ou ses sous-secteurs, selon les recommandations des MSFP 2001/MSFP 2014.									
	Les statistiques des finances publiques produites actuellement sont sur la base du MSFP 1986, donc la base caisse		Les données sources sont adéquates.	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre d'effectuer des classifications selon la méthodologie SFP	Les données sur la dette de l'administration centrale budgétaire (exercices 2011-2016) sont conformes aux directives du GSDSP 2011.	30/4/2019					Mission d'assistance technique		

CADRE LOGIQUE ANNEE FISCALE 2019 : STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES

(En date du 14 septembre 2018)

Echelle de notation :

4 : Largement atteint

3 : Atteint

2 : Partiellement atteint

1 : Pas atteint

Pays	Contexte initial	Objectifs	Résultats	Indicateurs	Etapas intermédiaires					Modes opératoires	Partenaires	Risques
					Description	Date d'achèvement prévu	Date d'achèvement effectif	Notation				
								Valeur (1 à 4)	Couleur			
				Les données sources sont suffisamment exhaustives pour permettre l'établissement des SFP pour l'administration centrale budgétaire.								
	Les statistiques des finances publiques produites actuellement sont sur la base du MSFP 1986, donc la base caisse			Les données sources servant à l'établissement des SFP annuelles sont disponibles en temps opportun.	Les statisticiens des finances publiques sont formés aux méthodes de vérification de l'intégrité/l'exhaustivité des données sources et ces méthodes sont appliquées au TABORD.	30/4/2019				Mission d'assistance technique	Cadres des Ministères des Finances et/ou du Budget des pays-membres ; Cadres de la CEMAC (Finances Publiques).	
Congo, République démocratique du (COD)		Améliorer l'établissement et la diffusion des données de statistiques macroéconomiques et financières utilisées à des fins décisionnelles.	Nouvelle série de données	Une nouvelle série de données sur la dette est établie et diffusé pour les administrations publiques.							Cadres des Ministères des Finances et/ou du Budget des pays-membres.	Soutien politique : moyen Moins de volonté politique pour adopter une gestion des finances publiques plus sophistiquée (dont la base des droits constatés).
	Les statistiques des finances publiques produites actuellement sont sur la base du MSFP 1986, donc la base caisse			Une nouvelle série de SFP est établie et diffusé pour le secteur des administrations publiques (ou le secteur public) et/ou ses sous-secteurs, selon les recommandations des MSFP 2001/MSFP 2014.	Un TOFE pour l'exercice 2016 est établi pour l'administration centrale budgétaire selon les recommandations du MSFP 2014.	30/4/2019				Mission d'assistance technique		
	Les statistiques des finances publiques produites actuellement sont sur la base du MSFP 1986, donc la base caisse; et ne sont donc pas publiables dans le GFSY.				Les TOFE pour les exercices (2011-2015) sont disponibles pour l'administration centrale budgétaire.	30/4/2020				Mission d'assistance technique		
	Les statistiques des finances publiques produites actuellement sont sur la base du MSFP 1986, donc la base caisse				Les données sur la dette de l'administration centrale budgétaire (exercices 2011-2016) sont conformes aux directives du GSDSP 2011.	30/4/2019				Mission d'assistance technique		
			Les données sources sont adéquates	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre d'effectuer des classifications selon la méthodologie SFP.								
				Les données sources sont suffisamment exhaustives pour permettre l'établissement des SFP pour l'administration centrale budgétaire.								
	Les données statistiques sont produites avec d'importants retards			Les données sources servant à l'établissement des SFP annuelles sont disponibles en temps opportun.	Les statisticiens de finances publiques vérifient constamment s'il y a des omissions dans les données sur les charges en appliquant les méthodes de vérification de l'intégrité des données sources.	30/4/2020				Mission d'assistance technique		
	Les statistiques des finances publiques produites actuellement sont sur la base du MSFP 1986, donc la base caisse				Les données sources de toutes origines sont agrégées à des fins d'établissement des SFP (données sur les recettes provenant de l'administration fiscale; données sur les dons provenant des projets de développement et données sur les charges/transactions sur actifs et passifs provenant du Trésor).	30/4/2019				Mission d'assistance technique		
	Le nombre du personnel n'est pas adéquat		Accroissement des capacités du personnel	Le nombre des cadres formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est suffisant.	5 membres du personnel sont formés au système de diffusion des données.	30/4/2019				Mission d'assistance technique		
Congo, République du (COG)	Le Congo produit encore des statistiques des finances publiques selon la méthodologie du MSFP 1989.	Améliorer l'établissement et la diffusion des données de statistiques macroéconomiques et financières utilisées à des fins décisionnelles	Les données sources sont adéquates.	Les données sources sont suffisamment exhaustives pour permettre l'établissement des SFP pour le secteur de l'administration centrale et ses sous-secteurs.	Une version révisée du tableau de passage de la nouvelle classification du plan comptable (harmonisée avec la nomenclature budgétaire) au MSFP 2014 est disponible.	30/4/2020				Mission d'assistance technique	Cadres des Ministères des Finances et/ou du Budget des pays-membres ; Cadres de la CEMAC (Finances Publiques).	Soutien politique : faible Adéquation des ressources : faible
	Les données statistiques sont produites avec d'importants retards			Les données sources servant à l'établissement des SFP annuelles sont disponibles en temps opportun.								
	Les données statistiques de la dette publique produites ne couvrent que le sous-secteur de l'ACB.		Nouvelle série de données	Une nouvelle série de SFP est établie et diffusée pour le secteur des administrations publiques (ou le secteur public) et/ou ses sous-secteurs, selon les recommandations des MSFP 2001/MSFP 2014	Les données annuelles de SFP pour l'administration centrale (Situation des opérations de l'État et Compte de patrimoine financier - exercices 2013-16) sont établies suivant la présentation adoptée dans le MSFP 2014 (et conformément à la Directive de la CEMAC	30/4/2020				Mission d'assistance technique		
				Une nouvelle série de données sur la dette est établie et diffusée pour les administrations publiques.								
	Les données statistiques de la dette publique produites actuellement ne sont pas conformes au GSDSP 2011.		Accroissement des capacités du personnel	Le nombre des cadres formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est suffisant.	Les données sur la dette de l'administration centrale (exercices 2011-2016) sont conformes aux directives du GSDSP 2011.	30/4/2019				Mission d'assistance technique		
Congo, République du (COG)	Aucune métadonnée du SGDD n'a été rédigée ou les métadonnées du SGDD n'ont pas été mises à jour depuis plus de quatre ans	Participation au SGDD	Le pays membre commencent à participer au SGDD (ou mettent complètement à jour leurs métadonnées dans le SGDD)	Des métadonnées complètes sont fournies dans le cadre du SGDD pour au moins quatre grandes catégories de données.	Une série de six ans est publiée.	31/12/2018				Mission d'assistance technique	Cadres des Ministères des Finances et/ou du Budget des pays-membres ; Département des Statistiques du FMI	Soutien politique : faible Adéquation des ressources : faible

CADRE LOGIQUE ANNEE FISCALE 2019 : STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES

(En date du 14 septembre 2018)

Echelle de notation : 4 : Largement atteint

3 : Atteint

2 : Partiellement atteint

1 : Pas atteint

Pays	Contexte initial	Objectifs	Résultats	Indicateurs	Etapas intermédiaires					Modes opératoires	Partenaires	Risques	
					Description	Date d'achèvement prévu	Date d'achèvement effectif	Notation					
								Valeur (1 à 4)	Couleur				
Gabon (GAB)	Le Gabon produit encore des statistiques des finances publiques selon la méthodologie du MSFP 1986.	Améliorer l'établissement et la diffusion des données de statistiques macroéconomiques et financières utilisées à des fins décisionnelles.	Les données sources sont adéquates.	Les données sources sont suffisamment exhaustives pour permettre l'établissement des SFP pour le secteur de l'administration centrale et ses sous-secteurs.	Une version révisée du tableau de passage de la nouvelle classification du plan comtable (harmonisée avec la nomenclature budgétaire) au MSFP 2014 est disponible.	30/4/2019					Mission d'assistance technique		Soutien politique : faible. Adéquation des ressources : faible
	Les statistiques des finances publiques produites actuellement sont sur la base du MSFP 1986.			Les données sources servant à l'établissement des SFP annuelles sont disponibles en temps opportun.	Rapprochement des données sources annuelles du Trésor et de la BEAC (Banque centrale - statistiques monétaires) sur une base mensuelle	30/4/2019					Mission d'assistance technique		
	Les statistiques des finances publiques produites actuellement sont sur la base du MSFP 1986, donc la base caisse.		Nouvelle série de données	Une nouvelle série de SFP est établie et diffusée pour le secteur des administrations publiques (ou le secteur public) et/ou ses sous-secteurs, selon les recommandations des MSFP 2001/MSFP 2014.	Les données annuelles de SFP pour l'administration centrale (Situation des opérations de l'État et Compte de patrimoine financier - exercices 2011-16) sont établies selon la présentation adoptée dans le MSFP 2014 (et conformément à la Directive de la CEMAC relative au TOFE) et	30/4/2019					Mission d'assistance technique		
				Une nouvelle série de données sur la dette est établie et diffusée pour les administrations publiques.	Les données sur la dette de l'administration centrale (exercices 2011-2016) sont conformes aux directives du GSDSP 2011.	30/4/2019					Mission d'assistance technique		
Gabon (GAB)	Aucune métadonnée du SGDD n'a été rédigée ou les métadonnées du SGDD n'ont pas été mises à jour depuis plus de quatre ans	Participation au SGDD	Le pays membre commence à participer au SGDD (ou mettront complètement à jour leurs métadonnées dans le SGDD).	Des données complètes sont fournies dans le cadre du SGDD-a pour au moins quatre grandes catégories de données.	Une série de six ans est publiée.	31/12/2018					Mission d'assistance technique	Cadres des Ministères des Finances et/ou du Budget des pays-membres ; Département des Statistiques du FMI	Soutien politique : moyen Les autorités demeurent réticentes. La disponibilité des statistiques financières faibles.
Guinée équatoriale (GNQ)	La Guinée Equat. produit encore des statistiques des finances publiques selon la méthodologie du MSFP 1989.	Améliorer l'établissement et la diffusion des données de statistiques macroéconomiques et financières utilisées à des fins décisionnelles.	Nouvelle série de données	Une nouvelle série de SFP est établie et diffusée pour le secteur des administrations publiques (ou le secteur public) et/ou ses sous-secteurs, selon les recommandations des MSFP 2001/MSFP 2014.	Les SFP annuelles pour l'administration centrale budgétaires (Situation des opérations de l'État) sont établies selon la présentation adoptée dans le MSFP 2014 (et conformément à la Directive de la CEMAC relative au TOFE) et diffusées (pour les données portant sur les exercices 2011-16).	30/4/2022					Mission d'assistance technique		Soutien politique :- élevé Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique: moyen Adequation des ressources: : élevé Conditions externes: faible
	Les données statistiques de la dette publique produites ne couvrent que le sous-secteur de l'ACB.			Une nouvelle série de données sur la dette est établie et diffusée pour les administrations publiques.	Les données sur la dette de l'administration centrale budgétaire sont conformes aux directives du GSDSP 2011 (pour les données portant sur les exercices 2011-16).	30/4/2022					Mission d'assistance technique		
	Les statistiques des finances publiques produites actuellement sont sur la base du MSFP 1986, donc la base caisse.		Les données sources sont adéquates	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre d'effectuer des classifications selon la méthodologie SFP.	Les données sources portant sur l'administration centrale budgétaire sont intégrées dans un système unique	30/4/2019					Mission d'assistance technique		Soutien politique : faible. Adéquation des ressources : faible
	Les données source actuelles proviennent des tableaux disparates, et causent un écart inexpliqué aux statistiques qui en résultent.			Les données sources sont suffisamment exhaustives pour permettre l'établissement des SFP pour l'administration centrale budgétaire.	Les données sources ont été améliorées pour couvrir la balance générale du Trésor selon la Directive de la CEMAC.	30/4/2021					Mission d'assistance technique		
				Les données sources servant à l'établissement des SFP annuelles sont disponibles en temps opportun.	.								
	Le personnel engagé à la production des statistiques est en sous-nombre.		Accroissement des capacités du personnel	Le nombre des cadres formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est suffisant.	(5) statisticiens de finances publiques formés à la méthodologie du MFSP 2014.	30/4/2020					Mission d'assistance technique		
					(5) statisticiens de finances publiques sont formés aux méthodes de diffusion des données.	30/4/2022					Mission d'assistance technique		
Sao Tomé-et-Principe (STP)	Sao Tomé produit encore des statistiques des finances publiques selon la méthodologie du MSFP 1989. Il n'existe pas de cadre pour la production des statistiques des finances	Améliorer l'établissement et la diffusion des données de statistiques macroéconomiques et financières utilisées à des fins décisionnelles.	Cadre & gestion juridiques et institutionnels & intégrité institutionnelle	Il existe des réglementations statistiques adéquates qui permettent à l'organisme statistique (ou lui confèrent le droit) de recueillir des informations sources exhaustives et d'en préserver le caractère confidentiel par le biais d'exigences juridiques et de pénalités.	Un règlement sur les SFP ou un décret ministériel est rédigé et soumis aux autorités pour adoption.	30/4/2019					Mission d'assistance technique	Cadres des Ministères des Finances et/ou du Budget des pays-membres	Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : faible
	Il n'existe pas de document guide à la production des statistiques des finances publiques.			La responsabilité institutionnelle de la collecte, du traitement et de la diffusion de ces statistiques est clairement définie et le partage des données ainsi que la coordination entre les organismes qui	Un manuel de procédures est préparé et distribué à la fois aux fournisseurs de données sources et à l'équipe chargée de l'établissement des SFP.	29/4/2020					Mission d'assistance technique		
			Les données sources sont adéquates.	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre d'effectuer des classifications selon la méthodologie SFP.	Un tableau de passage de la classification du Plan comptable national à celle du MSFP est établi et soumis aux autorités.	30/4/2021					Mission d'assistance technique		
				Les données sources sont suffisamment exhaustives pour permettre l'établissement des SFP pour l'administration centrale budgétaire.	Il est procédé à une bonne sectorisation des données, et toutes les unités institutionnelles relevant de l'administration centrale budgétaire sont énumérées pour assurer une couverture institutionnelle et	30/4/2022					Mission d'assistance technique		

CADRE LOGIQUE ANNEE FISCALE 2019 : STATISTIQUES MACROECONOMIQUES

(En date du 14 septembre 2018)

Echelle de notation :

4 : Largement atteint

3 : Atteint

2 : Partiellement atteint

1 : Pas atteint

Pays	Contexte initial	Objectifs	Résultats	Indicateurs	Etapas intermédiaires					Modes opératoires	Partenaires	Risques
					Description	Date d'achèvement prévu	Date d'achèvement effectif	Notation				
								Valeur (1 à 4)	Couleur			
	Les comptes nationaux ne sont pas à jour. Retards d'un an à quatre ans et il n'existe pas d'outil de comptes nationaux provisoires		Amélioration des délais	Les comptes nationaux sont diffusés conformément aux normes de diffusion correspondantes.	Les CNA pour les années manquantes (2009-2011) sont disponibles.	30/11/2018	5/4/2018	3	◆	Mission d'assistance technique	AFRISTAT / Banque Mondiale / CUA	Soutien politique (Bas) Appui de la direction et engagement (Moyen) Capacité à atteindre les objectifs (Élevé) Capacité à respecter les délais (Bas)
	Les comptes nationaux ne sont pas à jour. Retards d'un an à quatre ans et il n'existe pas d'outil de compilation des comptes nationaux provisoires				Finaliser les CNA pour 2016 et élaborer les CNA pour 2017 aux fins de leur diffusion	31/12/2018				Mission d'assistance technique	AFRISTAT / Banque Mondiale / CUA	Soutien politique (Bas) Appui de la direction et engagement (Moyen) Capacité à atteindre les objectifs (Élevé) Capacité à respecter les délais (Bas)
	A compléter				Formation des statisticiens des comptes nationaux au SCN 2008	31/12/2018				Mission d'assistance technique		A compléter
Cameroun (CMR)	A compléter	Améliorer l'établissement et la diffusion des données de statistiques macroéconomiques et financières utilisées à des fins décisionnelles	Techniques statistiques	Des techniques spécifiques d'établissement de données trimestrielles sont utilisées, dont des techniques d'étalonnage appropriées pour assurer la cohérence entre les estimations annuelle et trimestrielles.	Les CNT corrigés des variations saisonnières et du nombre de jours ouvrables sont disponibles et diffusés.	30/4/2019				Mission d'assistance technique		#1 - Soutien politique --- faible #2 - Soutien et engagement des dirigeants & du personnel technique - - moyen, moyen (impact : moyen, prob : moyenne); Risque : capacités inadéquates; atténuation du risque: former un nombre de plus en plus grand d'effectifs pour assurer qu'un minimum d'entre eux continuent à
	A compléter				Changement de base pour le PIB dans le SCN 2008	30/4/2019				Mission d'assistance technique		A compléter
	Les comptes annuels disponibles sont dans le Système de comptabilité nationale (1993) – avec une année de base 2005 pour la plupart		Nouvelle série de données	De nouvelles statistiques de comptabilité nationale, établies conformément à la dernière version du Système de comptabilité nationale (20018), sont disponibles.	Les CNA de 2015 établis conformément au SCN 2008 sont disponibles (comptes de l'année de base)	31/12/2019				Mission d'assistance technique		Soutien politique (Bas) Appui de la direction et engagement (Moyen) Capacité à atteindre les objectifs (Élevé) Capacité à respecter les délais (Bas)
	A compléter				Les CNA de 2016 établis conformément au SCN 2008 sont disponibles (premiers comptes pour l'année en cours)	31/12/2020				Mission d'assistance technique		A compléter
	A compléter				Les CNA de 2017 sont disponibles.	31/12/2021				Mission d'assistance technique		A compléter
	A compléter				Les séries rétrospectives des CNA de 2005-2014 sont disponibles.	31/12/2021				Mission d'assistance technique		A compléter
	A compléter				Les CNA provisoires de 2018-2020 sont disponibles.	31/12/2022				Mission d'assistance technique		A compléter
	Les comptes annuels disponibles sont dans le Système de comptabilité nationale (1993) – avec une année de base 2005 pour la plupart				Les plus récentes sources de données disponibles (recensements, enquêtes, données administratives, etc.) sont prises en compte dans l'opération d'étalonnage.	30/4/2019				Mission d'assistance technique		Soutien politique (Bas) Appui de la direction et engagement (Moyen) Capacité à atteindre les objectifs (Élevé) Capacité à respecter les délais (Bas)
Congo, République démocratique du (COD)		Améliorer l'établissement et la diffusion des données de statistiques macroéconomiques et financières utilisées à des fins décisionnelles	Nouvelle série de données	De nouvelles statistiques de comptabilité nationale, établies conformément à la dernière version du Système de comptabilité nationale (2008), sont disponibles.	Les plus récentes sources de données disponibles (recensements, enquêtes, données administratives) sont prises en compte dans l'opération d'étalonnage.	31/12/2018				Mission d'assistance technique		Soutien politique (Bas) Appui de la direction et engagement (Moyen) Capacité à atteindre les objectifs (Élevé) Capacité à respecter les délais (Bas)- (Etape intermédiaire) #1 - Soutien politique -- faible #2 - Soutien et engagement des dirigeants & du personnel technique - - moyen (impact : moyen, prob : moyenne); risque :
	Les comptes annuels disponibles sont dans le Système de comptabilité nationale (1993) – avec une année de base 2005 pour la plupart				Les plus récentes sources de données disponibles (recensements, enquêtes, données administratives) sont prises en compte dans l'opération d'étalonnage.	31/12/2018				Mission d'assistance technique		Soutien politique (Bas) Appui de la direction et engagement (Moyen) Capacité à atteindre les objectifs (Élevé) Capacité à respecter les délais (Bas)
	A compléter				Les CNA de 2017 établis conformément au SCN 2008 sont disponibles (comptes de l'année de base)	31/12/2019				Mission d'assistance technique		A compléter
	A compléter				3. Les CNA de 2018 établis conformément au SCN 2008 sont disponibles (premiers comptes pour l'année en cours)	30/12/2020				Mission d'assistance technique		A compléter
	A compléter				4. Les CNA de 2019 sont disponibles.	31/12/2021				Mission d'assistance technique		A compléter
	A compléter				5. Les séries rétrospectives des CNA de 2005-2016 sont disponibles.	31/12/2021				Mission d'assistance technique		A compléter
	A compléter				6. Les CNA de 2020 et les CNA provisoires de 2021 sont disponibles.	31/12/2022				Mission d'assistance technique		A compléter
	A compléter				Calcul du PIB pour 2016 et 2017	31/8/2018		3	◆	Mission d'assistance technique		A compléter

CADRE LOGIQUE ANNEE FISCALE 2019 : STATISTIQUES MACROECONOMIQUES

(En date du 14 septembre 2018)

Echelle de notation :

4 : Largement atteint

3 : Atteint

2 : Partiellement atteint

1 : Pas atteint

Pays	Contexte initial	Objectifs	Résultats	Indicateurs	Etapas intermédiaires					Modes opératoires	Partenaires	Risques	
					Description	Date d'achèvement prévu	Date d'achèvement effectif	Notation					
								Valeur (1 à 4)	Couleur				
	A peine deux personnes par pays sont en mesure de compiler les comptes		Ressources	Le nombre et/ou les compétences du personnel chargé d'établir et de diffuser ces statistiques sont adéquats.	Deux autres membres du personnel sont en mesure d'établir les CNA.	30/4/2019					Mission d'assistance technique		Soutien politique (Bas) Appui de la direction et engagement (Moyen) Capacité à atteindre les objectifs (Élevé) Capacité à respecter les délais (Bas)
	A compléter		Les données sources sont adéquates.	Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement et disponibles en temps	Tous les bilans des entreprises sont intégrés dans les estimations des comptes nationaux.	30/4/2019					Mission d'assistance technique		A compléter
	A compléter				Des discussions ont été amorcées avec le Ministère des finances, et la couverture des données budgétaires s'est améliorée et est prise en compte dans les estimations des	31/12/2018					Mission d'assistance technique		A compléter
	A compléter		Amélioration des délais	Les comptes nationaux sont diffusés conformément aux normes de diffusion correspondantes.	Les statistiques de comptabilité nationale sont diffusées en temps voulu.	30/4/2019					Mission d'assistance technique		A compléter
Congo, République du (COG)	Les comptes annuels disponibles sont dans le Système de comptabilité nationale (1993) – avec une année de base 2005 pour la plupart	Améliorer l'établissement et la diffusion des données de statistiques macroéconomiques et financières utilisées à des fins décisionnelles	Nouvelle série de données	De nouvelles statistiques de comptabilité nationale, établies conformément à la dernière version du Système de comptabilité nationale (2008), sont disponibles.	Les résultats des derniers recensements et enquêtes sont pris en compte dans l'opération d'étalonnage.	31/12/2018					Mission d'assistance technique		Soutien politique (Bas) Appui de la direction et engagement (Moyen) Capacité à atteindre les objectifs (Élevé) Capacité à respecter les délais (Bas) - (Etape intermédiaire) #1 - Soutien politique -- moyen (impact : moyen, prob : moyenne); atténuation du risque : activités de sensibilisation de CC et du Département géographique
	A compléter				Les CNA pour 2017 établis conformément au SCN 2008 sont disponibles (comptes de l'année de base).	31/12/2019					Mission d'assistance technique		A compléter
	A compléter				Les CNA pour 2018 établis conformément au SCN 2008 sont disponibles (premiers comptes pour l'année en cours)	31/12/2020					Mission d'assistance technique		A compléter
	A compléter				Les CNA pour 2019 sont disponibles.	31/12/2021					Mission d'assistance technique		A compléter
	A compléter				Les séries rétrospectives des CNA de 2005-2016 sont disponibles.	31/12/2021					Mission d'assistance technique		A compléter
	A compléter				Les CNA de 2020 et les CNA provisoires de 2021 sont disponibles.	31/12/2022					Mission d'assistance technique		A compléter
			Ressources	Les bureaux et le matériel sont adéquats pour l'établissement et la diffusion de ces statistiques.	Le nombre et/ou les compétences du personnel chargé d'établir et diffuser ces statistiques sont adéquats.	Deux autres membres du personnel sont en mesure d'établir les CNA.	30/4/2019				Mission d'assistance technique		
	A peine deux personnes par pays sont en mesure de compiler les comptes												Soutien politique (Bas) Appui de la direction et engagement (Moyen) Capacité à atteindre les objectifs (Élevé) Capacité à respecter les délais (Bas)
	A compléter		Les données sources sont adéquates.	Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives et raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, évaluation et date d'enregistrement et sont disponibles en temps opportun.	Tous les bilans des entreprises sont intégrés dans les estimations des comptes nationaux.	30/6/2018	3/7/2018	1	⬇		Mission d'assistance technique		A compléter
	A compléter				Des discussions ont été amorcées avec le Ministère des finances, et la couverture des données budgétaires s'est améliorée et est prise en compte dans les estimations des	31/12/2018					Mission d'assistance technique		A compléter
	A compléter				Des discussions ont été amorcées avec la Banque centrale et les données sur le PIB sont obtenues dans de meilleurs délais et intégrées dans les estimations des CNA.	31/12/2018					Mission d'assistance technique		A compléter
Gabon (GAB)	Les comptes nationaux ne sont pas à jour. Retards d'un an à quatre ans et il n'existe pas d'outil de comptes nationaux provisoires	Améliorer l'établissement et la diffusion des données de statistiques macroéconomiques et financières utilisées à des fins décisionnelles	Amélioration des délais	Les comptes nationaux sont diffusés conformément aux normes de diffusion correspondantes.	Les comptes nationaux annuels sont disponibles pour les années 2011 à 2014	30/6/2018	22/6/2018	3	⬆		Mission d'assistance technique	AFRISTAT / Banque Mondiale /CUA	Soutien politique (Bas) Appui de la direction et engagement (Moyen) Capacité à atteindre les objectifs (Élevé) Capacité à respecter les délais (Bas) - (Etape intermédiaire) #1 - Soutien politique -- faible #2 - Soutien et engagement des dirigeants & du personnel technique - - moyen (impact : moyen, prob : moyenne);

CADRE LOGIQUE ANNEE FISCALE 2019 : STATISTIQUES MACROECONOMIQUES

(En date du 14 septembre 2018)

Echelle de notation :

4 : Largement atteint

3 : Atteint

2 : Partiellement atteint

1 : Pas atteint

Pays	Contexte initial	Objectifs	Résultats	Indicateurs	Etapas intermédiaires					Modes opératoires	Partenaires	Risques
					Description	Date d'achèvement prévu	Date d'achèvement effectif	Notation				
								Valeur (1 à 4)	Couleur			
	Les comptes nationaux ne sont pas à jour. Retards d'un an à quatre ans et il n'existe pas d'outil de comptes nationaux provisoires				Les comptes nationaux annuels sont disponibles pour les années 2015 à 2017	31/12/2018				Mission d'assistance technique	AFRISTAT / Banque Mondiale / CUA	Soutien politique (Bas) Appui de la direction et engagement (Moyen) Capacité à atteindre les objectifs (Élevé) Capacité à respecter les délais (Bas)
	A compléter				Les séries de 2001 - 2017 sont disponibles.	31/3/2019				Mission d'assistance technique		A compléter
	Les comptes annuels disponibles sont dans le Système de comptabilité nationale (1993) – avec une année de base 2005 pour la plupart		Nouvelle série de données	De nouvelles statistiques de comptabilité nationale, établies conformément à la dernière version du Système de comptabilité nationale (2008), sont disponibles.	Les plus récentes sources de données disponibles (recensements, enquêtes, données administratives) sont prises en compte dans l'opération d'étalonnage.	31/12/2018				Mission d'assistance technique		Soutien politique (Bas) Appui de la direction et engagement (Moyen) Capacité à atteindre les objectifs (Élevé) Capacité à respecter les délais (Bas)
	A compléter				Les CNA de 2017 établis conformément au SCN 2008 sont disponibles (comptes de l'année de base).	31/12/2019				Mission d'assistance technique		A compléter
	A compléter				Les CNA de 2018 établis conformément au SCN 2008 sont disponibles (premiers comptes pour l'année en cours).	31/12/2020				Mission d'assistance technique		A compléter
	A compléter				Les CNA de 2019 sont disponibles.	31/12/2021				Mission d'assistance technique		A compléter
	A compléter				Les séries rétrospectives des CNA de 2005-2016 sont disponibles.	31/12/2021				Mission d'assistance technique		A compléter
	A compléter				Les CNA de 2020 et les CNA provisoires de 2021 sont disponibles.	31/12/2022				Mission d'assistance technique		A compléter
	A peine deux personnes par pays sont en mesure de compiler les comptes		Ressources	Le nombre et/ou les compétences du personnel chargé d'établir et de diffuser ces statistiques sont adéquats.	Quatre membres du personnel sont en mesure d'établir les CNA.	31/12/2018				Mission d'assistance technique		Soutien politique (Bas) Appui de la direction et engagement (Moyen) Capacité à atteindre les objectifs (Élevé) Capacité à respecter les délais (Bas)
	A compléter				Six membres du personnel sont en mesure d'établir les CNA.	31/12/2019				Mission d'assistance technique		A compléter
	A compléter		Accroissement des capacités du personnel	Le nombre des effectifs formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est suffisant.	Apprentissage par les pairs (Gabon à Burkina Faso) des "Comptes nationaux trimestriels"	31/12/2018	7/9/2018	4		Apprentissage par les pairs		A compléter
Guinée équatoriale (GNQ)	Les comptes annuels disponibles sont dans le Système de comptabilité nationale (1993) – avec une année de base 2005 pour la plupart	Améliorer l'établissement et la diffusion des données de statistiques macroéconomiques et financières utilisées à des fins décisionnelles	Nouvelle série de données	De nouvelles statistiques de comptabilité nationale, établies conformément à la dernière version du Système de comptabilité nationale (2008) sont disponibles.	Les résultats des derniers recensements et enquêtes sont pris en compte dans l'opération d'étalonnage.	31/12/2018				Mission d'assistance technique		Soutien politique (Bas) Appui de la direction et engagement (Moyen) Capacité à atteindre les objectifs (Élevé) Capacité à respecter les délais (Bas)- (Etape intermédiaire) #1 - Soutien politique -- faible #2 - Soutien et engagement des dirigeants & du personnel technique - - moyen (impact : moyen, prob : moyenne); risque :
	A compléter				Les CNA de 2017 établis conformément au SCN 2008 sont disponibles (comptes pour l'année de base).	31/12/2019				Mission d'assistance technique		
	A compléter				Les CNA de 2018 établis conformément au SCN 2008 sont disponibles (premiers comptes de l'année en cours).	31/12/2020				Mission d'assistance technique		A compléter
	A compléter				Les CNA de 2019 sont disponibles.	31/12/2021				Mission d'assistance technique		A compléter
	A compléter				Les séries rétrospectives des CNA de 2005-2016 sont disponibles.	31/12/2021				Mission d'assistance technique		A compléter
	A compléter				Les CNA de 2020 et les CNA provisoires de 2021 sont disponibles.	31/12/2022				Mission d'assistance technique		A compléter
	A compléter		Les données sources sont adéquates.	Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives et raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, évaluation et date d'enregistrement et sont disponibles en temps opportun.	L'IPi est appliqué conformément à la norme la plus récente et est utilisé pour l'établissement des comptes nationaux.	31/12/2019				Mission d'assistance technique		A compléter
	A compléter				Les résultats des derniers recensements et enquêtes sont pris en compte dans l'opération d'étalonnage.	31/12/2019				Mission d'assistance technique		A compléter
	A peine deux personnes par pays sont en mesure de compiler les comptes		Accroissement des capacités du personnel	Le nombre des effectifs formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est suffisant.	Deux membres du personnel sont en mesure d'établir les CNA.	30/4/2019				Mission d'assistance technique		Soutien politique (Bas) Appui de la direction et engagement (Moyen) Capacité à atteindre les objectifs (Élevé) Capacité à respecter les délais (Bas)
	A compléter				Deux autres membres du personnel sont en mesure d'établir les CNA.	31/12/2020				Mission d'assistance technique		A compléter

CADRE LOGIQUE ANNEE FISCALE 2019 : STATISTIQUES MACROECONOMIQUES

(En date du 14 septembre 2018)

Echelle de notation :

4 : Largement atteint

3 : Atteint

2 : Partiellement atteint

1 : Pas atteint

Pays	Contexte initial	Objectifs	Résultats	Indicateurs	Etapas intermédiaires					Modes opératoires	Partenaires	Risques
					Description	Date d'achèvement prévu	Date d'achèvement effectif	Notation				
								Valeur (1 à 4)	Couleur			
Sao Tomé-et-Principe (STP)	Les comptes annuels disponibles sont dans le Système de comptabilité nationale (1993) – avec une année de base 2005 pour la plupart	Améliorer l'établissement et la diffusion des données de statistiques macroéconomiques et financières utilisées à des fins décisionnelles	Nouvelle série de données	De nouvelles statistiques de comptabilité nationale, établies conformément à la dernière version du Système de comptabilité nationale (2008), sont disponibles.	Les résultats des derniers recensements et enquêtes sont pris en compte dans l'opération d'étalonnage.	30/4/2019					Mission d'assistance technique	Soutien politique (Bas) Appui de la direction et engagement (Moyen) Capacité à atteindre les objectifs (Élevé) Capacité à respecter les délais (Bas) - (Etape intermédiaire)#1 - Soutien politique : faible #2 - Soutien et engagement des dirigeants & du personnel technique : moyen; risque : l'ONS n'est pas bien informé des
	A compléter				Les CNA de 2017 (nouvelle année de référence et données établies conformément au SCN 2008) sont disponibles.	31/12/2020					Mission d'assistance technique	A compléter
	A compléter				Les CNA définitifs de 2018, établis conformément au SCN 2008, sont disponibles.	31/12/2021					Mission d'assistance technique	A compléter
	A compléter				Les séries rétrospectives des CNA de 2001 - 2018 sont disponibles.	31/12/2021					Mission d'assistance technique	A compléter
	A compléter				Les CNA de 2019 et les CNA provisoires de 2020 sont disponibles.	31/12/2022					Mission d'assistance technique	A compléter
	A compléter		Les données sources sont adéquates	Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives et raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, évaluation et date d'enregistrement et sont disponibles en temps opportun.	L'IPI est appliqué conformément à la dernière norme et est utilisé pour l'établissement des comptes nationaux.	31/12/2018					Mission d'assistance technique	A compléter
	A peine deux personnes par pays sont en mesure de compiler les comptes		Accroissement des capacités du personnel	Le nombre des effectifs formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est suffisant.	Deux membres du personnel sont en mesure d'établir les CNA.	4/4/2019					Mission d'assistance technique	Soutien politique (Bas) Appui de la direction et engagement (Moyen) Capacité à atteindre les objectifs (Élevé) Capacité à respecter les délais (Bas)
	A compléter				Deux autres membres du personnel sont en mesure d'établir les CNA.	31/12/2020					Mission d'assistance technique	A compléter
Tchad (TCD)		Améliorer l'établissement et la diffusion des données de statistiques macroéconomiques et financières utilisées à des fins décisionnelles	Ressources	Le nombre et/ou les compétences du personnel chargé d'établir et de diffuser ces statistiques sont adéquats.	Quatre membres du personnel sont en mesure d'établir les CNA.	31/12/2018					Mission d'assistance technique	Soutien politique (Bas) Appui de la direction et engagement (Moyen) Capacité à atteindre les objectifs (Élevé) Capacité à respecter les délais (Bas)- (etape intermédiaire) #1 - Soutien politique -- élevé (impact : important, prob : moyenne); atténuation du risque : activités de sensibilisation de CC et du Département
	A compléter				Six membres du personnel sont en mesure d'établir les CNA.	31/12/2019					Mission d'assistance technique	A compléter
	A compléter		Nouvelle série de données	De nouvelles statistiques de comptabilité nationale, établies conformément à la dernière version du Système de comptabilité nationale (2008), sont disponibles.	Les CNA de 2018 établis conformément au SCN 2008 sont disponibles (comptes de l'année de base)	31/12/2020					A compléter	A compléter
	A compléter				Les CNA définitifs de 2019 établis conformément au SCN 2008 sont disponibles.	31/12/2021					Mission d'assistance technique	A compléter
	A compléter				Les séries rétrospectives des CNA de 2005-2017 sont disponibles.	30/12/2022					Mission d'assistance technique	A compléter
	A compléter				Les CNA provisoires de 2020 sont disponibles.	31/12/2021					Mission d'assistance technique	A compléter
	A compléter		Les données sources sont adéquates	Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement et disponibles en temps	Les bilans d'un grande partie des entreprises sont intégrés aux estimations des CNA.	31/12/2018					Mission d'assistance technique	A compléter
	A compléter				Des discussions ont été amorcées avec le Ministère des finances, et la couverture des données budgétaires s'est améliorée et est prise en compte dans les estimations des CNA.	31/12/2018					Mission d'assistance technique	A compléter
	A compléter		Accroissement des capacités du personnel	Le nombre des effectifs formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est suffisant.	Apprentissage par les pairs (Tchad à Burkina Faso) des "Comptes nationaux trimestriels"	7/9/2018	7/9/2018	4	◆		Apprentissage par les pairs	A compléter

CADRE LOGIQUE ANNEE FISCALE 2019 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

(En date du 14 septembre 2018)

Echelle de notation :

4 : Largement atteint

3: Atteint

2: Partiellement atteint

1: Pas atteint

Pays	Contexte initial	Objectifs	Résultats	Indicateurs	Etapes intermédiaires				Modes opératoires	Partenaires	Risques	
					Description	Date d'achèvement prévu	Date d'achèvement effectif	Notation				
								Valeur (1 à 4)				Couleur
AFRITAC CENTRE (AFC)	Absence de stratégie à moyen terme pour la gestion de la dette et le choix des instruments de dette	Faciliter l'application de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Préparation d'un plan d'emprunt annuel (PEA) en conformité avec de bonnes pratiques	L'évaluation des compétences du personnel au début du projet & en matière d'établissement du PEA fait apparaître une amélioration	Un projet de rapport sur le PEA est établi.	31/7/2018	31/7/2018	3	3	Séminaire régional	N/A	Adéquation des ressources: Moyen
	Absence de PEA qui accompagne la LF			Le tableau joint au budget précise le montant à emprunter par instrument de dette	Préparation d'un descriptif simplifié des modalités d'enregistrement de la dette	31/7/2018	31/7/2018	3	3	Séminaire régional	N/A	
					Effectifs formés à la modélisation du PEA	31/7/2018	31/7/2018	3	3	Séminaire régional	N/A	
					Des scénarios de PEA solides du point de vue technique et informatif sont établis.	31/7/2018	31/7/2018	3	3	Séminaire régional	N/A	
	Absence de PEA intérieurs et de calendriers des émissions intérieurs		Application du calendrier des émissions intérieurs avec indication des dates d'émission et des types d'instrument	Calendrier des adjudications périodiques avec indication des dates d'émission & instruments de dette	Établissement d'un Plan d'emprunt intérieur annuel (détaillé) conforme au document de SDMT approuvé	31/7/2018	31/7/2018	3	3	Séminaire régional	N/A	
					Un projet de calendrier des émissions intérieurs est établi.	31/7/2018	31/7/2018	3	3	Séminaire régional	N/A	
	Absence de PEA extérieurs basé sur la SDMT et le calendrier des émissions extérieurs n'est pas suffisamment détaillé		Calendrier des émissions extérieures indiquant les types de financement & les décaissements prévus	Tableau présentant les dates indicatives du financement extérieur, les sources des emprunts et leurs modalités	Établissement d'un Plan d'emprunt extérieur annuel (détaillé), en tant que section du document de SDMT ou du budget	31/7/2018	31/7/2018	3	3	Séminaire régional	N/A	
				Un projet de calendrier des émissions extérieures est établi.	31/7/2018	31/7/2018	3	3	Séminaire régional	N/A		
Burundi (BDI)	Le portefeuille de la dette n'est pas analysé à travers des indicateurs de risques standards ; Absence de rapport annuel de la dette ; Absence de bulletin	Procéder à une bonne analyse du risque de portefeuille pour assurer la solidité du portefeuille de la dette	Rendre compte du risque de portefeuille de la dette & de la gestion des risques dans le rapport de gestion de la dette est une bonne pratique.	Les rapports annuels de gestion de la dette qui sont publiés ou les rapports internes attestent de l'application de bonnes pratiques.	Les participants calculent les indicateurs & flux de portefeuille de la dette du Burundi.	30/6/2018	19/12/2017	1	1	Mission d'assistance technique	N/A	Appui politique: Elevé
					Les participants établissent le rapport annuel de gestion de la dette du Burundi.	30/9/2018	19/12/2017	1	1	Mission d'assistance technique	N/A	
					Les participants établissent le premier bulletin trimestriel sur la gestion de la dette du Burundi.	30/6/2018	19/12/2017	1	1	Mission d'assistance technique	N/A	
BEAC-Banque États de l'Afrique Ce (BEA)	le cadre réglementaire du marché primaire des titres publics nécessite d'être révisé	Établir une infrastructure de marché des titres d'État efficace qui soit compatible avec le niveau de développement du marché	Un processus d'émission bien défini des titres d'État est mis en place.	Règles régissant le fonctionnement du marché primaire en vigueur au plus tard le [date]	Les règles et règlements régissant l'émission d'instruments de dette sont révisés.	31/12/2018				Mission d'assistance technique + Apprentissage entre pairs	N/A	Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique: Faible
			Marché secondaire fonctionnel sur lequel les participants au marché de gros peuvent effectuer des transactions dans un délai et à un coût raisonnables.	Les règles et règlements régissant la structure et l'organisation du marché secondaire entrent en vigueur au plus tard le [date]	Les règles et règlements régissant le fonctionnement du marché secondaire sont révisés.	31/12/2018				Mission d'assistance technique + Apprentissage entre pairs	N/A	
République Centrafricaine (CAF)	Le rapport annuel de la dette n'est pas produit ou il est de mauvaise qualité; Absence de bulletin périodique sur la dette	Procéder à une bonne analyse du risque de portefeuille pour assurer la solidité du portefeuille de la dette	Rendre compte du risque de portefeuille de la dette & de la gestion des risques dans le rapport de gestion de la dette est une bonne pratique	Les rapports annuels de gestion de la dette qui sont publiés ou les rapports internes attestent de l'application de bonnes pratiques.	Les participants calculent les indicateurs et flux de portefeuille de la dette de la République Centrafricaine.	30/6/2018	29/6/2018	3	3	Mission d'assistance technique + Apprentissage entre pairs	CNUCED	Adéquation des ressources: Elevé
					Les participants établissent le rapport annuel de gestion de la dette de la République Centrafricaine.	30/9/2018	30/6/2018	3	3	Mission d'assistance technique + Apprentissage entre pairs	CNUCED	
					Les participants établissent le bulletin trimestriel sur la gestion de la dette de la République Centrafricaine.	30/6/2018	31/10/2017	4	4	Mission d'assistance technique + Apprentissage entre pairs	CNUCED	
République Centrafricaine (CAF)	Les procédures de gestion de la dette ne sont pas formalisées ; Nécessité de réorganiser l'office de la dette en Front-Middle et back office	Renforcer les capacités des administrations publiques de gérer avec efficacité la dette publique.	Établissement de l'Office de gestion de la dette et coordination suffisante de sa politique avec la politique budgétaire et monétaire	Les données sur les principales variables macroéconomiques et budgétaires sont partagées avec l'Office de gestion de la dette.								Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique: Moyen
				Partage avec les autorités monétaires des informations sur les transactions courantes et futures au titre de la dette et sur les flux de trésorerie de l'administration centrale	Projet de décret sur le Comité national de la dette	30/9/2018		43102	3	Mission d'assistance technique	N/A	
					Projet de directives guidant l'exercice des activités du Comité de la dette	30/9/2018		1/2/2018	2	Mission d'assistance technique	N/A	
			Législation sur la gestion de la dette par laquelle l'autorisation d'emprunter est fournie, des garanties de prêt sont émises et d'autres activités de gestion de la dette sont	Une législation précise en outre quelle branche du gouvernement peut emprunter et quelle est sa structure de gestion.						Mission d'assistance technique		
				Une législation existante (primaire et secondaire) fournit clairement l'autorisation d'emprunter et d'émettre de nouvelles dettes, d'effectuer des opérations liées à la dette (le cas échéant) et d'émettre des garanties de prêt						Mission d'assistance technique		
			Création de l'Office de gestion de la dette ou amélioration de la structure institutionnelle	Un organigramme et une législation secondaire portant création des entités participant à la gestion de la dette et à la préparation et à l'émission de garanties de prêt, et définissant leurs rôles et	Projet de décret sur le cadre institutionnel de la gestion de la dette publique	31/3/2019				Mission d'assistance technique	N/A	
			Les fonctions de l'Office de gestion de la dette sont attribuées selon des pratiques internationales bien acceptées.	Un cadre normatif juridique définissant les moyens d'améliorer la structure de l'Office de gestion de la dette est établi								
				Organigramme révélant la séparation des tâches pour certaines fonctions essentielles, ainsi que la présence d'une fonction de suivi des risques et de vérification de la	Projet d'arrêté sur les fonctions de l'Office de gestion de la dette	30/6/2019				Mission d'assistance technique	N/A	

CADRE LOGIQUE ANNEE FISCALE 2019 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

(En date du 14 septembre 2018)

Echelle de notation :

4 : Largement atteint

3 : Atteint

2 : Partiellement atteint

1 : Pas atteint

Pays	Contexte initial	Objectifs	Résultats	Indicateurs	Description	Etapes intermédiaires		Notation		Modes opératoires	Partenaires	Risques
						Date d'achèvement prévu	Date d'achèvement effectif	Valeur (1 à 4)	Couleur			
République Centrafricaine (CAF)	Absence de SDMT	Réduire au minimum le coût de la dette publique soumise à des risques et favoriser le développement des marchés de la dette intérieure	Une meilleure connaissance du cadre de la SDMT et de sa panoplie d'outils analytiques qui prépare le gestionnaire de la dette à sa tâche de gestion de la dette	Faire un exercice consistant à préparer, calculer et établir un tableau d'indicateurs de portefeuille de la dette.								Adéquation des ressources: Moyen
				Faire des exercices de préparation d'un ensemble de données sur le portefeuille de la dette qui soit de qualité suffisamment bonne pour être utilisé comme base dans l'Outil analytique de la SDMT								
				Présenter des exposés et participer à des discussions qui révèlent une bonne connaissance des 8 étapes du cadre de la SDMT	Les participants utilisent la base de données sur le portefeuille de la dette de la République Centrafricaine dans l'Outil analytique de la SDMT	31/1/2019				Mission d'assistance technique	N/A	
					Les participants sont en mesure de calculer les indicateurs de portefeuille de la dette de la République Centrafricaine.	31/1/2019				Mission d'assistance technique	N/A	
				Les participants acquièrent suffisamment de connaissances au sujet des 8 étapes du cadre de la SDMT.	31/1/2019				Mission d'assistance technique	N/A		
Congo, République démocratique (COD)	Absence de SDMT	Réduire au minimum le coût de la dette publique soumise à des risques et favoriser le développement des marchés de la dette intérieure	Une meilleure connaissance du cadre de la SDMT et de sa panoplie d'outils analytiques qui prépare le gestionnaire de la dette à sa tâche de gestion de la dette	Faire un exercice consistant à préparer, calculer et établir un tableau d'indicateurs de portefeuille de la dette								Adéquation des ressources: Faible
				Faire des exercices de préparation d'un ensemble de données sur le portefeuille de la dette qui soit de qualité suffisamment bonne pour être utilisé comme base dans l'Outil analytique de la SDMT								
				Présenter des exposés et participer à des discussions qui révèlent une bonne connaissance des 8 étapes du cadre de la SDMT	Les participants acquièrent suffisamment de connaissances au sujet des 8 étapes du cadre de la SDMT	30/9/2018	15/9/2018	3		Mission d'assistance technique	N/A	
Congo, République démocratique du (COD)	La RDC ne dispose pas encore d'un marché intérieur des titres publics	Établir une infrastructure de marché des titres d'État efficace qui soit compatible avec le niveau de développement du marché	Un marché secondaire fonctionnel sur lequel les participants au marché de gros peuvent effectuer des transactions dans un délai et à un coût raisonnables	Règles et règlements régissant la structure et l'organisation du marché secondaire	Projet de décret sur l'organisation & le fonctionnement du marché primaire & secondaire	31/12/2019				Mission d'assistance technique + Apprentissage entre pairs	N/A	Appui politique: Elevé ; Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique: Moyen
			Émissions intérieures régulières fondées sur des instruments standard et pilotées par un programme d'émission [applicable]	Descriptif des modalités des instruments en conformité [aux normes] appliqué au plus tard le [date]	Un projet de règles régissant le fonctionnement du marché primaire est établi.	31/12/2019				Mission d'assistance technique + Apprentissage entre pairs	N/A	
					Un projet de règles régissant le fonctionnement du marché primaire est établi.	31/12/2019				Mission d'assistance technique + Apprentissage entre pairs	N/A	
			Un processus d'émission bien défini des titres d'État est mis en place.	Règles régissant le fonctionnement du marché primaire en vigueur au plus tard le [date]								
				Processus de règlement et de garde soutenu par des systèmes de paiement et de garde fiables	Un projet de calendrier des adjudications est établi.	31/12/2019				Mission d'assistance technique + Apprentissage entre pairs	N/A	
					Un projet de descriptif des modalités des instruments est établi.	31/12/2019				Mission d'assistance technique + Apprentissage entre pairs	N/A	
Congo, République démocratique du (COD)	le portefeuille de la dette n'est pas analysé à travers des indicateurs de risques standards ; Le rapport annuel de la dette n'est pas produit ou il est de mauvaise qualité ; Absence de bulletin périodique sur la dette	Procéder à une bonne analyse du risque de portefeuille pour assurer la solidité du portefeuille de la dette	Rendre compte du risque de portefeuille de la dette & de la gestion des risques dans le rapport de gestion de la dette est une bonne pratique.	Les rapports annuels de gestion de la dette qui sont publiés ou les rapports internes attestent de l'application de bonnes pratiques.	Les participants calculent les indicateurs & les flux de portefeuille de la dette de la RDC.	30/6/2018	31/5/2017	4		Mission d'assistance technique	N/A	Adéquation des ressources: Faible
					Les participants établissent le rapport annuel de gestion de la dette de la RDC.	30/9/2018	31/5/2017	4		Mission d'assistance technique	N/A	
					Les participants établissent le bulletin trimestriel sur la gestion de la dette de la RDC.	30/6/2018	31/5/2017	2		Mission d'assistance technique	N/A	

CADRE LOGIQUE ANNEE FISCALE 2019 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

(En date du 14 septembre 2018)

Echelle de notation :

4 : Largement atteint

3: Atteint

2: Partiellement atteint

1: Pas atteint

Pays	Contexte initial	Objectifs	Résultats	Indicateurs	Etapes intermédiaires				Modes opératoires	Partenaires	Risques	
					Description	Date d'achèvement prévu	Date d'achèvement effectif	Notation				
								Valeur (1 à 4)				Couleur
Congo, République du (COG)	Absence de stratégie à moyen terme pour la gestion de la dette et le choix des instruments de dette	Réduire au minimum le coût de la dette publique soumise à des risques et favoriser le développement des marchés de la dette intérieure	Une meilleure connaissance du cadre de la SDMT et de sa panoplie d'outils analytiques qui prépare le gestionnaire de la dette à sa tâche de gestion de la dette	Faire un exercice consistant à préparer, calculer et établir un tableau d'indicateurs de portefeuille de la dette							Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique: Moyen	
				Faire des exercices de préparation d'un ensemble de données sur le portefeuille de la dette qui soit de qualité suffisamment bonne pour être utilisé comme base dans l'Outil analytique de la SDMT								
				Présenter des exposés et participer à des discussions qui révèlent une bonne connaissance des 8 étapes du cadre de la SDMT	Les participants utilisent la base de données sur le portefeuille de la dette dans l'Outil analytique de la SDMT	30/9/2018	43256	2	👉	Mission d'assistance technique	N/A	
					Les participants calculent les indicateurs de portefeuille de la dette du Congo.	30/9/2018	6/5/2018	2	👉	Mission d'assistance technique	N/A	
Congo, République du (COG)	Les services de gestion de la dette ne sont pas organisés sur une base fonctionnelle ;	Renforcer les capacités des administrations publiques de gérer avec efficacité la dette publique	Les fonctions de l'Office de gestion de la dette sont attribuées selon des pratiques internationales bien acceptées.	Le cadre normatif juridique définissant les moyens d'améliorer la structure de l'Office de gestion de la dette est établi.							Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique: Moyen	
				L'organigramme révèle la séparation des tâches pour certaines fonctions essentielles.	Structure révisée de l'Office de gestion de la dette	30/4/2019				Mission d'assistance technique		
Gabon (GAB)	Nécessité d'améliorer la stratégie à moyen terme pour la gestion de la dette selon le cadre SDMT développé par le FMI/BM	Réduire au minimum le coût de la dette publique soumise à des risques et favoriser le développement des marchés de la dette intérieure	Une meilleure connaissance du cadre de la SDMT et de sa panoplie d'outils analytiques qui prépare le gestionnaire de la dette à sa tâche de gestion de la dette	Faire un exercice consistant à préparer, calculer et établir un tableau d'indicateurs de portefeuille de la dette.							Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique: Moyen	
				Faire des exercices de préparation d'un ensemble de données sur le portefeuille de la dette qui soit de qualité suffisamment bonne pour être utilisé comme base dans l'Outil analytique de la SDMT								
				Présenter des exposés et participer à des discussions qui révèlent une bonne connaissance des 8 étapes du cadre de la SDMT	Les participants utilisent la base de données sur le portefeuille de la dette du Gabon dans l'Outil analytique de la SDMT.	30/4/2019				Mission d'assistance technique	MCM	
					Les participants calculent les indicateurs de portefeuille de la dette du Gabon.	30/4/2019				Mission d'assistance technique	MCM	
Sao Tomé-et-Principe (STP)	La gestion des risques liés au portefeuille de dette n'est pas intégrée dans les activités courantes de la dette.	Procéder à une bonne analyse du risque de portefeuille pour assurer la solidité du portefeuille de la dette	Amélioration des capacités du personnel d'effectuer des analyses quantitatives et qualitatives	La qualité de l'analyse des risques et les compétences du personnel se sont améliorées, comme il ressort des rapports.	Effectifs formés aux analyses des risques de base	30/9/2018	15/6/2018	3	👈	Mission d'assistance technique	N/A	Adéquation des ressources : Moyen
				Le cadre de gestion du risque de portefeuille de la dette est utilisé avec efficacité par le personnel.	Utilisation efficace du cadre, comme il ressort des publications ou documents internes.	Les participants font un exercice d'analyse du risque de portefeuille de la dette.	31/12/2019			Mission d'assistance technique	N/A	
					Les participants utilisent le portefeuille de la dette de Sao Tomé-et-Principe comme base d'analyse du risque de portefeuille de la dette.	31/12/2019				Mission d'assistance technique	N/A	
Sao Tomé-et-Principe (STP)	Les services de gestion de la dette ne sont pas organisés sur une base fonctionnelle ; Absence d'une structure de coordination des activités de la dette ; Absence d'un manuel de procédures de gestion de	Renforcer les capacités des administrations publiques de gérer avec efficacité la dette publique	Création de l'Office de gestion de la dette ou amélioration de la structure institutionnelle	Un organigramme et une législation secondaire portant création des entités participant à la gestion de la dette et à la préparation et à l'émission de garanties de prêt, et définissant leurs rôles et responsabilités	Projet de manuel de procédure pour la gestion de la dette publique	30/4/2021				Mission d'assistance technique	N/A	Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique: Moyen
				Établissement de l'Office de gestion de la dette et coordination suffisante de sa politique avec la politique budgétaire et monétaire.	Les données sur les principales variables macroéconomiques et budgétaires sont partagées avec l'Office de gestion de la dette.							
					Partage avec les autorités monétaires des informations sur les transactions courantes et futures au titre de la dette et sur les flux de trésorerie de l'administration centrale	Projet de décret/arrêté sur le Comité national de la dette	30/4/2019			Mission d'assistance technique	N/A	
						Un projet de directives guidant l'exercice des activités du Comité est établi.	30/4/2020			Mission d'assistance technique	N/A	
				Les fonctions de l'Office de gestion de la dette sont attribuées selon des pratiques internationales bien acceptées.	Un cadre normatif juridique définissant les moyens d'améliorer la structure de l'Office est établi.	Projet d'arrêté sur les fonctions de l'Office de gestion de la dette	30/4/2019			Mission d'assistance technique	N/A	

CADRE LOGIQUE ANNEE FISCALE 2019 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

(En date du 14 septembre 2018)

Echelle de notation :

4 : Largement atteint

3: Atteint

2: Partiellement atteint

1: Pas atteint

Pays	Contexte initial	Objectifs	Résultats	Indicateurs	Description	Etapas intermediaires		Notation		Modes opératoires	Partenaires	Risques		
						Date d'achèvement prévu	Date d'achèvement effectif	Valeur (1 à 4)	Couleur					
Sao Tomé-et-Principe (STP)	Le marché intérieur de la dette est récent, une stratégie pour son développement est nécessaire	Établir une infrastructure de marché des titres d'État efficace qui soit compatible avec le niveau de développement du marché	Un processus d'émission bien défini des titres d'État est mis en place.	Règles régissant le fonctionnement du marché primaire en vigueur au plus tard le [date]	Projet de règles régissant l'émission des obligations du Trésor	30/4/2019				Mission d'assistance technique	N/A	Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique: Moyen		
				Émissions intérieures régulières fondées sur des instruments standard et pilotées par un programme d'émission [applicable]	Un plan d'emprunt annuel mis en place au plus tard le [date]									
					Calendrier des adjudications indiquant les dates d'émission et les instruments appliqués au plus tard le [date]	Le projet de calendrier des adjudications à appliquer est publié.	31/12/2019				Mission d'assistance technique	N/A		
						Les effectifs ayant reçu une formation de base sont chargés d'établir un plan d'émission	30/4/2019				Mission d'assistance technique	N/A		
Tchad (TCD)	Absence de SDMT	Réduire au minimum le coût de la dette publique soumise à des risques et favoriser le développement des marchés de la dette intérieure	Une meilleure connaissance du cadre de la SDMT et de sa panoplie d'outils analytiques qui prépare le gestionnaire de la dette à sa tâche de gestion de la dette	Faire un exercice consistant à préparer, calculer et établir un tableau d'indicateurs de portefeuille de la dette.								Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique: Moyen ; Adéquation des ressources : Elevé		
				Faire des exercices de préparation d'un ensemble de données sur le portefeuille de la dette qui soit de qualité suffisamment bonne pour être utilisé comme base dans l'Outil analytique de la SDMT										
				Présenter des exposés et participer à des discussions qui révèlent une bonne connaissance des 8 étapes du cadre de la SDMT	Les participants utilisent la base de données sur le portefeuille de la dette du Tchad dans l'Outil analytique de la SDMT.	31/10/2018	31/10/2018	2	🔻	Mission d'assistance technique	BM & MCM			
					Les participants calculent les indicateurs de portefeuille de la dette du Tchad.	31/10/2018	31/10/2018	2	🔻	Mission d'assistance technique	BM & MCM			
Tchad (TCD)	Les Sukuk ne sont pas utilisés comme instrument de mobilisation des financements de long terme ; Absence de cadre juridique pour l'émission des Sukuk ; Volonté des autorités pour développer la finance islamique	Établir une infrastructure de marché efficace pour les titres islamiques	Une stratégie de développement stratégique qui fournit la base d'émission des Sukuk ou conduit à l'émission de Sukuk	Identification des plans de développement du gouvernement et détermination de leurs priorités sur un horizon de trois à cinq ans								Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique: Elevé ; Adéquation des ressources : Elevé		
				Description et situation des actifs appartenant à l'État et de la dette des administrations publiques	Les conditions préalables d'ordre technique sont identifiées et un plan d'action est établi.	12/31/2019				Mission d'assistance technique	N/A			
					Établir une liste des actifs appartenant à l'État	12/31/2019				Mission d'assistance technique	N/A			
				Un cadre juridique et réglementaire pour l'émission des Sukuk issuance est en place.	Adoption d'une loi sur l'émission d'instruments de dette et de titres islamiques, étayée par les politiques et procédures nécessaires, notamment par des règlements et des directives réglementaires.	Les conditions préalables à l'établissement d'un cadre juridique sont identifiées.	31/12/2019			Mission d'assistance technique	N/A			

CADRE LOGIQUE ANNEE FISCALE 2019 : REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES

(En date du 21 septembre 2018)

Echelle de notation :

4 : Largement atteint

3 : Atteint

2 : Partiellement atteint

1 : Pas atteint

Pays	Contexte initial	Objectifs	Résultats	Indicateurs	Etapas intermédiaires				Modes opératoires	Partenaires	Risques	
					Description	Date d'achèvement prévu	Date d'achèvement effectif	Notation				
								Valeur (1 à 4)				Couleur
Burundi (BDI)	La nouvelle loi bancaire du Burundi a été publiée en août 2017 et la BRB a engagé un programme de mise à jour de l'ensemble de sa réglementation prudentielle pour la mettre en cohérence avec la nouvelle loi	Établir/renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les superviseurs et la réglementation bancaires exigent des banques qu'elles appliquent de bonnes politiques et procédures.	Les directives et réglementations sur la mesure et la gestion du risque sont adoptées.	Les projets de règlements prudentiels révisés pour l'application de la nouvelle loi bancaire du Burundi (22 août 2017) sont passés en revue, sur la demande de la BRB.	30/4/2019	18/6/2018	3	◆	Mission d'assistance technique		Appui politique : moyen Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conjoncture
	La gouvernance des banques et de la transparence financière sont des problématiques essentielles sur lesquelles il importe de faire le point s'agissant des principes et des exigences prudentielles à mettre en œuvre		Les superviseurs et la réglementation bancaires exigent des banques qu'elles aient des politiques et processus de gouvernance solides.	Des directives et une réglementation sur le gouvernement d'entreprise et les contrôles internes sont adoptées.	Des directives sont fournies sur la mise en place des normes de gouvernement d'entreprise et des pratiques optimales de communication d'informations et de transparence (troisième pilier de Bâle II) applicables aux banques (séminaire régional).	30/4/2019				Séminaire régional		
Burundi (BDI)		Mettre en place un système de contrôle axé sur les risques (CAR) et améliorer les autres processus de contrôle.	Les superviseurs bancaires ont suffisamment de moyens pour mettre en place un contrôle axé sur les risques.	Les superviseurs bancaires ont reçu une formation complète leur permettant de mettre en place un contrôle axé sur les risques.	Des directives sont reçues sur la méthodologie à suivre pour réaliser des inspections bancaires sur place au regard de la sécurité des systèmes d'information (expertise en audit TI).	30/4/2019				Mission d'assistance technique		Appui politique : moyen Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : élevé Climat/conjoncture
	La BRB a besoin de renforcer la rigueur méthodologique des contrôles informatiques réalisés dans les banques.		Les superviseurs bancaires sont capables de procéder à des contrôles efficaces du risque informatique dans les établissements de crédit	Les rapports d'inspection des banques individuelles sont plus axés sur les risques et identifient les principaux risques qualitatifs et quantitatifs.	Des directives sont reçues sur la méthodologie à suivre pour réaliser des inspections bancaires sur place au regard de la sécurité des systèmes d'information (expertise en audit TI).	30/4/2019				Mission d'assistance technique		
	La BRB a sollicité un appui pour mettre en œuvre efficacement sa nouvelle circulaire sur la supervision des services de paiement		Les superviseurs bancaires sont capables de procéder à des contrôles efficaces des établissements de paiement	Des missions de contrôle sur place rigoureuses et complètes sont réalisées dans des établissements de paiement	Des directives sont reçues sur la méthodologie à suivre pour assurer le contrôle des institutions et services de paiement conformément aux meilleures pratiques et à la réglementation de la BRB	30/4/2019				Mission d'assistance technique		
	Il importe de faire le point global sur le thème de la supervision basée sur les risques, s'agissant des exigences attendues des autorités et de la démarche méthodologie de mise en œuvre		Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures opérationnelles d'application du CAR.	Application de processus axés sur les risques et de manuels y afférents	Des orientations sont reçues au sujet des principes fondamentaux du contrôle axé sur les risques et de la manière de mettre en place un projet d'exécution sur le plan opérationnel (séminaire régional)	30/4/2019	13/7/2018	4	◆	Séminaire régional		
	La BRB a besoin d'améliorer l'efficacité de sa mise en œuvre de la supervision basée sur les risques, à commencer par la notation des banques selon leur profil de risque		Les superviseurs de la BRB procèdent effectivement à la notation des établissements assujettis selon leur profil de risque, en application de la méthodologie révisée	Approbation de la méthodologie révisée de notation des établissements de crédit	La procédure interne de notation des banques par la BRB selon leur profil de risque est revue de manière à renforcer l'exactitude de l'outil de notation CAMELS/ORAP.	30/4/2019				Mission d'assistance technique		
	La BRB a besoin de détecter précocement les difficultés des banques		Les superviseurs de la BRB sont en capacité d'identifier des indicateurs avancés des difficultés bancaires	Mise en place d'un système d'indicateurs de surveillance et d'alerte	Le processus de contrôle sur pièces de la BRB utilisé pour la détection précoce des banques fragiles est renforcé après examen du dispositif d'indicateurs de suivi et d'alerte	30/4/2019				Mission d'assistance technique		
	Burundi (BDI)	La BRB a besoin de mesurer rigoureusement et objectivement le risque de crédit selon les normes internationales	Accroître l'efficacité du contrôle du provisionnement comptable et prudentiel	Meilleure connaissance des IFRS par les superviseurs de la BC et par les banques, notamment des normes ayant trait aux provisions spécifiques, pour parvenir à un équilibre entre les exigences des IFRS et celles des principes de Bâle	Conformité des banques aux IFRS et aux dispositions de la réglementation concernant les prêts improductifs, comme en attestent a) les rapports des auditeurs des banques; b) les rapports des superviseurs.	Formation des superviseurs de la BRB à l'application de l'IFRS 9 sur la comptabilisation et le provisionnement des prêts improductifs.	30/4/2020			Mission d'assistance technique		Soutien politique : moyen Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : élevé Climat/conjoncture : très élevé
Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC)	La COBAC a besoin de mettre à niveau l'ensemble de sa réglementation prudentielle selon les normes internationales	Établir/renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les superviseurs et la réglementation bancaires exigent des banques qu'elles appliquent de bonnes politiques et procédures.	Les directives et la réglementation sur la mesure et la gestion des risques sont adoptées.	Les projets de règlement d'application du règlement de la COBAC relatif au contrôle interne (2016/04), qui a trait aux exigences prudentielles concernant la gestion des risques des banques, sont passés en revue.	30/4/2019				Mission d'assistance technique		Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : faible Adéquation des ressources : élevé Climat/conjoncture

CADRE LOGIQUE ANNEE FISCALE 2019 : REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES

(En date du 21 septembre 2018)

Echelle de notation : ◆ 4 : Largement atteint ◆ 3 : Atteint ◆ 2 : Partiellement atteint ◆ 1 : Pas atteint

Pays	Contexte initial	Objectifs	Résultats	Indicateurs	Etapas intermédiaires					Modes opératoires	Partenaires	Risques	
					Description	Date d'achèvement prévu	Date d'achèvement effectif	Notation					
								Valeur (1 à 4)	Couleur				
	La COBAC a besoin de renforcer la supervision des groupes bancaires sur base consolidée		Les superviseurs disposent des moyens nécessaires pour améliorer la réglementation bancaire et l'appliquer avec efficacité.	Les superviseurs passent régulièrement en revue le cadre réglementaire et formulent des suggestions sur la manière d'améliorer la réglementation en fonction de l'évolution du secteur bancaire et sur la base des normes internationales.	Des orientations méthodologiques sont reçues pour une application efficace du contrôle consolidé sur pièces et sur place des groupes bancaires de la CEMAC.	30/4/2019					Mission d'assistance technique		
	La COBAC a besoin de renforcer la supervision des groupes bancaires sur base consolidée		Les superviseurs assurent le suivi des groupes bancaires et de leurs ratios prudentiels sur une base consolidée.	Les banques soumettent leurs rapports à titre individuel et sur une base consolidée.	Des projets de règles prudentielles qualitatives relatives au contrôle consolidé des groupes bancaires de la CEMAC sont établis sur la base de la réglementation existante.	30/4/2019	10/8/2018	4	◆		Mission d'assistance technique		
	La COBAC a besoin de renforcer la supervision des groupes bancaires sur base consolidée		Les superviseurs assurent le suivi des groupes bancaires et de leurs ratios prudentiels sur une base consolidée.	La réglementation exige des banques qu'elles respectent les limites prudentielles sur une base consolidée.	Des projets de ratios prudentiels pour le contrôle consolidé des groupes bancaires de la CEMAC sont établis sur la base de la réglementation existante.	30/4/2019	10/8/2018	1	◆		Mission d'assistance technique		
	La COBAC a besoin de renforcer la supervision des groupes bancaires sur base consolidée		Les fonds propres des groupes bancaires sont mieux contrôlés.		Le règlement relatif au calcul des fonds propres est revu à des fins d'inclusion des exigences applicables sur une base consolidée.	30/4/2019	10/8/2018	4	◆		Mission d'assistance technique		
	La gouvernance des banques et de la transparence financière sont des problématiques essentielles sur lesquelles il importe de faire le point s'agissant des principes et des exigences prudentielles à mettre en œuvre		Les superviseurs et la réglementation bancaires exigent des banques qu'elles aient des politiques et processus de gouvernance solides.	Des directives et règlements sur le gouvernance d'entreprise et les contrôles internes sont adoptés.	Des directives sont fournies sur la mise en place des normes de gouvernement d'entreprise et des pratiques optimales de communication d'informations et de transparence (troisième pilier de Bâle II) applicables aux banques (séminaire régional).	30/4/2019	13/7/2018	4	◆		Séminaire régional		
Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC)		Mettre en place un système de contrôle axé sur les risques (CAR) et améliorer les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures opérationnelles d'application du CAR.	Portée et fréquence des inspections sur place réalisées sur la base des risques et de l'impact des banques et guidées par des analyses sur pièces des risques	Des directives méthodologiques sont reçues par les inspecteurs chargés du contrôle sur place du risque opérationnel, notamment du risque de fraude, dans les banques, à des fins de mise à jour du manuel d'inspection.	30/4/2019					Mission d'assistance technique		Soutien politique : faible Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : faible Adéquation des ressources : élevé Climat/conjoncture
	La COBAC a besoin de moderniser la notation des banques selon leur profil de risque		Les superviseurs de la COBAC sont en mesure de noter les banques rigoureusement selon leur profil de risque	Application de processus axés sur les risques et de manuels y afférents	Examen des processus de contrôle sur pièces des banques en vue d'évaluer les pratiques en cours et la nécessité d'améliorer l'outil de notation SYSCO2. Des recommandations sont reçues au sujet de	30/4/2019	9/8/2018	4	◆		Mission d'assistance technique		
	La COBAC a besoin de structurer sa réforme pour finaliser la mise en place de la supervision basée sur les risques		La mise en place de la supervision basée sur les risques est finalisée	Un plan d'actions structuré est établi et une gouvernance duprojet de réforme est mise en place	Des orientations sont reçues au sujet des principes fondamentaux du contrôle axé sur les risques et de la manière de mettre en place un projet d'exécution sur le plan opérationnel (séminaire régional).	30/4/2019	13/7/2018	4	◆		Séminaire régional		
	La COBAC a besoin de structurer sa réforme pour finaliser la mise en place de la supervision basée sur les risques		La mise en place de la supervision basée sur les risques est finalisée	Un plan d'actions structuré est établi et une gouvernance duprojet de réforme est mise en place	Examen des processus de contrôle sur place des banques en vue d'évaluer les pratiques en cours sur la base du contrôle axé sur les risques. Des recommandations sont reçues au sujet de leur amélioration.	30/4/2019					Mission d'assistance technique		
	La COBAC a besoin de traiter plus efficacement les difficultés des EMF		Les superviseurs s'attaquent en temps opportun aux pratiques ou activités imprudentes et peu saines qui pourraient poser un risque aux banques ou au système bancaire.	Les superviseurs imposent des sanctions et assurent une prompt application de mesures correctives face aux problèmes des banques.	Les pratiques en cours relatives à l'analyse sur pièces des plans d'action correctifs des institutions de microfinance sont passées en revue et des orientations internes au sujet de leur amélioration sont reçues.	30/4/2019					Mission d'assistance technique		
Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC)	La COBAC a besoin de mettre sa réglementation prudentielle en pleine conformité avec les normes internationales de Bâle II/III	Mettre en place les normes de Bâle II et Bâle III	La législation et la réglementation bancaires sont conformes aux exigences de Bâle II/III.	Une nouvelle réglementation des fonds propres et de nouvelles exigences minimales à leur sujet sont établies conformément à Bâle II.	Le règlement relatif au calcul des fonds propres est revu pour être aligné sur les exigences de Bâle III.	30/4/2019	43381	4	◆		Mission d'assistance technique		Soutien politique : faible Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : élevé Climat/conjoncture
	La COBAC a besoin de mettre sa réglementation prudentielle en pleine conformité avec les normes internationales de Bâle II/III				Un nouveau règlement sur le ratio de levier est promulgué conformément aux exigences de Bâle III.	30/4/2019					Mission d'assistance technique		
	La COBAC a besoin de mettre sa réglementation prudentielle en pleine conformité avec les normes internationales de Bâle II/III		le ratio de levier est respecté	le ratio de levier est édicté	Des directives sont fournies sur l'établissement d'un projet de nouveau règlement prudentiel relatif au ratio de levier en conformité avec les exigences de Bâle III.	30/4/2019	10/8/2018	4	◆		Mission d'assistance technique		
	La COBAC a besoin de mettre sa réglementation prudentielle en pleine conformité avec les normes internationales de Bâle II/III		le règlement sur les fonds propres est respecté	le règlement modificatif sur les fonds propres est édicté	Promulgation d'une réglementation relative au calcul des fonds propres qui a été révisée pour être pleinement conforme à Bâle III.	30/4/2019					Mission d'assistance technique		

CADRE LOGIQUE ANNEE FISCALE 2019 : REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES

(En date du 21 septembre 2018)

Echelle de notation :

4 : Largement atteint

3 : Atteint

2 : Partiellement atteint

1 : Pas atteint

Pays	Contexte initial	Objectifs	Résultats	Indicateurs	Etapas intermédiaires				Modes opératoires	Partenaires	Risques	
					Description	Date d'achèvement prévu	Date d'achèvement effectif	Notation				
								Valeur (1 à 4)				Couleur
Congo, République démocratique du (COD)	La BCC doit renforcer la rigueur de son contrôle de la gouvernance des banques, de leur contrôle interne et de leur gestion des risques	Établir/renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les superviseurs et la réglementation bancaires exigent des banques qu'elles aient des politiques et processus de gouvernance solides.	Des directives et une réglementation sur le gouvernement d'entreprise et les contrôles internes sont adoptées.	Le modèle existant du rapport annuel obligatoire des banques sur leur dispositif de contrôle interne et leur cadre de gestion des risques est passé en revue.	31/12/2018	28/7/2017	4	◆	Mission d'assistance technique		Soutien politique : très élevé Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : élevé Climat/conjoncture extérieures : très élevé
	La BCC doit renforcer la rigueur de son contrôle de la gouvernance des banques, de leur contrôle interne et de leur gestion		Les risques des banques sont mieux gérés et mieux contrôlés	Les procédures internes de la BCC sont finalisées	Des directives sont fournies sur l'établissement d'un projet de procédure interne d'application des nouveaux règlements sur le contrôle interne, la conformité et la gouvernance.	30/4/2019	14/9/2018	2	◆	Mission d'assistance technique		
	La gouvernance des banques et de la transparence financière sont des problématiques essentielles sur lesquelles il importe de faire le point s'agissant des principes et des exigences prudentielles à mettre en œuvre		Les risques des banques sont mieux gérés et mieux contrôlés	Les procédures internes de la BCC sont finalisées	Des directives sont fournies sur la mise en place des normes de gouvernement d'entreprise et des pratiques optimales de communication d'informations et de transparence (troisième pilier de Bâle II) applicables aux banques (séminaire régional).	30/4/2019				Séminaire régional		
	La BCC doit renforcer la rigueur de son processus d'agrément des établissements assujettis		Les cadres juridique/réglementaire de l'octroi de licences définissent les étapes essentielles.	Le cadre réglementaire de l'octroi de licences a été revu et ses lacunes ont été identifiées.	Le règlement existant sur l'octroi de licences est passé en revue.	30/4/2019	8/6/2018	4	◆	Mission d'assistance technique		
	La BCC doit renforcer la rigueur de son processus d'agrément des établissements assujettis			Application du texte modifié de la législation et des règlements nécessaire pour étayer, sur le plan opérationnel, le régime d'octroi des licences.	Le règlement existant sur l'octroi de licences aux directeurs exécutifs et membres du conseil d'administration des banques est passé en revue.	30/4/2019	8/6/2018	4	◆	Mission d'assistance technique		
	La BCC doit renforcer la rigueur de son processus d'agrément des établissements assujettis			Établissement d'un guide d'application du régime d'octroi de licences dans lequel sont présentés les critères quantitatifs et qualitatifs et autres conditions à remplir pour soumettre une demande de licence.	Le règlement existant sur l'octroi de licences aux auditeurs externes des banques est passé en revue.	30/4/2019	23/2/2018	4	◆	Mission d'assistance technique		
	La BCC doit renforcer la rigueur de son processus d'agrément des établissements assujettis				Des directives sont fournies sur l'établissement des projets de procédures internes et les modèles opérationnels des demandes officielles reçues par la BCC au sujet de l'octroi de licences aux banques, directeurs & membres du Conseil d'administration ainsi qu'aux auditeurs	30/4/2019	8/6/2018	2	◆	Mission d'assistance technique		
La BCC doit renforcer la rigueur de son contrôle de la gouvernance des banques, de leur contrôle interne et de leur gestion		Les superviseurs et la réglementation bancaires exigent des banques qu'elles aient des politiques et processus de gouvernance solides.	Les directives et réglementations sur la mesure et la gestion du risque sont adoptées.	Un projet de règlement prudentiel incluant des exigences spécifiques applicables aux institutions et services de paiement est établi.	30/4/2020				Mission d'assistance technique			
Congo, République démocratique du (COD)	La BCC doit mobiliser ses ressources pour traiter les zones de risques les plus importantes dans les banques	Mettre en place un système de contrôle axé sur les risques (CAR) et améliorer les autres processus de contrôle.	Les superviseurs bancaires ont suffisamment de moyens pour mettre en place un contrôle axé sur les risques.	Les superviseurs ont reçu une formation complète leur permettant de mettre en place un contrôle axé sur les risques.	Formation (des superviseurs débutants) à l'application de la méthodologie (à jour) existante relative à l'inspection sur place de la sécurité des systèmes d'information (audit TI)	30/4/2020				Mission d'assistance technique		Soutien politique : très élevé Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : élevé Climat/conjoncture extérieures : très élevé
	La BCC doit détecter plus en amont les difficultés des banques			Les rapports d'inspection des banques individuelles sont davantage axés sur les risques et identifient les principaux risques qualitatifs et quantitatifs.	Des directives additionnelles sont fournies aux superviseurs débutants sur l'application du contrôle sur pièces axé sur les risques, l'accent étant mis sur la réglementation prudentielle et l'analyse financière des	30/4/2019				Mission d'assistance technique		
	La BCC a besoin de poursuivre le renforcement des capacités des superviseurs bancaires de la BCC				Formation des superviseurs de la BCC à l'application, sur le plan opérationnel, des cinq instructions qualitatives révisées (n° 17, 18, 19, 21 & 22) selon une approche fondée sur les risques.	31/12/2018	14/9/2018	4	◆	Mission d'assistance technique		
	La qualité globalement insatisfaisante de la gouvernance, du contrôle interne, de la gestion des risques et des conditions d'agrément justifient la refonte des exigences prudentielles applicables aux banques de RDC en la matière, conformément aux normes internationales		Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures opérationnelles d'application du CAR.	Application de processus axés sur les risques et des manuels y afférents	Des orientations sont reçues au sujet des principes fondamentaux du contrôle axé sur les risques et de la manière de mettre en place un projet d'exécution sur le plan opérationnel (séminaire régional)	30/4/2019	13/7/2018	4	◆	Mission d'assistance technique		

CADRE LOGIQUE ANNEE FISCALE 2019 : REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES

(En date du 21 septembre 2018)

Echelle de notation :

4 : Largement atteint

3 : Atteint

2 : Partiellement atteint

1 : Pas atteint

Pays	Contexte initial	Objectifs	Résultats	Indicateurs	Etapas intermédiaires				Modes opératoires	Partenaires	Risques	
					Description	Date d'achèvement prévu	Date d'achèvement effectif	Notation				
								Valeur (1 à 4)				Couleur
Sao Tomé-et-Principe (STP)	La réglementation prudentielle de la BCSTP, en matière de contrôle interne, de conformité et de gestion des risques est ancienne (2007) et incomplète	Établir/renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les superviseurs et la réglementation bancaires exigent des banques qu'elles appliquent de bonnes politiques et procédures.	Les directives et réglementations sur la mesure et la gestion du risque sont adoptées.	La réglementation prudentielle relative à la gestion des risques est passée en revue.	30/4/2019	18/5/2018	2	◆	Mission d'assistance technique	Soutien politique : élevé Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : élevé Climat/conjoncture	
	La réglementation prudentielle de la BCSTP, en matière de contrôle interne, de conformité et de gestion des risques est ancienne (2007) et incomplète		Les superviseurs et la réglementation bancaires exigent des banques qu'elles aient des politiques et processus de gouvernance solides.	Des directives et une réglementation sur le gouvernement d'entreprise et les contrôles internes sont adoptées.	La réglementation prudentielle sur le contrôle interne et la conformité est passée en revue.	30/4/2019	18/5/2018	4	◆	Mission d'assistance technique		
	La gouvernance des banques et de la transparence financière sont des problématiques essentielles sur lesquelles il importe de faire le point s'agissant des principes et des exigences prudentielles à mettre en œuvre				Des directives sont fournies sur la mise en place des normes de gouvernement d'entreprise et des pratiques optimales de communication d'informations et de transparence (troisième pilier de Bâle II) applicables aux banques (séminaire régional).		30/4/2019			Séminaire régional		
Sao Tomé-et-Principe (STP)		Mettre en place un système de contrôle axé sur les risques (CAR) et améliorer les autres processus de contrôle.	Les superviseurs bancaires ont suffisamment de moyens pour mettre en place un contrôle axé sur les risques.	Les superviseurs bancaires ont reçu une formation complète leur permettant de mettre en place un contrôle axé sur les risques.	Un projet de cadre d'un système de notation CAMELS/ORAP est établi pour permettre aux contrôleurs sur pièces de noter les banques selon leur profil de risque.	30/04/2019				Mission d'assistance technique	Soutien politique : élevé Soutien des dirigeants & engagement de la part du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : élevé Climat/conjoncture	
	La BCSTP a besoin de structurer sa méthodologie de supervision basée sur les risques, à commencer par la notation des banques selon leur profil de risque		Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures opérationnelles d'application du CAR.	Application de processus axés sur les risques et de manuels y afférents	Des orientations sont reçues au sujet des principes fondamentaux du contrôle axé sur les risques et de la manière de mettre en place un projet d'exécution sur le plan opérationnel (séminaire régional)		30/4/2019	13/7/2018	4	◆	Séminaire régional	



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale
AFRITAC Centre
Libreville, Gabon



ANNEXE 5

PERSONNEL D'AFRITAC CENTRE

I- DIRECTEUR/COORDONNATEUR : PAULO DRUMMOND

II- CONSEILLERS RESIDENTS :

ADMINISTRATION DES REVENUS : RENILDE BAZAHICA

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES : ABDOULAYE TOURE, BLAISE YEHOUEYOU

ANALYSE ET PREVISIONS MACROBUDGETAIRES : SEVERIN YVES KAMGNA

STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES : FRANCIS GAHIZI

STATISTIQUES MACROECONOMIQUES : SEBASTIEN MANZI

GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE : CHAKER SOLTANI

REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES : ALEXIS BOHER

GESTION AXEE SUR LES RESULTATS : PHILIPPE ATHANASSIOU

III- SUPPORT ADMINISTRATIF :

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE : MARIE-HELENE ISSEMBE

CHARGE DE PROJETS : ARMEL HOUTSA

ASSISTANTES ADMINISTRATIVES : LARISSA MABIKA BALENGA, CARINE MBOUMBA,

DJENA LAETITIA DJEMBO, GIANNA MAMALEPOT

TECHNICIEN COURSIER : BATSIELILI IDOUDOU
